

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

**Séance ordinaire du
jeudi 21 décembre 2017**

PROCES-VERBAL

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du jeudi 21 décembre 2017
16h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Exercice 2018 - Création, modification et clôture d'Autorisations de Programme
2. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier
3. Exercice 2018 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier
4. Rapport sur la Politique de la ville 2016
5. Aménagement du barrage du lac des Garrigues
Avis de la ville de Montpellier sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau
6. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Lot n°5b - Volumes n°3 et 4
"ACM Habitat"
7. ZAC Saint Charles
Concession d'aménagement Ville/SERM - Bilan de clôture
Reddition des comptes et quitus à la SERM
8. Foncier - Réfection de l'allée Jules Milhau dite "Dalle du Triangle"
Projet de convention de fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
9. FONCIER
Cession à Montpellier Méditerranée Métropole
Parcelle cadastrée BT 57
13 avenue du Professeur Grasset
10. FONCIER
Convention de servitudes de passage et d'exploitation d'un réseau électrique souterrain de RTE (Réseau de Transport d'Electricité)
Liaison à 225 kV Quatre Seigneurs - Saumade
Propriétés de la Ville cadastrées AI 1, 82, 86, AK 164, 199, 37 et AZ 32
11. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Préemption du fonds de commerce 1 rue d'Alger

- Rétrocession à Monsieur Laurent CHAMOT
Création d'un bistrot à pâtes
12. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
 13. Stationnement payant sur voirie
Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)
avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé
des Infractions (ANTAI) en cycle partiel
 14. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous
 15. Modifications de la carte scolaire à la rentrée de septembre 2018
 16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature.
 17. Appel à projets pour la définition et la réalisation d'activités pendant l'été 2018 dans le quartier de la Mosson
 18. Dénomination des voies et espaces publics
 19. Attribution de subventions à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire
Exercice 2018
 20. Convention relative à une action de soutien à la parentalité
Agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de Ville
 21. Partenariat entre la ville de Montpellier et la caisse d'allocations familiales de l'Hérault
Avenant au contrat enfance jeunesse 2015-2018
 22. Convention de partenariat
Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental
pour le fonctionnement du Relais d'Assistants Maternels
"Croix d'Argent"
 23. Conventions de partenariat Ville / Association « Crèche Jardin Sucre d'Orge » pour le fonctionnement des multi-accueils « Moussia », « La Coccinelle » et « Sucre d'orge »
 24. Fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Françoise Dolto
et la halte-garderie André Chamson
Déclaration préalable de travaux
 25. Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches - Avis du Conseil municipal
 26. Convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la collecte des halles et marchés et l'implantation et la maintenance de corbeilles à papier
 27. ZAT 2018
Partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (E.N.S.A.M.)
 28. Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Ville de Montpellier, la société TV Sud Montpellier Vià Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole
Avenant n°1
 29. Convention de partenariat relative à la participation de la Ville de Montpellier au portail national des Archives de France francearchives.fr
 30. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2018

31. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King
32. Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux représentants de la Ville de Montpellier
33. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier
34. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit
35. Apurement annuel des régies
Exercice 2017
36. Transfert d'une garantie d'emprunt
37. Attribution d'une garantie d'emprunt à l'association Mas des Moulins
38. Attributions de subventions - Exercice 2017
39. Attributions de subventions - Exercice 2018
40. Attribution d'une subvention pour la restauration du cimetière protestant de Montpellier
41. Usagers de la restauration scolaire
Remise gracieuse sur compte Presto
42. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour le choix d'un outil de Gestion de la Dette
43. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché d'acquisition d'une solution de gestion de la formation et d'une solution de gestion du recrutement, des stages et de la mobilité ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier
44. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole Et CCAS en vue de la passation d'un Marché d'étude d'"
Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP"
45. Création d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à procédure adaptée (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole »
46. Modification du tableau des effectifs
47. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services - Modification - Autorisation de signature
48. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - CCAS - Création d'un service commun de Département Solidarité et vivre ensemble - Convention- Autorisation de signature
49. Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction des Finances - Convention- Autorisation de signature
50. Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier
51. Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction
52. Accueil d'un nouvel apprenti préparant le titre professionnel de Technicien Supérieur en Méthodes et Exploitation Logistique
53. Convention relative au détachement sur contrats d'agents de la Ville de Montpellier auprès de TAM Voirie (Transports de l'Agglomération de Montpellier Voirie) dans le cadre de la délégation de service public du stationnement payant

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance ordinaire du jeudi 21 décembre 2017

Procès-verbal

Convoqué le vendredi 15 décembre 2017, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le jeudi 21 décembre 2017 à 16h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents excusés:

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents:

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE.

Madame Maud BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Maire : Merci, Mademoiselle BODKIN. Le quorum est très largement atteint et nous pouvons donc valablement délibérer.

Remise de médaille à Monsieur Jean-Louis VAYSSETTES

Monsieur le Maire : Avant de procéder aux informations d'usage, qui sont assez peu nombreuses mais que je tiens à vous indiquer, je souhaiterais remettre, comme désormais c'est la tradition, la médaille de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier à plusieurs personnes qui nous font la joie d'être présentes aujourd'hui. En l'occurrence, Monsieur Jean-Louis VAYSSETTES, archéologue, à la DRAC à Montpellier et à Monsieur et Madame VALETTE qui nous ont aidés et qui aident la Ville de Montpellier par leur engagement à la fois sur l'histoire et sur l'archéologie. Nous allons vous faire part de cela et je viendrai aux informations après. Pour ce faire, je vais demander à mon ami Jean-Louis VAYSSETTES de bien vouloir nous rejoindre à la tribune et de nous faire part des dernières découvertes archéologiques dont vous allez bénéficier en *prime time*. C'est notre cadeau de Noël et le cadeau de Noël de Monsieur et Madame VALETTE à la Ville de Montpellier.

Monsieur Jean-Louis VAYSSETTES : Bonjour à tous. Ma présence parmi vous, c'est pour vous annoncer une découverte qui a moins d'un an et qui est une découverte exceptionnelle sur Montpellier. Cette récente découverte est un plafond, dans une maison du XIII^{ème} siècle et elle permet d'évoquer Jacques d'Aragon, la conquête de Majorque, et surtout le rôle joué par la ville dans cette affaire, c'est-à-dire, la prise de Majorque. En effet, la surveillance régulière des chantiers du secteur sauvegardé livre parfois son lot de surprises. Entre 2015 et 2017, l'intervention conjuguée des services de la DRAC, la conservation régionale des monuments historiques, et le service régional de l'archéologie, avec les services de la Mairie, surtout ceux de Grand Cœur, a permis la mise au jour d'un décor qui s'avère être un document majeur pour l'histoire de la ville et plus généralement pour l'histoire de la Méditerranée occidentale. Il s'agit d'un décor représentant un épisode de la reconquête de la péninsule Ibérique. À cette occasion, je dois remercier les propriétaires qui sont présents, qui nous ont laissé entière liberté pour explorer leur appartement. Les résultats sont le fruit de la collaboration avec Anne RIGAUD qui a dégagé, qui est une restauratrice, les décors peints, et Frédéric GUIBAL, qui a analysé les bois de ce plafond.

La maison concernée était connue grâce aux vestiges médiévaux visibles tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, surtout grâce aux découvertes faites il y a maintenant près de 35 ans, dans un des appartements du premier étage. Il s'agissait d'un remarquable décor mural mis au jour en 1982 où figurent les vices et les vertus, dans des polylobes tracés au compas. La porte qui donne accès à cette pièce est couverte d'un linteau portant quatre blasons dont un d'or aux quatre pals de gueule donc datés entre 1204 et 1279. Période pendant laquelle le roi d'Aragon est le seigneur de Montpellier. Quelques années après, des couvre-joints ont été peints et étaient apparus à l'occasion de la réparation d'un plancher au troisième et quatrième étages. Ils sont ornés de rinceaux datables par comparaison avec d'autres trouvailles du milieu du XIII^{ème} siècle. Enfin, la restauration a mis au jour plusieurs décors peints parfois gravés de graffitis avec, notamment, la phrase « Sans plus ». Et, on voit un échassier. Ce sont des décors qui datent, là, du XV^{ème} siècle. Un peu plus récent que ce que l'on va voir. Surtout, on a découvert un oratoire. C'est le premier oratoire identifié dans Montpellier. Ce qui est remarquable, c'est que c'est le premier vestige archéologique de la pratique religieuse dans les maisons au Moyen Âge dans la ville. C'est un oratoire qui représente un trompe l'œil de retable qu'il y avait certainement en bas. Au-dessus, se trouvaient trois niches dont Saint-Christophe au centre, et puis, de part et d'autre, deux saints, qui ne sont pas identifiés. Peut-être Sainte-Catherine, pour la sainte couronnée.

Le morceau le plus remarquable est un plafond qui couvrait le plafond du maître des lieux sur lequel le peintre a figuré un firmament d'azur semé d'étoiles d'argent. La solive de rive, c'est-à-dire

celle du fond, celle qui touche le mur porte des tableaux peints avec des animaux fantastiques, parfois réels. Les solives sont portées par une maîtresse poutre sous la surface de laquelle figurent des blasons tandis que la face Nord est peuplée d'animaux fabuleux. C'est la frise qui se trouve en bas. La technique de construction est exactement la même que celle des autres plafonds de Montpellier car on commence à en trouver beaucoup. Voici le schéma de construction. Les plafonds de Montpellier, nous en avons 11 à l'heure qu'il est, ou au moins les traces de 11 exemplaires, sont tous regroupés autour de Notre-Dame des tables, c'est-à-dire le quartier des affaires dont le centre était Notre-Dame. La face sud de la poutre constitue le morceau de peinture le plus intéressant. Sur 5,7 mètres, une épopée est racontée. Les scènes convergent des deux extrémités de la poutre vers le centre où se trouve le sujet principal de l'action. Le récit débute à l'ouest, dans l'immeuble, par l'arrivée des navires de guerre voguant sur une mer poissonneuse et transportant une armée. Les vaisseaux sont de modèles différents. Il y a deux galères, et un bateau à deux mats, à ponts, c'est-à-dire un très gros navire. Sur chacun d'eux, deux hérauts sonnent de la busine, c'est-à-dire une sorte de trompette. Ces navires arborent, pour celui à ponts, le pavillon de Barcelone. On est du temps de Jacques, certainement. Et, le suivant arbore un drapeau d'argent au tourteau de gueules. C'est-à-dire celui des seigneurs de Montpellier. Là aussi, se trouvent plusieurs soldats prêts au combat. Les rames ont été retirées, l'ancre est mouillée et, à l'arrière, un homme est vêtu d'un haubert et maintient les rames de gouverne. Là, c'est un indice chronologique intéressant parce que le gouvernail d'étambot n'apparaît qu'à la fin du XIII^{ème} siècle. Donc, c'est un décor qui montre les bateaux du XIII^{ème} siècle ou peut-être antérieurs.

Des navires ou peut-être des galères semblables ont été représentées et sont connues sur d'autres décors et pas n'importe où. On les trouve essentiellement sur la péninsule ibérique, notamment sur un buget c'est-à-dire sur les panneaux qui se placent entre deux poutres, à Barcelone, mais également sur une enluminure du manuscrit des cantiques de Santa Maria. Et vous remarquez la proue des navires avec cette espèce de corne recourbée. On retrouve ces mêmes galères également à Majorque au château de Santueri. Le débarquement, depuis ces navires, se fait à l'aide d'une échelle. Puis, des fantassins se dirigent de la gauche vers le centre de la poutre. Depuis l'autre extrémité, l'extrémité droite, convergent vers le centre de la poutre des combattants qui s'affrontent. Grâce à leur armement, on peut distinguer les parties des combattants. À gauche, vous avez des guerriers sarrasins, avec leurs casques dorés et pointus et, à droite, vous avez des soldats qui portent des armes catalanes, c'est-à-dire les Empuries. Vous avez le roi d'Aragon, au centre, sur un cheval blanc, et également les Moncada.

Plusieurs des protagonistes ont été identifiés. Empuries sur le cheval blanc, à l'avant vous avez le roi d'Aragon et puis, à l'arrière, le blason au tourteau de gueules avec un besant d'or, ce sont les Moncada. C'est une famille bien connue. Les hommes du roi d'Aragon se dirigent vers une ville assiégée. L'assaut est donné à l'aide d'une tour de bois sur la droite et d'une échelle. Sous celle-ci, on voit un personnage accroupi. En réalité, c'est un sapeur. Si vous regardez bien, en haut, à côté de la tour, il y a un personnage qui brandit une épée et, juste au-dessus, vous avez, de nouveau, le blason de Montpellier, des seigneurs de Montpellier. La ville est représentée par son enceinte avec une porte, au centre, mais toute grise, et deux portes de chaque côté, dont on ne voit qu'un seul vantail. Ce qui était très curieux, c'était de remarquer que les portes n'étaient pas identiques. Que ce soit celles des côtés ou celle du centre. Celle du centre qui est peinte en gris, sans menuiserie. La maquette de la Medina Mallorca figurant le torrent de l'arrière, c'est-à-dire le cours d'eau qui traverse Palma, donne l'explication de cette porte grise. Il s'agit en effet de la porte centrale, de la représentation, que l'on trouve ici, en bas, là où le torrent se jette dans la mer. En fait, la représentation est bien la représentation de la prise de Majorque à laquelle les Montpelliérains ont pris une part active considérable.

Je vais vous rappeler les faits. Du port de Salou, au sud de Tarragone, le roi Jacques embarque le 5 septembre 1229 sur une galère de Montpellier. On connaît toute l'histoire grâce au livre des faits du roi Jacques, c'est-à-dire les mémoires de Jacques d'Aragon, qu'il a rédigées lui-même. En relisant ce livre, on se rend compte que le peintre a représenté précisément toute l'aventure de 1229. Grâce à des dizaines de bateaux de tous tonnages, une armée forte de 10 000 à 15 000 fantassins (tout dépend des sources et on a des sources des deux parties, du côté catalan mais aussi du côté des mémoires arabes qui décrivent les faits, qui décrivent les événements). L'armée part du port de Salou et débarque dans la baie de Santa Ponça le 10 septembre 1229. Dès que l'armée met le pied à terre, les combattants s'opposent, les sarrasins, les chrétiens. Il y a notamment une bataille de Portopi où périrent les fameux hérauts dont je vous ai parlé qui sont figurés avec leurs armes, les Moncada, Guilhem et Raymond. Enfin, ce que l'on appelle Palma, maintenant, tombe aux mains de Jacques d'Aragon le 31 décembre 1229 c'est-à-dire il y a près de 800 ans. L'événement représenté suit très fidèlement les chroniques médiévales et les détails de la représentation indiquent avec évidence que le propriétaire de la maison est mêlé de près à la conquête et que le peintre qui a représenté les faits, s'il n'est pas allé à Majorque, connaissait bien la topographie de la ville et connaissait bien également l'histoire des événements. Cela peut se comprendre facilement. Car, le 27 août 1231, en remerciement de son aide, Jacques d'Aragon attribue à Montpellier 100 maisons de Palma. La charte, conservée aux archives de la Ville à Montpellier qui est représentée ici donne des indications précises sur l'emplacement de ces 100 maisons et donne même le nom des propriétaires antérieurement à la conquête. C'était un document qui était connu mais qui n'a jamais été transcrit en totalité. Ce qui signifie tout simplement que de nombreux Montpelliérains connaissaient parfaitement les lieux dès 1230.

La représentation montpelliéraine met en perspective d'autres plafonds du XIII^{ème} siècle, notamment celui du palais des archevêques de Narbonne où on voit une scène similaire. Ce qui est intéressant, c'est de voir la représentation qui est faite. C'est un plafond qui est daté des années 1220, 1240. Mais, la représentation montre un type de fortifications correspondant aux fortifications que l'on trouve en Espagne et notamment à celles de Majorque que vous avez ici. C'est le dernier tronçon de remparts à peu près conservé. Il est certainement très restauré. Il montre exactement les mêmes merlons à chaperons pyramidaux. Or, on sait que, pour l'expédition de Majorque, Narbonne envoie plusieurs chevaliers et fournit un grand bateau à trois ponts sur lequel Berenguer de Palou, l'évêque de Barcelone, aurait effectué la traversée. Lorsqu'on réfléchit bien et que l'on regarde la poutre de Montpellier, on voit qu'il y a le drapeau de Barcelone et que c'est un bateau à pont. La représentation de la chute du sarrasin qui se trouve aussi sur le plafond de Narbonne évoque vraiment la représentation que l'on a à Montpellier.

D'autre part, cette histoire, narrée sur un long ruban, peut être mise en relation avec d'autres découvertes montpelliéraines que vous connaissez peut-être et qui ont été réalisées il y a quelques années. C'est d'abord la fresque de Saint-Eustache, qui se trouve au 3 rue de la vieille, et qui a été mise au jour au cours d'un chantier, également, à la suite de la surveillance des opérations. La frise narrative évoque la frise narrative de la poutre. Et on voit la même façon de débarquer depuis un bateau puisque on les voit sur la fresque Saint-Eustache embarquer et que sur le décor précédent, ils descendent du bateau. On peut voir aussi, sur l'image suivante, que c'est le même type de construction alors que ce plafond a été daté, par la dendrochronologie, des années 1260-1270. C'est-à-dire qu'il est un peu plus récent, de quelques décennies, que celui que vous venez de voir. La question de la date, pour nous, est cruciale. Malheureusement, même si l'immeuble présente des éléments assurément datables du début du XIII^{ème} siècle, la dendrochronologie n'a rien donné. C'est un procédé de datation en comptant les cernes et en mesurant l'espace qu'il y a entre chaque cerne. C'est-à-dire qu'un arbre ne pousse jamais de la même façon d'une année sur l'autre, suivant le climat. Avec la corrélation de plusieurs cernes sur plusieurs arbres, on arrive à remonter une

chronologie sur plusieurs millénaires. Ce sont des bois qui arrivent de l'Aude mais on peut dater ce plafond, par similitude stylistique avec le plafond de la rue de la Croix d'or, l'ancien logis de la rue de la Croix d'or qui a été découvert un an auparavant, et celui-ci a pu être daté dans une séquence de 1230 à 1250. Chaque fois que l'on débite une poutre, on perd des cernes. Donc, il faut se laisser une marge dans la chronologie.

Je reviens à la prise de Majorque. Qui a eu certainement un impact considérable sur les Montpelliérains. Il est certain que les contacts avec la péninsule ibérique, du temps du roi Jacques, influencèrent les Montpelliérains dans leurs goûts. Je vous ai montré ces images. Ce sont des blasons. Il faut les yeux de la foi pour les voir car ils sont très effacés. Surtout celui d'en bas qui est vert. En réalité, il était d'or. Et on voit, on aperçoit, un arbre. Sur le caparaçon du cheval, on trouve également un arbre, sur fond d'or et, sur un blason plus tardif, on trouve également, au sommet de ce blason, trois arbres de sinople sur fond d'or. Or, la maison en question, en remontant dans le temps, a appartenu à un personnage qui s'appelait Pierre de Pignan. Or, les Pignan, on ne connaît pas leurs armoiries à cette époque-là. Cependant, les Pignan étaient les vassaux des rois d'Aragon. Je vous parlais de ces armes, et les Pignan ont certainement utilisé des armes parlantes, c'est-à-dire qu'ils ont certainement mis un arbre, un pain, sur leur blason, comme c'était la coutume régulièrement. Par exemple, les Carcassonne avaient une sonnette, à Montpellier, avec une petite cloche. Donc, on retrouve cela. Il est donc probable que ce soit un des ancêtres du Pignan qui était propriétaire de la maison en 1374, qui ait accompagné son suzerain à la prise de Majorque.

Je vous disais que la reconquête a eu un impact considérable. Sur des éléments de plafonds montpelliérains, on trouve de nombreux décors avec des motifs que l'on retrouve non seulement dans la péninsule ibérique mais aussi à Montpellier. D'abord, cette rosace. On retrouve à peu près les mêmes rosaces sur le plafond de Tarragone, par exemple, sur des plafonds contemporains. C'est une planche qui est des années 1260 au plus tard. Et, également, les motifs d'entrelacs appartenant au répertoire mudéjar. À Montpellier, on a plusieurs plafonds qui montrent ces décors. Et c'est à l'évidence une influence des arts décoratifs arabes. Cela nous laisse rêveur car la découverte de tels motifs à Montpellier à cette époque-là laisse entendre qu'il y a certainement eu des échanges réguliers entre le monde musulman espagnol et le monde montpelliérain. Voici cette image avec une maison qui se trouve dans la rue Collot. Ce décor est visible, c'est un débarras, où nous avons eu la surprise de voir ce motif. Je me demande même si ce ne sont pas des décorateurs arabes qui sont venus travailler à Montpellier et réaliser ces décors-là. Enfin, la peinture de Montpellier, avec les deux peintures de Barcelone, reproduit les événements narrés par le livre des faits du roi Jacques. La fidélité remarquable de Montpellier est assez étonnante quand on lit cet ouvrage. Ce qui est aussi peut-être très intéressant pour la peinture de Montpellier, c'est qu'il s'agit peut-être de la plus ancienne représentation de l'événement. Elle est certainement plus ancienne que les représentations de Barcelone que ce soit celle du palais Caldes ou Aguilar ou celle du palais comtal. Donc, c'est un document exceptionnel non seulement pour l'histoire de la ville, mais également pour l'histoire du monde méditerranéen. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je suis particulièrement heureux de pouvoir honorer aujourd'hui Monsieur Jean-Louis VAYSETTES en le faisant citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. Et je rends hommage, ainsi, à son minutieux travail d'archéologue et de chercheur. Jean-Louis VAYSETTES est né à Montpellier, en 1952. Il se passionne dès son enfance pour l'archéologie. Passion héritée de son grand-père mais surtout de son père, enseignant en histoire, amateur d'archéologie, qui conforte cet engouement. Dès l'âge de 13 ans, il participe en amateur aux campagnes de fouilles menées par Henri PRADES, à Lattes. Ainsi qu'à la création du groupe archéologique de PAINLEVE. Après une

formation de céramiste à l'école des beaux-arts de Montpellier, Jean-Louis soutient une thèse en archéologie médiévale à l'université d'Aix-en-Provence sur les potiers de terre de Saint Jean de Fos, qui est publiée l'année suivante. Il rejoint ensuite, à la direction des affaires culturelles, le service de l'inventaire. Jean-Louis s'intéresse à la demeure de la rue des sœurs noires et plus précisément l'étage où résident Monsieur et Madame VALETTE. Avec l'appui des services de la Ville et en particulier de Madame Isabelle HIRSCHY, qui va me rejoindre, architecte du patrimoine et responsable de tout ce qui est archéologie et patrimoine à la Ville et à la Métropole puisque nous sommes en train d'essayer d'obtenir du ministère de la culture le label art et histoire pour notre métropole. Après quelques prélèvements de l'intuition et de nombreuses études il s'avère que les enduits recouvrent des peintures médiévales uniques que vous venez de découvrir.

Aujourd'hui, je salue le travail remarquable mené, en lien étroit avec les services de la Ville, et l'implication de Monsieur et Madame VALETTE, que je vais faire également citoyens d'honneur, à l'instant (et je vous dirai pourquoi) qui a permis de mettre en lumière et de protéger ces peintures qui sont les plus anciennes attestées à ce jour à Montpellier représentant cet événement. Représentant la prise de Majorque et qui démontrent les liens étroits qui unissent Montpellier à la Méditerranée. À titre personnel, je suis très heureux de remettre à Jean-Louis cette médaille de citoyen d'honneur de la ville car notre connaissance réciproque, notre relation date des archives départementales de l'Hérault où, moi-même passionné d'histoire, de documents anciens il m'a appris une partie de la paléographie ancienne lorsque j'étais lycéen. Et, lorsqu'il était également lycéen, puis étudiant. C'est ainsi que j'ai pu être tenu au courant plan par plan de ses découvertes sur les potiers Saint Jean de Fos, sur cette magnifique poterie de terre populaire qu'est la poterie de Saint Jean de Fos. C'est comme cela que nous nous sommes rencontrés. Donc, c'est un double plaisir que de le faire aujourd'hui citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Monsieur Jean-Louis VAYSETTES : Je suis très content parce qu'on m'a dit qu'en plus il y avait Notre-Dame des Tables au verso qui est le symbole de la ville et je n'habite pas bien loin de l'endroit où elle était. Bien sûr, ce n'est pas la Notre-Dame des Tables que l'on connaît actuellement. Et cela a été fouillé il n'y a pas bien longtemps. Mais on n'est plus très jeune. Cela fait déjà quelques années.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je vous adresse mes plus sincères remerciements pour cette reconnaissance des recherches menées sur cette ville et sa région depuis de nombreuses années. À propos de celles-ci, je souhaite évoquer la mémoire de nombreux historiens qui se sont penchés sur cette ville mais la liste serait trop longue et, surtout, je leur dois beaucoup. Je me limiterai d'abord à deux noms. Au nom de Henri PRADES, qui me donna mes premiers rudiments d'archéologie il y a maintenant plus de 50 ans. Et peut-être un peu plus, même. Cela concerne l'archéologie, peut-être. Et à celui de Gabrielle Démians d'Archimbaud qui acheva ma formation académique. J'ai aussi une pensée émue pour mes collègues de l'inventaire avec qui j'ai commencé ma carrière professionnelle et surtout ceux qui ont disparu trop tôt. Notamment Ghislaine FABRE et Jean NOUGARET qui ont su partager leur immense érudition sur la ville car c'étaient des gens qui connaissaient énormément de choses. De temps en temps, quand je travaille sur le sujet, je me dis : « tiens, il faudra que j'appelle Jean ». Et je me dis : « Mais non, Jean n'est plus là ». Sans eux, les connaissances de Montpellier ne seraient pas ce qu'elles sont. J'associe à cette reconnaissance également, qui n'habite plus Montpellier mais qui était mon collègue et compère et avec qui j'ai longuement travaillé sur cette ville, Bernard SOURNIA. Nous avons arpenté les rues de Montpellier pour inventorier et étudier ses trésors d'architecture. Cela a permis la publication, en 1991, et 1994, des deux premiers volumes des cahiers du patrimoine consacrés à cette ville.

J'ai aussi une dette considérable envers le laboratoire d'archéologie médiévale et moderne d'Aix-en-Provence auquel j'appartiens, l'UMR 7298 de l'université Aix-Marseille. Et, j'ai entraîné plusieurs de ses chercheurs à travailler sur le Languedoc et surtout à participer à l'exposition Montpellier terre de faïence qui a eu lieu en 2012 au musée de Lattes et au musée Fabre, et qui a refait le point sur les productions de céramiques montpelliéraines. Grâce à eux, on a pu publier le gros catalogue qui accompagnait cette exposition. Surtout, je dois partager l'honneur que vous me faites avec l'ensemble de mes collègues parce que je ne suis pas le seul à le mériter. L'ensemble de mes collègues des services patrimoniaux de la DRAC Occitanie, du service régional de l'archéologie, auquel j'appartiens, et aussi de la conservation régionale des monuments historiques qui œuvrent quotidiennement pour identifier, étudier, et restaurer l'exceptionnel patrimoine de notre région. Je dois remercier aussi les agents des services des archives départementales, on les a évoqués, et des archives communales qui sont toujours là pour nous aider. Merci à Christine FEUILLAS. Je ne sais pas si elle est là ou si elle n'est pas là. Et à ses collaborateurs que je sollicite régulièrement en les dérangeant bien à la médiathèque. De même, je dois beaucoup aux échanges réguliers avec le service de l'urbanisme de la Ville, à la mission Grand Cœur, qui m'ouvre les portes de temps d'immeubles où je ne pourrais pas rentrer. Ainsi, Isabelle HIRSCHY a suivi mes explorations de nombreuses maisons, de la cave au grenier parce que, lorsqu'on n'y va, on ressort couvert de toiles d'araignée. Dont celle de la rue des sœurs noires. Où nous nous sommes présentés un jour et où nous avons frappé à la porte de Monsieur et Madame VALETTE pour leur dire « Ecoutez, il y a des choses, peut-être, chez vous. » Je ne dois pas oublier ma famille car ma passion et mon intérêt pour l'archéologie est très envahissante et me prend beaucoup de temps. Donc, cela empiète énormément sur ma vie quotidienne. Et surtout la vie quotidienne familiale. Enfin, que ceux que j'oublie, car on oublie toujours du monde, me pardonnent mon étourderie. Merci à tous.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci Jean-Louis, merci beaucoup. Je vais maintenant demander à Monsieur et à Madame VALETTE de me rejoindre. Très heureux également de pouvoir honorer aujourd'hui Marie-Françoise et Jean-François VALETTE en les faisant citoyens d'honneur de la Ville de Montpellier. Je rends cette fois hommage à l'implication pleine et entière des propriétaires qui participent à la protection de notre patrimoine et en particulier de ceux de la demeure 3, rue des sœurs noires à Montpellier. Je ne ferai donc pas référence aujourd'hui aux parcours professionnels de Monsieur et Madame VALETTE mais je souhaite aujourd'hui saluer leur démarche qui a permis en deux ans la mise en lumière la protection des peintures les plus anciennes attestées à ce jour à Montpellier retraçant l'événement de la prise de Majorque. Alors même que ces peintures auraient pu rester complètement confidentielles et inconnues de tous, c'était sans compter sur Madame Suzanne GIBERT, la mère de Madame VALETTE, qui n'a pu être aujourd'hui avec nous mais que je salue, qui avait auparavant déjà permis la découverte de peintures murales sur les charpentes. Après le sondage réalisé en étroite collaboration entre les services de l'État et de la Ville, il s'est avéré que les peintures cachées sous les enduits plus récents, dans leur appartement, pouvaient être également exceptionnelles. À partir de là, Monsieur et Madame VALETTE se sont lancés dans cette aventure. Et, sur leurs deniers, ce qui les a engagés pour plusieurs années. Le travail de restauration des peintures murales et de celles sur la charpente a été magistralement et pourtant très modestement réalisé par Madame Anne RIGAUD, restauratrice, qui a su avec une infinie délicatesse redonner vie et splendeur à ces scènes historiques sans les dénaturer, pour aboutir à l'ancêtre de nos bandes dessinées tel qu'on peut le regarder sur les diapos que vous venez de voir détaillant ainsi la prise de Majorque par Jacques I^{er} d'Aragon en 1229, et la très certaine participation héroïque du propriétaire des lieux au XIII^{ème} siècle aux côtés du roi.

Outre l'intérêt fondamental pour la connaissance historique du rôle du roi d'Aragon né à Montpellier présenté par Jean-Louis VAYSETTES, il est ici également question de préservation d'un espace qui a failli définitivement disparaître. Avec l'architecte Robert BOURRIER vous avez complètement remanié votre lieu de vie avec la création d'une mezzanine facilitant l'accès aux peintures murales et une passerelle permettant une vision très rapprochée des plafonds peints sur bois. Autrement dit, vous avez totalement changé le cadre de votre maison d'habitation pour que ceux qui le peuvent visualisent l'ensemble des décors de façon très précise. Comme si c'était un musée. Vous avez ainsi réalisé et visé l'excellence dans la préservation de ce patrimoine et sa transmission dans notre mémoire collective montpelliéraine. C'est la raison pour laquelle je suis très honoré, Marie-Françoise et Jean-François, de vous remettre la médaille de citoyens d'honneur de la Ville de Montpellier.

Applaudissements.

Marie-Françoise VALETTE : Monsieur le Maire, Mesdames Messieurs les adjoints, Mesdames Messieurs les conseillers, c'est un grand honneur que vous me faites en m'offrant ce titre de citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier. J'en suis très fière et émue en même temps, et je vous en remercie. Je suis née dans cette maison, au numéro trois de la rue des sœurs noires sans me douter des trésors qu'elle cachait. Et j'ai grandi avec bonheur dans le quartier Saint-Roch qui n'était pas à la mode comme il l'est aujourd'hui. Il avait un autre cachet puisque les échoppes des rues de l'ancien courrier, du gagne-petit, Cope Cambes et du bras de fer étaient occupées par des artisans ou commerces aujourd'hui disparus. Rempailleur de bonbonnes, vannier, charbonnier et, au numéro trois de la rue des sœurs noires, Monsieur Auguste Izambard, le seul ébéniste de la région spécialisé dans la restauration des billards. Dès les beaux jours, Manitas et ses cousins venaient de Figuerolles chanter sous nos fenêtres et jouer de la guitare dans le petit square dédié à l'abbé Jean-Baptiste Fabre. Les Pelharòt passaient dans la rue avec leurs poussettes en criant : « Pelharòt, pèl de lapin, pèl de lebre ». C'est la mémoire de mon enfance et, depuis bien longtemps, celle de ma famille, qui a occupé l'appartement dès 1923. J'ignorais que les trésors cachés de ma chambre d'enfant et du bureau de mon père ne pourraient résister à la curiosité de Monsieur Jean-Louis VAYSETTES.

Aujourd'hui, nous venons, mon mari et moi, d'y vivre une extraordinaire aventure, la découverte de ce trésor du Moyen Âge. Nous la devons donc à Monsieur Jean-Louis VAYSETTES ingénieur de recherche à la DRAC, et aussi à Madame Anne RIGAUD, archéologue restauratrice avec laquelle j'ai vécu des moments d'intense émotion en particulier lorsqu'elle a mis à jour Saint-Christophe portant le Christ enfant sur ses épaules. Cette aventure, nous la devons enfin à Madame Viviane BOURRIER, et à Monsieur Robert BOURRIER, architecte. Toute ma reconnaissance à ces professionnels qui nous ont transmis leur passion et permis de mener à bien ce magnifique et extraordinaire projet.

Applaudissements.

Jean-François VALETTE : Merci à Monsieur le Maire. Messieurs les conseillers les adjoints, nous sommes très touchés de la distinction qui nous est faite d'être citoyens d'honneur de la Ville de Montpellier. Cependant, la mise à jour du patrimoine, comme vous l'avez entendu, de la rue des sœurs noires, a été le fruit d'un travail collectif. Au-delà de l'œuvre, nous nous sommes enrichis de la qualité de la relation et des liens qui se sont tissés tout au long de la restauration de cet appartement, avec tous les intervenants. La vigilance de la DRAC nous a incités à la prudence. Nous avons découvert la passion, dans le regard de Monsieur Jean-Louis VAYSETTES, gardien du patrimoine. Nous avons découvert le talent, l'écoute et la modestie de Madame Anne RIGAUD, toujours respectueuse de l'œuvre restaurée. Nous avons apprécié la tension constante de l'architecte,

Monsieur BOURRIER, qui a dû bouleverser ses plans à maintes reprises, afin de les adapter aux contraintes archéologiques.

Pour nous, la découverte progressive des peintures murales et des plafonds peints a été culturellement et émotionnellement une véritable révélation, une conversion du regard. Ce fut également un rappel et une exigence. Le nécessaire respect, et l'obligation de protection du travail et des messages que nous ont transmis les générations précédentes. En particulier, la poutre centrale qui relate la conquête de Majorque par Jacques d'Aragon, et qui semble nous dire « n'oublie pas les chevaux écumants du passé, la vie est un combat à mener ». Mais également le plafond, parsemé d'étoiles, et les animaux fantastiques qui nous chuchotent : « la vie est un chemin de désir et de transformation, l'infinité est au cœur de l'intimité » Enfin, par le Saint-Christophe du retable, c'est un message de passeurs qui nous est adressé. D'ailleurs, une passerelle a été placée pour mieux apprécier ce patrimoine pictural du XIII^{ème} siècle. Pour comprendre, pour connaître, pour découvrir, il ne suffit pas d'exister, il nous faut insister, être curieux, travailler, aller de l'avant. Être, c'est devenir, se projeter dans le futur, mais également se rappeler des lumières du passé. Ainsi, devenir, c'est aussi « venir de ». Car nous sommes porteurs d'une histoire, celle de notre pays, celle de notre cité montpelliéraine, notre patrimoine. C'est pourquoi, modestement mais avec joie, en tant que citoyens, nous avons participé, avec mon épouse, et le concours de tous, à la mise en valeur du trésor pictural qui orne notre demeure. Comme l'exprimait le sculpteur Rodin : « l'essentiel, c'est d'être ému. » Monsieur le Maire, encore merci.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Je vais vous demander de bien vouloir vous lever pour observer une minute de silence en la mémoire des enfants qui ont perdu la vie dans la catastrophe de Millas dans les Pyrénées orientales.

Une minute de silence est observée.

Monsieur le Maire : Je vous remercie. Avant de procéder à l'ordre du jour, quelques informations. Tout d'abord, je voudrais souhaiter la bienvenue à ma nouvelle directrice de cabinet, en remplacement de Monsieur Fabrice MANUEL, Madame Sophie SALELLES.

Je voudrais également vous faire part d'un courrier que j'ai reçu de la part de Gérard COLLOMB, Ministre de l'Intérieur, suite à la demande de la Ville formulée pour mener l'expérimentation sur la police du quotidien.

Enfin, nous allons passer à l'ordre du jour. L'ordre du jour comportait initialement 53 affaires. Le comité technique qui devait se tenir le 19 décembre n'ayant pas eu lieu, je vous propose de retirer les affaires 46 à 49 qui nécessitaient son approbation. Elles seront reportées à un conseil ultérieur. Suite à des modifications de gouvernance dans certains organismes extérieurs au conseil de Métropole, hier, l'affaire 32 a été modifiée et la version corrigée vous avait été déposée sur les tables.

Je vous propose donc l'ordre du jour ainsi modifié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur le Maire : Vous avez pris connaissance du procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59

Contre : 0

Abstention : 2 (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO)

Monsieur le Maire : Vous avez également pris connaissance des décisions prises par le Maire depuis la dernière séance.

Le prochain Conseil municipal de la Ville de Montpellier aura lieu le 1^{er} février 2018 à 18 heures.

Les affaires 1, 2 et 3 concernent les finances et le vote du budget. La parole est au rapporteur, premier adjoint chargé des finances, Monsieur Max LEVITA.

1. Exercice 2018 - Création, modification et clôture d'Autorisations de Programme

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera au 31 décembre 2017 à 387 797 400 euros.

Lors du Débat d'Orientation Budgétaire, tenu lors de la séance du Conseil Municipal du 23 novembre dernier, la Ville de Montpellier a réaffirmé sa volonté de prioriser l'éducation, l'enfance, l'aménagement du cadre de vie et la qualité de vie.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver, pour 2018, la création des Autorisations de Programme ci-dessous :

N°	Programme	AP au BP 2018
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000.00
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	4 123 000.00

2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000.00
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	4 000 000.00
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000.00
2018P01	CONSTRUCTION NOUVELLE UNITE CENTRALE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	25 000 000.00
2018P02	GROUPE SCOLAIRE MOSSON 2021	15 000 000.00
2018P03	GROUPE SCOLAIRE COTEAU 2022	15 000 000.00
2018P05	ZAC RESTANQUE	13 400 000.00
2018P06	CONSULS DE MER 4 NGC	1 663 000.00
2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	8 100 000.00
Total		92 912 000.00

Il vous est également proposé de procéder à des modifications d'AP :

N°	Programme	AP globale 2017	Variation AP au BP 2018	AP globale et proposée 2018
2013I22	PRU CEVENNES	15 386 970.00	3 095 166.00	18 482 136.00
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND	12 203 718.00	720 000.00	12 923 718.00
2013P16	EAI	41 020 000.00	2 000 000.00	43 020 000.00
2014I05	EXTENSION VIDEO PROTECTION	2 040 000.00	410 000.00	2 450 000.00
2016I02	ECOLE PAPE CARPANTIER	4 000 000.00	500 000.00	4 500 000.00
2016P02	ANRU 2	532 500.00	77 500.00	610 000.00
2016P04	DEVANTURES COMMERCIALES	800 000.00	- 330 000.00	470 000.00
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	650 000.00	150 000.00	800 000.00
2016P08	BD NINA SIMONE PHASE 2	9 015 000.00	174 000.00	9 189 000.00
2017I05	EXTENSION CRECHE T. SENTIS	600 000.00	844 680.00	1 444 680.00
2017P06	ENFOUISSEMENT LIGNES HAUTE TENSION	6 659 000.00	- 91 000.00	6 568 000.00
			7 550 346.00	100 457 534.00

Les AP inchangées sont les suivantes :

N°	Programme	AP globale 2018
2013I02	RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 300 000.00
2013I03	CRECHE DES ARCEAUX	1 930 000.00
2013I04	RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	1 744 000.00
2013I05	MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000.00
2013I19	ZOO DU LUNARET	30 000 000.00
2013I27	ACTION FONCIERE	30 185 600.00
2013I28	RAVALEMENT SUBVENTIONS	755 000.00
2013I30	PRU CENTRE	525 880.00

2013I31	PONT VIALLETON	2 020 000.00
2013I32	REHABILITATION CUISINE CENTRALE	2 000 000.00
2013P01	ECOLE BEETHOVEN LES GRISETTES	6 733 756.00
2013P03	GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000.00
2013P04	ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	12 300 000.00
2013P13	ZAC NOUVEAU ST ROCH	12 360 731.00
2013P17	GARE ST ROCH	5 571 768.00
2013P20	ZAC NOUVEAU ST ROCH PARKING	17 000 000.00
2013P21	PONT ANDRE LEVY	8 018 730.00
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SA3M	4 514 000.00
2013P22	CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SERM	4 761 335.00
2014I01	ECOLES FIGUIER BERT HUGO	2 460 000.00
2014P02	ECOLE MALRAUX	10 630 000.00
2014P03	LOGICIEL SIRH ACQUISITION ET MISE EN ŒUVRE	800 000.00
2015I02	VESTIAIRE STADE GRAMMONT	1 150 000.00
2015P09	GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	12 552 000.00
2015P11	MULTIFONCTIONS RENOUVELLEMENT	1 415 000.00
2015P19	PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000.00
2015P20	GROUPE SCOLAIRE EUROMEDECINE	12 800 000.00
2015P22	OPERATION LAISSAC CONCEDANT	3 050 200.00
2015P23	LOCAUX POLICE MUNICIPALE	6 180 000.00
2016I01	SECURISATION CARRE SAINTE ANNE	1 930 000.00
2016I03	TRAVAUX RENOVATION POLYGONE	1 460 733.00
2016I04	FRENCH TECH	953 989.00
2016P06	CRECHE EAI	3 500 000.00
2016P07	CRECHE RIVE GAUCHE	6 100 000.00
2016P09	INTERFACE HABITAT 3M SERM	1 271 190.00
2016P10	INTERFACE HABITAT 3M SA3M	1 180 000.00
2017I02	AUTOMATISATION ACCES	500 000.00
2017I03	BASCHY / VARENNES	985 300.00
2017I06	MISE EN SURETE EAJE	1 000 000.00
2017I07	MISE EN SURETE ETS SCOLAIRES	5 000 000.00
2017I09	SERRE AMAZONIENNE	3 200 000.00
2017P02	GS PORT MARIANNE	11 865 000.00
2017P04	EXTENSION GAROSUD	4 760 000.00
2017P12	AMENAGEMENT PLACE LAISSAC	1 805 000.00
2017P13	CONSTRUCTION HALLES LAISSAC	7 571 000.00
2017P14	GS 2021 ZAC RESTANQUE	11 000 000.00
Total		294 890 212.00

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 488 259 746 euros.

Cependant, les opérations étant terminées ou transférées dans une autre opération, il convient de clore les AP suivantes :

- 2016P07 Crèche Rive Gauche pour un montant de 6 100 000 euros, transférée dans l'AP 2018P07 Rive Gauche Equipements publics
- 2013P21 Pont André Lévy pour un montant de 8 018 730 euros.

Le montant des Autorisations de Programme s'élèvera ainsi à 474 141 016 euros au budget primitif 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création, la modification et la clôture des Autorisations de Programme mentionnées ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Max LEVITA : Monsieur le Maire, je vous remercie. Je voudrais au préalable vous remettre la reconnaissance par l'État, par le Ministère de la transition écologique et de la solidarité, de notre démarche nationale parmi les écoquartiers. Donc, nous sommes à l'étape 3. Nous avons reçu l'étape 1, et l'étape 4 sera franchie lorsque l'opération sera terminée.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA, et merci d'avoir fait le déplacement à Paris pour recevoir ce prix qui honore la Ville sur tout ce qui est écologie et nouveaux quartiers.

Applaudissements.

Max LEVITA : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je vais être moins passionnant que Monsieur VAYSETTES. La première affaire, c'est la création, la modification, la clôture, d'autorisations de programme. Toute création, toute modification, doit passer impérativement devant le Conseil municipal. C'est ce que nous allons faire. Je vous propose donc la création des autorisations de programmes suivantes.

N°	Programme	AP au BP 2018
2018I01	RENOVATION DOMAINE DE MERIC	4 116 000.00
2018I02	SKATE PARK DE GRAMMONT	4 123 000.00
2018I03	COMPLEXE TENNIS GRAMMONT	1 410 000.00
2018I04	RENOVATION PDS COUBERTIN	4 000 000.00
2018I05	JARDIN DE LA REINE	1 100 000.00
2018P01	CONSTRUCTION NOUVELLE UNITE CENTRALE DE PRODUCTION ALIMENTAIRE	25 000 000.00
2018P02	GROUPE SCOLAIRE MOSSON 2021	15 000 000.00
2018P03	GROUPE SCOLAIRE COTEAU 2022	15 000 000.00
2018P05	ZAC RESTANQUE	13 400 000.00
2018P06	CONSULS DE MER 4 NGC	1 663 000.00

2018P07	RIVE GAUCHE EQUIPEMENTS PUBLICS	8 100 000.00
Total		92 912 000.00

Max LEVITA : Nous vous proposons aussi des modifications d'autorisations de programmes. Il s'agit d'ajouts :

N°	Programme	AP globale 2017	Variation AP au BP 2018	AP globale et proposée 2018
2013I22	PRU CEVENNES	15 386 970.00	3 095 166.00	18 482 136.00
2013P12	AVENUE RAYMOND DUGRAND	12 203 718.00	720 000.00	12 923 718.00
2013P16	EAI	41 020 000.00	2 000 000.00	43 020 000.00
2014I05	EXTENSION VIDEO PROTECTION	2 040 000.00	410 000.00	2 450 000.00
2016I02	ECOLE PAPE CARPANTIER	4 000 000.00	500 000.00	4 500 000.00
2016P02	ANRU 2	532 500.00	77 500.00	610 000.00
2016P04	DEVANTURES COMMERCIALES	800 000.00	- 330 000.00	470 000.00
2016P05	AMENAGEMENT SPORT LAC DES GARRIGUES	650 000.00	150 000.00	800 000.00
2016P08	BD NINA SIMONE PHASE 2	9 015 000.00	174 000.00	9 189 000.00
2017I05	EXTENSION CRECHE T. SENTIS	600 000.00	844 680.00	1 444 680.00
2017P06	ENFOUISSEMENT LIGNES HAUTE TENSION	6 659 000.00	- 91 000.00	6 568 000.00
			7 550 346.00	100 457 534.00

Max LEVITA : Et vous avez la liste pour les autorisations de programme inchangées. Il y a également une autorisation de programme qui est terminée, c'est le pont André Lévy pour un montant de 8 018 730 euros.

Et il y a une autorisation de programme qui disparaît, c'est celle que nous avions prévue pour la crèche rive gauche pour un montant de 6,1 millions d'euros. Elle a été transférée dans ce dont je vous ai proposé précédemment, l'autorisation de programme des équipements publics rive gauche. Au total, nous avons donc maintenant une autorisation de programme de 474 141 000 euros. Il y a de quoi nous occuper pendant un certain nombre d'années. Je vous propose d'approuver la création ou la modification, la clôture de ces autorisations de programme. Est joint à ce dossier le plan pluriannuel d'investissement que vous retrouvez d'ailleurs dans le budget.

Monsieur le Maire : Merci. Qui demande la parole ? Je précise que Madame JANNIN ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN).

2. Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Par délibération n°2013/228 du 6 mai 2013 et conformément à l'article 1^{er} du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., qui précise que : « sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants », la Ville de Montpellier a procédé à la mise à jour de ses durées d'amortissement.

Par délibération n°V2017/333 du 3 novembre 2017, la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal, à compter du 1^{er} janvier 2018 a été actée.

Compte tenu de ce changement de nomenclature, il apparaît nécessaire de mettre à jour la délibération du 6 mai 2013 en précisant les nouveaux articles issus de cette nomenclature.

Les autres dispositions restent inchangées.

Ainsi, la Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service ; d'une autre part que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...) ; enfin que le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1^{er} janvier 1996.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Catégories	Durées d'amortissement votées	Articles concernés
Immobilisations incorporelles :		
Frais d'urbanisme	5	202
Frais d'études non suivis de travaux	5	2031
Frais de recherche et de développement	5	2032
Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	2033
Subventions d'équipement versées	5	204
Logiciels	2	2051
Marques, brevets, droits	Durée des droits	2088
Immobilisations corporelles :		
Plantations d'arbres et d'arbustes	20	2121
Autres agencements et aménagements de terrains	30	2128
Immeubles de rapport	30	21321
Installations de voirie	20	2152
Réseaux câblés	20	21533
Réseaux d'électrification	20	21534
Autres réseaux	20	21538
Matériel roulant d'incendie et de défense civile	7	21561
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	7	21568
Matériel technique scolaire	10	21572
Matériel et outillage de voirie : matériel roulant	7	215731
Autre matériel et outillage de voirie	10	215738
Autre matériel technique	10	21578
Autres installations, matériel et outillage techniques	10	2158
Installations générales, agencements et aménagements divers	20	2181
Matériel de transport : Voitures et véhicules 2 roues	6	21828
Matériel de transport : Camions et véhicules industriels	7	21828
Matériel informatique scolaire	10	21831
Autre matériel informatique	10	21838
Matériel de bureau et mobilier scolaires	10	21841
Autres matériels de bureau et mobilier	10	21848
Matériel de téléphonie	1	2185
Cheptel	1	2186
Autres immobilisations corporelles	10	2188
Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2 000 € TTC	1	Tous articles confondus

La présente délibération annule et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000, du 30 mars 2009 et du 6 mai 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,

- D'adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1^{er} janvier 2018,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Max LEVITA : En application de la M 57, il faut présenter devant vous la mise à jour des techniques d'amortissement. Donc, je vous propose d'abord, comme première technique, d'utiliser l'amortissement linéaire. On prend le montant et on divise par le nombre d'années. Deuxièmement, nous ne pratiquons pas d'amortissement pour les biens dont la valeur est inférieure à 2000 euros. Et, enfin, vous avez la liste des biens à amortir avec leur durée d'amortissement. Cela va de un an pour les biens de faible valeur jusqu'à 20 ans ou 30 ans pour les autres aménagements et aménagements de terrain.

Monsieur le Maire : Qui demande la parole ? Je mets aux voix l'affaire 2. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité des exprimés également.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

Monsieur Mustapha MAJDOUL, Mesdames Dominique MARTIN-PRIVAT et Valérie BARTHAS-ORSAL (qui récupère sa procuration) entrent en séance.

3. Exercice 2018 - Budget Primitif de la Ville de Montpellier

Lors de la séance du Conseil municipal du 23 novembre dernier s'est tenu le Débat d'Orientation Budgétaire.

Conformément aux orientations définies, il est proposé au Conseil d'adopter le Budget Primitif de la Ville de Montpellier pour l'exercice 2018.

Le Budget Principal de la Ville de Montpellier s'élève à 462 596 132 € et se décompose de la façon suivante :

- Section d'investissement : 133 503 809 €
- Section de fonctionnement : 329 092 323 €

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 133 503 809 €.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

Chapitre	Dépenses BP 2018	Recettes BP 2018
900 - SERVICES GENERAUX	10 751 841.00	600 000.00
901 - SECURITE	740 236.00	50 000.00
902 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	31 329 628.00	35 111.00
903 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	10 505 700.00	90 712.00
904 - SANTE ET ACTION SOCIALE	4 686 663.00	841 800.00
905 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	26 619 246.00	7 123 933.00
906 - ACTION ECONOMIQUE	4 626 060.00	
907 - ENVIRONNEMENT	163 400.00	110 000.00
921 - TAXES NON AFFECTEES		5 601 000.00
923 - DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	43 081 035.00	91 888 461.00
925 - OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000.00	1 000 000.00
926 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS		21 000 000.00
951 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		2 930 812.00
954 - PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATION		2 231 980.00
Total section d'investissement	133 503 809.00	133 503 809.00

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 329 092 323€.

Le détail de cette section par chapitres budgétaires (opérations réelles et opérations d'ordre) est présenté dans le tableau ci-après :

Chapitre	Dépenses BP 2018	Recettes BP 2018
930 - SERVICES GENERAUX	65 993 583.00	12 678 106.00
931 - SECURITE	12 794 626.00	194 000.00
932 - ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE	70 521 531.00	2 524 700.00
933 - CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	36 119 253.00	3 888 852.00
934 - SANTE ET ACTION SOCIALE	43 210 417.00	14 720 500.00
935 - AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT	15 849 561.00	3 692 936.00
936 - ACTION ECONOMIQUE	6 979 587.00	3 214 780.00
937 - ENVIRONNEMENT	1 750 051.00	62 000.00
938 - TRANSPORTS	4 929 561.00	3 820 000.00
940 - IMPOSITIONS DIRECTES	40 302 000.00	193 150 000.00
941 - AUTRES IMPOTS ET TAXES	200 000.00	13 448 000.00
942 - DOTATIONS ET PARTICIPATION		76 692 149.00
943 - OPERATIONS FINANCIERES	5 195 027.00	6 300.00
944 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	316 314.00	

945 – PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES	1 000 000.00	1 000 000.00
946 - TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS	21 000 000.00	
953 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	2 930 812.00	
Total section de fonctionnement	329 092 323.00	329 092 323.00

Afin de faciliter la lecture du Budget Primitif 2018, un tableau de transposition BP 2017 (en M14) / BP 2018 (en M57) est annexé au rapport de présentation.

Conformément à l'article L2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'attribution des subventions fera l'objet de délibérations distinctes et conformément à l'article L2313-1, une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter le Budget Primitif 2018 proposé, au niveau du chapitre budgétaire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Max LEVITA : Mes chers collègues, le budget est un outil démocratique puisque cela respecte l'article 14 de la déclaration des Droits de l'Homme suivant lequel « tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants la nécessité de la contribution publique et d'en suivre l'emploi ».

Monsieur le Maire : Nous allons vous présenter le premier budget de la septième ville de France.

Max LEVITA : Bravo.

Applaudissements.

Max LEVITA : Donc, c'est un budget qui s'inscrit dans une trajectoire de gestion vertueuse. C'est une affirmation et on va essayer de la valider. Premièrement, nous essayons de respecter la règle qui nous est imposée par le projet de loi de Finances à savoir que nous avons droit à une progression annuelle des charges de 1,1 %. C'est ce que nous allons respecter. En fait, d'ailleurs, le gouvernement a annoncé un assouplissement de cette contrainte. Nous aurions droit à tenir compte de l'évolution de la population puisque notre population augmente, cela nous donnait 0,15 de plus, de tenir compte du revenu moyen par habitant et de l'existence de quartiers prioritaires, ce qui nous donnait 0,15 de plus, et enfin des efforts déjà réalisés par la collectivité en matière de gestion. Ce qui nous donnait droit à 0,15 de plus. Nous aurions donc pu aller jusqu'à 1,55. Pas question ! 1,1 % ! Monsieur le Maire a tranché parce que, en fait, cette limitation de la progression nous permet d'augmenter notre niveau d'épargne pour les exercices futurs et, par conséquent, une progression de notre investissement. Les dépenses d'investissement sont en augmentation dans le budget que je vous propose, pour atteindre un peu moins de 90 millions d'euros. Et, donc, la progression de la dette sera raisonnable, ce qui permettra de maintenir le niveau de notre épargne. Nous avons donc enclenché un cercle vertueux. L'économie de fonctionnement permet une augmentation de l'investissement. En respectant ce choix, la capacité de désendettement de la Ville, c'est-à-dire le rapport de l'encours de dette sur l'épargne brute reste inférieur à 11 années jusqu'en 2022. Cette limitation a disparu dans le projet de loi de Finances et on n'est donc pas tenu de le respecter.

Néanmoins, que nous soyons en dessous de huit ans est quelque chose d'extrêmement bien vu par le système bancaire dont nous avons besoin parce qu'ils nous prêtent de l'argent. Nous vous indiquons également que nous poursuivons la certification de nos comptes qui nous invitent à toujours davantage de transparence. Donc, vous avez là les quatre ou cinq points. Une évolution de dépenses de fonctionnement à 1,1 %, une épargne en progression, des dépenses en augmentation, un endettement raisonnable et, enfin, une démarche de certification des comptes de la Ville.

Sur les axes principaux, on est sur un budget de 462 millions d'euros marqué par deux axes forts : les taux de fiscalité sont inchangés, et les dépenses d'équipement augmentent de 7 %. Afin d'accompagner la croissance de la population. Les priorités de la Ville sont l'éducation et l'enfance, le premier budget, l'aménagement de la ville en second. La sécurité et, enfin, la qualité de vie des Montpelliérains. Je vous donne des chiffres.

Les grands équilibres du budget. En fonctionnement, en réel, nous sommes à 305 millions d'euros. En investissement, nous sommes à 132,5 millions d'euros. Ce qui fait que la section de fonctionnement augmente de 1 %, la section d'investissement diminue de 0,4 %, et vous verrez tout à l'heure pour quelle raison. À l'intérieur de cette section d'investissement, les dépenses d'équipement augmentent de 7 %. Au total du budget, nous sommes donc à 0,6 %.

L'évolution du budget vous l'avez inscrite dans le tableau supplémentaire. C'est le tableau qui vous permet de comprendre la totalité de la structure de ce budget. En recettes, figure la fiscalité, à hauteur de 206 millions d'euros, les dotations et compensations de l'État à hauteur de 76 millions d'euros. Nous avons droit à un remboursement de TVA pour certaines dépenses de fonctionnement. Nous recevons des subventions et des participations. Le produit des services du domaine à 28 millions d'euros, et nous avons une recette exceptionnelle de 1,4 million d'euro. De l'autre côté, les dépenses de personnel à un peu moins de 174 millions d'euros, les charges courantes, à 58 millions d'euros, les subventions à 26 millions, les intérêts de la dette 4 millions d'euros, l'attribution de compensation, ce que nous versons à la Métropole, 40 millions d'euros, et les charges exceptionnelles et provisions s'élèvent à 1,3 million d'euros. Ce qui nous permet de dégager une épargne brute de 23,9 millions d'euros. Je vous rappelle, mes chers collègues, que, à la différence de l'État, nous n'avons pas le droit d'avoir une épargne brute négative. Cette épargne nous permet de financer pour partie le fonctionnement, à hauteur de 23 millions d'euros. Vous vérifiez bien que cette épargne brute est supérieure au remboursement du capital, 12,4 millions d'euros. Nous ne faisons donc pas de cavalerie. Quand l'épargne brute est inférieure au remboursement de capital, il y a un problème dans le fonctionnement. Nous avons donc, en recettes, des fonds de compensation de la TVA à 5 millions d'euros, des subventions à 6 millions d'euros. Le contrat de long terme, à 14,9 millions d'euros, vous l'avez en recettes et en dépenses. Des sessions pour 1,2 million d'euros, des remboursements autres, pour un total des recettes d'investissement de 132 millions d'euros. En dépenses, 12,4 millions d'euros, les dépenses d'équipement 89,4 millions d'euros, et des avances, infra annuelles, pour 15 millions d'euros. Le CLTR que vous avez des deux côtés. Le total : 132,5 millions d'euros.

Dans ce budget, nous dégageons une épargne brute de 23,9 millions d'euros contre 23,8 millions d'euros en 2017.

Le total de la répartition des recettes totales nous donne sur le tableau suivant la fiscalité, à hauteur de 47 %, le total des dotations et compensations de l'État à hauteur de 17,5 %, un emprunt de 13 %. Les autres dépenses sont sur ce tableau.

Si nous insistons maintenant sur les dépenses du budget, la première dépense c'est le personnel. À

hauteur d'un peu moins de 174 millions d'euros, soit 56,7 % des dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'équipement, 89 millions d'euros, les dépenses de fonctionnement courant 58,7 millions d'euros, et l'attribution de compensation, s'élevant à 40 millions d'euros. Nous allons regarder d'un peu plus près ces sections. En particulier, on commence par la section de fonctionnement. À signaler, les dépenses de personnel, 172,3 millions d'euros au BP 2017, 173,9 millions d'euros au BP 2018. Soit une évolution prévue de 1 %. Ce qui repose sur les épaules d'Abdi EL KANDOUSSI. Nous l'atteindrons mais ce sera un exploit dont je le félicite par avance. Pour les subventions, nous sommes à 26,3 millions d'euros contre 24 millions d'euros. Je vous signale que, dans ces 26,3 millions d'euros, il y a une subvention de 2,2 millions d'euros pour le futur EPCC le MoCo. Donc, on est à 24 millions en 2017. Si j'enlève ces 2 millions d'euros, on est à 24,1 millions d'euros en 2018. Cela nous permet d'obtenir une évolution des dépenses de fonctionnement de 1,1 %.

J'insiste un peu sur la chaîne de l'épargne car c'est le point décisif. Quand les choses vont de travers, c'est là que cela se voit immédiatement. Or, nos recettes de fonctionnement sont prévues à 328 millions d'euros. Notre épargne de gestion s'élèvera donc à 27,9 millions d'euros, en légère diminution par rapport à l'année dernière. Mais, nos intérêts baissant en 2018 par rapport à 2017, notre épargne brute augmente de 0,6 %. Comme notre remboursement de capital de la dette diminue de 11 %, notre épargne nette augmente de 18,1 %. C'est un résultat tout à fait remarquable.

Au niveau de la dette, l'encours de dette au 1^{er} janvier 2017 est de 182 millions d'euros et, au 1^{er} janvier 2018, de 181 millions. On divise l'épargne brute par ce point et notre capacité de désendettement diminue par rapport à l'année dernière, avec 7,6. Mais nous sommes inférieurs à huit ans ce qui est un résultat exceptionnel dont nous pouvons nous féliciter.

Les recettes.

Premier point, c'est la fiscalité. Pour la cinquième année de notre mandat, pour la cinquième fois, nous ne touchons pas aux taux. Monsieur le Maire, vous avez pris cet engagement devant les Montpelliérains, et il est respecté. Dans les réunions de quartier que vous organisez, les citoyens ont manifesté leur satisfaction du respect de notre promesse.

Monsieur le Maire : Seule grande ville en France, hors Paris, à maintenir le cap de 0 % d'augmentation des taux à la ville. 0 % d'augmentation des taux à la Métropole.

Applaudissements.

Max LEVITA : Le taux de la taxe d'habitation est de 22,49%. Le taux de la taxe du foncier bâti est de 31,18 %, et le taux de la taxe sur le foncier non bâti est de 112,71. Les taux moyens sont les taux de 2018. Je ne peux les comparer qu'à ceux de 2016 pour avoir les statistiques nationales. Le taux moyen des communes de notre strate, c'est-à-dire plus de 100 000 habitants, le taux de la taxe d'habitation est de 22,25, et la taxe sur le foncier bâti, 23,87 %. Sur la taxe d'habitation nous sommes donc inférieurs à la moyenne sans tenir compte des abattements divers. Par contre, sur le foncier bâti, nous sommes au-dessus. Je tiens à souligner que la Ville a instauré un bouclier social que nous maintenons. Si on tient compte de ce bouclier social, notre taux réel de taxe d'habitation diminue à 18,49 %. Nous avons fait une étude. En comparaison, par rapport aux villes de notre strate, les taux moyens du bloc communal c'est-à-dire communes plus intercommunalités, en 2017, sont de 35,3 pour la taxe d'habitation. Nous sommes, à ce taux, précédés par cinq villes. Lille, qui est à 45,65, Marseille, qui est à 40,25, Strasbourg, qui est à 36,65, Rennes, à 35,63, et Toulouse qui est à 34,75. Donc, mes chers collègues, je vous en supplie, quand vous parlez de la taxe d'habitation, nous sommes dans une moyenne honorable.

Monsieur le Maire : Pour certains, il faudra le tatouer.

Max LEVITA : Pour le foncier bâti, grâce à nos efforts, avec notre blocage depuis cinq ans, avec la ville de Nantes, il est à 33,92. Maintenant, il faut que l'on calcule quel sera le produit de notre fiscalité. C'est un exercice difficile puisqu'il faut faire de la prévision. Le premier point est le maintien du bouclier social. Je vous rappelle les chiffres. Il y a un abattement général au taux maximum, 15 %, que vous avez pu noter, mes chers collègues puisque vous venez de payer votre taxe d'habitation. Cet abattement général concerne 120 000 foyers sur la ville de Montpellier, en 2017, avec 111 euros en moins qui ont été prélevés. Je vous indique qu'il n'y a que quatre villes en France qui appliquent cet abattement au taux maximum. Vous les avez projetées. Nous ajoutons un abattement au taux de 10 %, pour charges de famille, à partir du troisième enfant. C'est un taux qui concerne 8 600 enfants et qui donne droit également un abattement de 111 euros. Seul Strasbourg applique cet abattement au taux maximum. Nous appliquons un troisième abattement au taux maximum de 15 % pour les foyers aux ressources très modestes. Qui relève encore d'un abattement de 111 euros. Et, enfin, nous avons créé l'année dernière un abattement spécial de 10 %, qui a été instauré en 2016 et qui n'a touché que 100 foyers en 2017.

Maintenant, nous allons estimer nos bases d'imposition. À leur actuelle, nous sommes dans une négociation avec la direction des finances publiques parce que cette évolution constatée est anormale. Elle est anormalement faible. Nous avons une augmentation de nos bases qui est inférieure à celle de la ville de Béziers. Pour laquelle je n'ai aucune animosité spéciale. Mais ce serait étonnant que le parc immobilier de Montpellier se développe à une vitesse inférieure à celle de Béziers. Ce dont on convient aisément à la direction des finances de la Ville. Donc, un plan d'action a été consacré à cette thématique, en relation, pour lutter contre une évolution qui nous semble extrêmement défavorable. Reste qu'il faut que nous fassions des prévisions. Je vous indique que la loi de Finances prévoit une revalorisation générale de 0,9 %. Contre une inflation prévue à 1,2 %. Or, la revalorisation des bases est là pour contrecarrer l'inflation. Donc, on a une revalorisation inférieure à l'inflation prévue. Je vous propose donc de prendre cette revalorisation de 0,9 % donnée par la loi de Finances. 0,51 pour la taxe d'habitation, 0,52 pour la taxe foncière. Pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties, moins 12 %, cela n'a pas une grande importance. La réforme de la taxe d'habitation va démarrer en 2018. Dans le fonctionnement qui est prévu, par cette taxe, dans la mesure où nous ne touchons pas à nos taux, que l'impôt soit diminué pour certains citoyens de 30 % et qu'il soit payé par l'Etat, cela ne devrait modifier en rien notre ressource. Donc, a priori, c'est un point qu'il faudra surveiller dans l'avenir, pour 2018, il n'y aura pas de modification à attendre de cette réforme de la taxe d'habitation pour nos ressources. Pour l'avenir, ce sera plus compliqué. Le Président de la République a annoncé, effectivement, une refonte en profondeur de la fiscalité. En particulier de la fiscalité locale. Nous verrons bien au moment où le problème se posera. À ces éléments donnés, je vous propose une évaluation. Nous maintenons le bouclier social, les taxes d'habitation avec le 0,9 plus les 56, et je vous propose donc, pour la taxe d'habitation, les 80 millions d'euros prévus. 112 millions d'euros pour le foncier bâti. Et 500 000 euros pour le foncier non bâti, soit 193 millions d'euros de fiscalité pour l'année 2018. Étant entendu que c'est une prévision. Bien sûr, on prend des précautions. Il ne faudrait pas que cette prévision soit inférieure à la réalité parce que, là, on aurait des ennuis d'équilibre sur notre budget.

Fiscalité indirecte. On a droit à une taxe additionnelle, le droit d'enregistrement, sur les mutations à titre onéreux, et on a prévu 8,8 millions d'euros. C'est le même chiffre que celui de l'année dernière. C'est une recette qui est assez dynamique sur notre territoire. Sur la taxe locale sur les enseignes et publicités extérieures, on n'a pas prévu de modification importante. Les tarifs qui seront appliqués étant stables. Le fonds national de péréquation des recettes, le FPIC nous amène à prévoir dans les dernières réformes sur le périmètre des EPCI qui ont augmenté et qui impactent donc, par ricochet,

les indicateurs de richesse, une diminution de cette recette prévue, par prudence. Au total, donc, vous avez, projetées les taxes et versements de fiscalité. Je vous demande de noter, mes chers collègues, que la taxe de séjour que nous collectons pour le compte de la Ville et qui était collectée par le pour le compte de la Ville par les gestionnaires des résidences, a été transférée à la Métropole au 1^{er} janvier 2018. Cela impactera notre attribution de compensation. En 2016, cette taxe a représenté 1,4 million d'euros. Je vous demande également de noter qu'avec la réforme du stationnement, les sommes qui étaient jusque-là enregistrées au niveau comptable comme des recettes fiscales, ce ne sont plus des recettes fiscales mais ce seront dorénavant des produits des services et du domaine.

Les dotations et participations de l'État.

La DGF doit croître puisque notre population augmente. On a prévu une augmentation de 0,8 %. Pour la DSU, nous restons toujours attributaires de cette dotation. Elle devrait augmenter de 4,8 %. La dotation nationale de péréquation est amenée à disparaître. Elle diminue lentement. La dotation globale de décentralisation sera constante. Les autres dotations ne devraient pas bouger. Donc, le total des dotations est de 68 millions d'euros. A quoi s'ajoutent les compensations. À dire vrai, mes chers collègues, donc, à l'heure actuelle, il y a déjà des citoyens qui, vu leur niveau faible de revenus, ne paient pas la taxe d'habitation. Elle est payée par l'État. Cela s'élève à 8 millions d'euros en 2017. Ce chiffre devrait augmenter en 2018 puisqu'il y aura une partie des 30 % qui seront payés par l'État et qui seront retrouvés. Comme on est incapables de savoir ce que cela représente, on les a laissés au total. Donc 75 millions en 2017, et 76 millions d'euros en 2018. Une augmentation de 1,8 %.

Un mystère, sur lequel nous attirons l'attention du Ministre, du préfet, c'est le montant de notre dotation globale de fonctionnement. Elle était inférieure, pour des raisons inexplicables, à la dotation moyenne de notre strate. C'est un point sur lequel nous attirons l'attention de l'État car il ne répond pas à nos demandes. Monsieur le président de la commission des finances nous suggère, Monsieur le Maire, d'envoyer une nouvelle lettre. Ce ne sera que la quatrième. Peut-être que, Madame la députée, vous pourriez poser une question. Merci beaucoup.

Les autres recettes de fonctionnement. Ce sont des subventions. Dans nos relations, en particulier, avec la CAF, qui finance la politique d'accueil des enfants, avec les dispositifs ALAE, le contrat enfance jeunesse, la prestation de service unique, etc. Également, en 2018, nous avons, au moins jusqu'au 8 juillet, le fonds d'amorçage des rythmes scolaires. Nous les avons comptés pour 1,3 million d'euros avant que la décision soit prise de savoir si nous restons au rythme des quatre jours ou des quatre jours et demi.

Produit des services du domaine, ce sont les participations d'usagers, la restauration scolaire, etc. 9,7 millions d'euros. Les produits de gestion courant, il s'agit de redevances versées par les fermiers et des produits divers, etc. Les redevances d'occupation du service public, les remboursements par la Métropole des mises à disposition ascendantes. Il s'agit de personnels de la Mairie mis à disposition de la Métropole pour lesquels, bien sûr, elle nous paie. Et le remboursement, par la Métropole, de la taxe foncière des parkings, jusqu'au transfert final de ces biens. Nous avons une provision de 1 million d'euros.

Nous avons prévu les dépenses de fonctionnement. En fait, elles diminuent sur la même période et sont inférieures de 10,7 % à celles des communes de taille comparable. 1 094 euros par habitant en 2017, 1 090 en 2018, contre, en 2015, dans notre strate. 1 210 euros. C'est notre principale caractéristique, à mon avis, c'est une grande richesse, nous avons une croissance démographique forte. Nous sommes passés de 276 000 habitants à 279 000 en 2017. Et nous venons de passer, vous

venez de le dire, Monsieur le Maire, à 282 000 habitants en 2018. Ce qui fait de nous la septième ville de France.

Monsieur le Maire : Juste un peu devant Strasbourg et juste derrière Nantes.

Max LEVITA : Cette maîtrise de notre section de fonctionnement, je me permets d'insister sur ce point, permet de dynamiser notre section d'investissement et, ainsi, de poursuivre notre politique d'équipement, sans augmenter la fiscalité, et en limitant la charge de la dette.

Un tout petit focus sur les charges à caractère général. Elles s'élèvent à 55,2 millions d'euros en diminution de 0,7 % par rapport au budget primitif 2017. Nous cherchons à limiter la progression de ce type de dépenses qui représentent le deuxième poste des dépenses réelles de fonctionnement. Vous avez la répartition de ces charges à caractère général, par domaine, qui est projetée. En 2018, conformément aux engagements de Monsieur le Maire, l'effort supplémentaire sera mené sur les secteurs prioritaires que sont les écoles, les crèches et garderies, qui verront leurs charges augmenter de 2,5 %, et la culture, la jeunesse et le sport, qui verront leurs dépenses augmenter de 2,3 %.

Un petit point sur les charges de personnel. Nous sommes à 173,9 millions d'euros. Vous est projetée l'évolution de ces dépenses de personnel depuis 2015, à périmètre constant. Vous voyez, en particulier en 2015 (c'est la partie qui est avec l'étoile, c'est l'étoile de la Métropole) les charges ont été transférées à la Métropole. On est donc sur une évolution maîtrisée des dépenses de personnel qui tiennent compte des mutualisations de services attendues en 2018, ainsi que de la création des postes nécessaires à la rentrée des classes 2018-2019. Vous ouvrez deux groupes scolaires, ma chère collègue chargée de l'éducation, il vous faut du personnel. Il est prévu que votre demande sera respectée. Aujourd'hui, nous avons 3 956 agents en activité, avec 443 postes mutualisés. Pour l'instant, dans cette évaluation, je dois dire qu'il n'est pas prévu par l'État d'évolution de la valeur du point d'indice et, de la même manière, l'exécution du protocole professionnel des carrières et rémunérations a été reportée en 2019. Je souligne en vous le disant, j'en suis parfaitement conscient, que ce sont des considérations comptables. Qui ne tiennent pas compte du travail réalisé par le personnel de la collectivité dont nous sommes conscients et dont nous sommes reconnaissants.

Les subventions. La Ville maintient son soutien aux associations parce que ce sont des vecteurs indispensables du lien social. Nous reconnaissons leur utilité. Dans l'instruction des dossiers, nous essayons d'avoir une position juste et responsable pour que les associations puissent exercer leur activité dans des conditions satisfaisantes. Dans le rapport, je ne tiens pas compte, mais je tiens à le souligner, des locaux mis à disposition par mon collègue et ami Gérard CASTRE, des associations. Au total, nous sommes à 26,3 millions d'euros dont 2,2 millions pour la subvention prévue à l'EPIC. Contre 24 millions d'euros pour l'année 2017. Autrement dit, vous ne pouvez enregistrer aucune diminution des subventions dans ce domaine. La subvention au CAS, qui fait partie des subventions, sera de 12,1 millions d'euros. Elle a été augmentée de 100 000 euros, pour permettre un régime indemnitaire homogène entre la commune et le CCAS. Au total, je vous indique que 1 549 demandes de subventions ont été déposées ainsi que 743 projets. Je crois que nous sommes arrivés à créer, à la Direction des finances en particulier, et dans les directions, également, un dialogue confiant, avec les structures soutenues par la Ville.

Je vous dis deux mots des charges financières. 4,6 millions d'euros. Les intérêts de la dette, 4 millions. Il y a des règlements d'intérêts courants non échus, pour 400 000 euros. Les autres charges pour 200 000 euros. On est dans une gestion maîtrisée de l'endettement afin de réduire, de maîtriser le montant des charges financières. Grâce à ces marges de manœuvre, nous arrivons à budgéter un

emprunt de 58,6 millions d'euros pour 2018. Je voudrais signaler que, dans notre dette, il n'y a aucun emprunt structuré ce qui nous a valu, Monsieur le Maire, les félicitations de la maître des requêtes de la Cour des Comptes qui est chargée de certifier nos comptes. C'est la première commune où elle pouvait constater ce fait. Au total, vous avez, projetée, l'évolution de l'encours de dette. Au début de mandat, 233,2 millions d'euros. Au 1^{er} janvier 2018, on est à 180,8 millions, et on sera à 227,4 au 1^{er} janvier 2019. Pour autant que les investissements prévus seront réalisés. Dans ce cas-là, au 1^{er} janvier 2019, nous serions à 227,4 millions d'euros, soit moins que les 233,2 millions d'euros dont vous avez hérité, Monsieur le Maire, en ayant été élu. Un tour rapide, pour vous dire que pour notre taux, nous sommes à 50 % fixe, et à 50 % en variable. Le taux moyen du fixe est de 3,29, et le taux moyen du variable, 0,44. La stratégie optimale, pour les experts, est d'être à 50-50. Nous sommes à 49,71 et 50,29. Nous suivons donc de près 50-50. Vous avez l'encours de dette par habitant et on est presque à la moitié de la moyenne des villes de notre strate. Puisqu'on a un encours de dette inférieur de 45 % à la moyenne de la strate. L'attribution de compensation prévue à 40 millions qui mesure les dépenses et les recettes que nous avons transférées en vertu du principe de la neutralité budgétaire, à la Métropole. En 2018, notre AC prévisionnelle est estimée à 40,3 millions soit une légère diminution. Puisque nous avons transféré une recette, la taxe de séjour. Pour les dépenses d'ordre, c'est une soustraction. 23,9 millions d'euros. Dont 21 millions aux amortissements et 2,9 millions à la section d'investissement.

On passe aux recettes d'investissement. On reprend ces 23,9 millions d'euros, le fonds de compensation de la TVA, 5,6 millions d'euros, les subventions et participations reçues, le fonds de concours enfouissement des lignes à haute tension, le fond de concours de la ZAC rive gauche, à 2 millions, le fond de concours de la ZAC République 1,2 million, une subvention de la CAF pour la crèche EAI de 600 000 euros, une subvention de la CAF pour la crèche des arceaux, 300 000 euros et, enfin, une participation pour la ZAC Blaise Pascal à 500 000. Les produits de cession sont à 2,2 millions d'euros. Les remboursements d'avance, dans nos relations avec la SERM, pour le Petit Bard, à 6 millions euros, pour Grand Cœur, 3 millions d'euros, etc. Pour le recours à l'emprunt, 58,6 millions d'euros. Je vous indique bien qu'il s'agit du montant maximum que la Ville sera amenée à contracter si les investissements sont réalisés, les investissements n'étant jamais réalisés à 100 %. Donc, cet emprunt sera diminué à conséquence, au prorata de réalisation de nos emprunts. Si c'était le cas, nous financerions par l'emprunt 65 % de nos dépenses d'équipement.

Je ne vous parle pas du contrat à long terme, sinon pour remercier la Direction des finances qui a signé, il y a assez longtemps, d'ailleurs, ce contrat. En 2004. C'est un contrat où l'on paye 8 points de base, c'est-à-dire 0,08 % quand on le mobilise. Les dépenses d'investissement sont de 133,5 millions. A l'intérieur, nous retrouvons le contrat long terme renouvelable il est des deux côtés, en emploi et en dépenses.

Le remboursement du capital de la dette. Mes chers collègues, cette année, elle diminue. Nous sommes passés de 14 millions à 12 millions ce qui diminue notre annuité de 13 %. Elle passe de 18 millions à 16 millions. Nous avons toujours, avec la SERM et la SA3M des avances à consentir. A hauteur de 15 millions. Nos dépenses d'équipement s'élèveront donc, ce qui est prévu, à 89,4 millions. Nous avons fait l'étude, pour vous la soumettre, mes chers collègues. Ces dépenses qui vous sont projetées sont à périmètre constant. Cela n'aurait aucun sens si c'était brut. Donc, on a enlevé les dépenses de voirie puisque, maintenant, elles sont transférées à la Métropole. Et nous avons enlevé également l'hôtel de ville parce qu'il pesait d'un poids très élevé qui perturbait totalement l'évolution. Ce qui vous permet de constater que, sur la moyenne 2008-2014, on était à 74 millions. En 2015, chiffre du compte administratif on était à 65 millions, en 2016, chiffre CA, à 59,6 millions et, au BP 2017, nous sommes à 83,9 millions. Au BP 2018, nous prévoyons d'être à 89,4 millions. Ce qui est une performance, si nous l'atteignons, exceptionnelle. Voilà la première

partie de mon exposé qui est la partie financière. La partie la plus rébarbative mais vous m'avez suivi je l'ai senti. Maintenant, nous allons passer à des choses plus faciles à digérer.

Nos priorités pour 2018.

La première priorité, l'éducation et l'enfance. Budget, 136 millions d'euros. Un budget total. 36 millions investis. 11 nouvelles écoles sont prévues d'ici 2024. Cette dépense représente 30 % de nos dépenses totales. Une politique éducative ambitieuse a été mise en place ce qui vous a permis, Madame MARSALA, comme à nous, d'être dorénavant une ville amie des enfants. Nous avons reçu ce label de la part de l'UNICEF. On rentre dans le détail, si vous le voulez bien. Je vais survoler. Mes chers collègues, vous ajouterez, si c'était imprécis. L'enfance, vous avez la totalité du budget : 4,6 millions en fonctionnement, et 4,4 millions en investissement. 627 agents et 24 millions pour leur rémunération. On passe sur le premier, les crèches, pour souligner que, dans le financement des crèches, il y a un financement Ville à hauteur de 14 millions d'euros. Le financement CAF est à hauteur de 11 millions d'euros et le financement des familles s'élève à 2,8 millions d'euros. La part de la famille dans le coût de la crèche est de l'ordre de 10 %. De toute manière, il y a quelqu'un qui paye. C'est l'usager, pour 10 %. C'est le contribuable, pour le reste, que ce soit le contribuable local, ou le contribuable national par la CAF. Nous lançons la construction d'une crèche sur l'EAI avec, en autorisation de programme, je vous l'ai fait voter tout à l'heure, 3,5 millions. Nous inscrivons dans ce budget 1,7 million. L'extension de la crèche Thérèse Santis avec 1,4 million prévu en autorisation de programme et 1,1 million prévu cette fois-ci. Il y a des travaux réalisés. Dans le dossier que vous avez sous les yeux, il y a le maillage du territoire. Nous avons six relais d'assistantes maternelles, 23 crèches associatives, 17 crèches collectives municipales, 2 crèches familiales, 13 multi-accueil municipaux, un jardin d'enfants municipal. Au total, ce sont 4 000 enfants qui sont accueillis dans l'ensemble de ces institutions.

Pour la réussite éducative, 93 millions. 11 millions en fonctionnement, 30 millions d'investissement, 1 355 agents, 21 960 élèves, dans 123 écoles. 11 nouvelles écoles prévues d'ici 2024. En 2018, grâce à votre obstination, Madame MARSALA, la dotation versée aux écoles a été augmentée. Vous avez gagné. Elle dépasse 40 euros, à 41 euros par enfant.

Construction. Le groupe scolaire Benoîte Groult sur Euromédecine, le groupe scolaire Germaine Richier sur Ovalie, le groupe scolaire Mosson grand milles, vous lancez les études, l'extension de l'école maternelle pape Carpentier 1,2 million. La construction d'un groupe scolaire avec 15 classes prévues dans le quartier Port Marianne ainsi que dans la ZAC de la Restanque. La fin de l'étude pour les travaux de l'école Malraux et pour l'ensemble Figuier, Bert, Victor Hugo.

Restauration scolaire. Un budget de 8,8 millions d'euros. 4,5 millions en fonctionnement et 1,1 en investissement. 84 agents. Vous vous rappelez que 12 800 repas sont servis chaque jour aux enfants. 1 770 000 repas dans l'année. 18 000 enfants sont inscrits dans les restaurants scolaires. Le projet Ma cantine autrement se poursuit jusqu'en 2020 avec des objectifs d'optimiser la qualité de la distribution des repas, de lutter contre le gaspillage alimentaire, de développer l'intégration des circuits de proximité, et de l'agriculture biologique dans les menus. Je veux également vous souligner que nous lançons une nouvelle autorisation de programme d'un montant de 25 millions, pour la construction d'une nouvelle cuisine centrale, afin d'accompagner la progression du nombre d'enfants inscrits. L'objectif est de disposer d'une capacité de production de 25 000 repas par jour. Nous aurons besoin, vraisemblablement à l'horizon 2020, de 16 000 et il y a vraisemblablement d'autres communes de la métropole, dont un certain nombre se sont fait connaître, qui seront intéressées par le fonctionnement de cette nouvelle cuisine centrale.

Monsieur le Maire : Sur la cuisine, un petit scoop. Nous avons l'intention d'implanter la nouvelle

cuisine centrale à proximité ou carrément sur le MIN. Le marché d'intérêt national.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Pour favoriser les circuits de proximité et, surtout, le bio dans les cantines.

Max LEVITA : Je passe aux centres de loisirs. Nous offrons 2 600 places dans nos accueils. Il y a 21 centres de loisirs municipaux. 25 centres de loisirs associatifs qui sont tous gérés par des professionnels de l'alimentation. 900 000 euros en fonctionnement et 200 000 euros en personnel.

Deuxième partie, l'aménagement urbain. Nous voulons continuer à irriguer l'ensemble du territoire métropolitain, à co-construire les actions avec les Montpelliérains, et améliorer le cadre de vie. Dans ce cadre, le renouvellement et le développement urbain représentent un montant de 30 million. 700 000 euros en fonctionnement, 25 millions d'euros en investissement, 74 agents. Il s'agit bien sûr de développer de façon équilibrée à la fois les anciens et les nouveaux quartiers. 2018 sera l'occasion de poursuivre cette politique d'aménagement concerté sur les espaces publics de proximité. Ce qui passe par la mise en valeur, en particulier, de notre centre piétonnier qui est l'un des plus importants d'Europe. L'opération continue avec Grand Cœur, et des concessions sont prévues à hauteur de 1,5 million en relation avec la SEM ou la SA3M. Les principaux crédits concernent la construction des Halles Laissac. Elle a démarré. Monsieur le Maire, vous avez indiqué qu'il faudrait qu'elles soient prêtes pour l'année prochaine, juste avant les fêtes de Noël et nous devrions tenir cet objectif.

Le projet EAI est lancé pour la cité culturelle et créative, à hauteur de 7 millions. L'enfouissement des lignes de haute tension, le quartier Rive Gauche, les équipements publics, le boulevard Nina Simone, et la ZAC de la Restanque dont je vous parlais tout à l'heure dans les créations de nouvelles autorisations de programme. Un point sur l'ancienne mairie. Nous avons changé sa destination. Elle occupe à l'heure actuelle un hôtel *French tech*. Nous allons la rénover. Nous avons participé à hauteur de 500 000 euros mais la Métropole qui l'utilise pour abriter les entreprises dans le cadre de french tech, nous verse un loyer de 200 000 euros.

Dans le domaine de la valorisation du patrimoine, vous avez des opérations importantes qui sont prévues, sur l'avant place royale du Peyrou, pour 1,2 million, la rénovation du Polygone, où nous participons à hauteur de 700 000 euros, le pont Vialleton à hauteur de 600 000 euros, l'aménagement de la place Laissac à hauteur de 400 000 euros, les devantures commerciales, les subventions pour le ravalement, l'étude concernant le jardin des héros à hauteur de 100 000 euros, et l'extension de Garosud. Enfin, nous demandons à la Métropole car vous savez que, dans nos relations avec la Métropole, nous n'avons pas transmis la totalité de nos dépenses de voirie, mais que 70 %, nous avons la possibilité d'augmenter, ce que je vous propose, en versant un fonds de concours de 5,5 millions pour des opérations qui seront menées par la Métropole mais à notre demande.

Monsieur le Maire : La première pierre du jardin des héros, nous la poserons le 11 novembre 2018, le jour du centenaire.

Max LEVITA : Nous poursuivons nos opérations. 1,2 million est prévu de subventions à la Métropole pour le fonctionnement des compétences de la Ville dans le cadre du fonctionnement de Montpellier au quotidien.

L'accessibilité. Vous savez qu'il y a une loi qui nous impose neuf ans pour réaliser, avec un objectif qui sera vérifié en 2019, notre avancement. Nous avons un plan de réalisation de cette accessibilité,

dans les 358 établissements recevant du public qui sont de notre responsabilité. Nous avons prévu des dépenses, au cours des neuf ans, de 35 millions. Je vous propose, dans ce cadre, une dépense de l'ordre de 2 700 000 euros. Nous nous sommes concentrés, cette année, sur les écoles en particulier, mais pas uniquement. C'est une opération très compliquée car il y en a 358. Il faut faire 358 plans. C'est très difficile et c'est beaucoup plus long que ce que nous avons prévu.

Pour la lutte anti tags, nous avons, dans nos relations avec la Métropole, conservé la lutte anti tags ainsi que le nettoyage des halles et marchés. Monsieur ALBERNHE continue à équiper la ville de nouvelles toilettes publiques. Il y en a 11 qui ont été équipées. Je crois que vous en prévoyez six pour l'année 2018. Nous continuons notre effort dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité. Dans le domaine de la sécurité, les statistiques émanant du Ministère de l'Intérieur montrent que nous avons la sixième police municipale de France à qui nous demandons d'avoir une action au plus proche des citoyens. Le budget est de 13,4 millions d'euros. 1,4 million en fonctionnement, 700 000 euros en investissement et 11,3 millions en personnel. Il y avait 129 agents en 2013 et, en 2018, il y en a 182. Soit une augmentation de 41 %.

Monsieur le Maire : Engagement tenu, avec les Montpelliérains, en 2014.

Max LEVITA : Nous avons 300 dispositifs de vidéo protection qui ont été mis en place. Je vous propose une dépense supplémentaire de 300 000 euros. Je vous demande également de poursuivre l'autorisation de programme que nous avons créée l'année dernière pour mettre en sécurité les crèches et les écoles. On avait prévu 6 millions. Je vous propose de dépenser 1,8 million d'euros pour les établissements scolaires en 2018 et 300 000 euros pour les établissements qui accueillent des jeunes enfants. Les mesures prévues sont nécessaires pour sécuriser le périmètre des bâtiments. Donc, il y a l'installation de serrures électroniques, des visiophones, le renforcement et l'occultation des clôtures, des modifications de portail, et de portillons. La pose de barreaudages sur les vitrages extérieurs.

La lutte contre les incivilités. Vous savez que, dans la mesure où nous avons transmis le stationnement, par délégation de service public, à TAM, les agents ASVP au nombre de 36, je crois, dont les postes n'ont pas été supprimés, sont destinés à la brigade de propreté et des incivilités qui sera mise en place en 2018 pour lutter contre les incivilités diverses et variées que nous subissons.

Quatrième point, la qualité de la vie. Montpellier est une ville où il fait bon vivre. Il est nécessaire que chaque génération puisse trouver à Montpellier les moyens de son épanouissement. Vous aurez la parole pour critiquer. Je conçois que c'est assez difficile à critiquer.

Monsieur le Maire : C'est vrai. Il n'y a pas beaucoup d'ouvertures. Il y a peu de failles. C'est dur. À moins d'utiliser le mensonge. Ce que certains ne se privent pas de faire. Mais j'ai fait un petit rectificatif, tout à l'heure, sur le centre-ville. Parce qu'il y a un élu, et surtout une émission de télévision, qui a traité Montpellier de ville moyenne. Alors qu'on est septième ville de France, aujourd'hui même. C'est le traitement de la politique par le mensonge. Le mensonge permanent. Moi, je suis bien, ici. Je prends le café, le matin, aux halles Jacques Cœur, à Richter, au petit bistrot, je rencontre tous les gars qui travaillent dans la rue le matin, chez Nicollin, tout ça. Je suis bien, là. Je n'ai pas besoin d'aller dans les palaces, Monsieur DUMONT. Je suis bien ici, moi. Tranquille.

Max LEVITA : On vous donnera la liste de toutes les invitations, à l'extérieur de Montpellier, auxquelles nous ne nous rendons pas.

La culture. 11,9 millions d'euros. 6,3 millions en fonctionnement, 1,3 million en investissement. 80

agents. La culture, c'est une ambition forte de la municipalité. C'est la raison pour laquelle vous avez lancé, Monsieur le Maire, l'opération de l'EPIC le MoCo pour lequel nous prévoyons une subvention de 2,2 millions d'euros au budget 2018. Nous maintenons la fête de la musique, nous maintenons la ZAC, nous développons les travaux dans les archives, nous développons les travaux sur notre patrimoine culturel. Et nous avons posé notre candidature pour Montpellier capitale européenne de la culture. Nous avons de bons espoirs mais il faut y travailler. De toute manière, ce n'est pas demain la veille. Donc, nous allons y travailler, pour l'obtenir.

Pour les maisons pour tous, 8,6 millions. 1,1 million en fonctionnement, 200 000 euros en investissement. 228 agents. 22 maisons qui sont des lieux privilégiés de partage, d'échange, de connaissance, de découverte, de détente, de sport, de convivialité. Il y a 500 activités qui sont proposées. 1 300 créneaux par semaine, 15 000 Montpelliérains qui pratiquent chaque année une activité. Monsieur CASTRE, vous êtes l'exemple même de celui qui ne se met pas en valeur. Et vous avez parfaitement tort. 1 500 animations.

Sport et jeunesse. 11,8 millions d'euros. 4,4 millions en fonctionnement, 2 millions en investissement. 140 agents. 700 clubs et associations. 270 équipements municipaux. Dont je vous donne la liste dans le rapport que vous avez sous les yeux. Montpellier occupe la troisième place pour le magazine *L'étudiant* en matière d'attractivité étudiante. Les principales opérations sont la rénovation du palais des sports Coubertin, pour 300 000 euros, sur une autorisation de 4,7 millions d'euros, le skateboard de Grammont, pour 100 000 euros, des travaux dans les quartiers, qui sont prévus. De nouvelles autorisations de programme, ainsi que des opérations diverses, dans les quartiers. Je vous rappelle la carte Montpellier sport, qui permet à chaque Montpelliérain de pratiquer plus de 50 disciplines pour cinq euros.

Les espaces verts et le zoo. 21,1 millions d'euros. Un budget de fonctionnement de 4 millions d'euros, un investissement de 5 millions d'euros. 287 agents. Nous sommes désormais totalement zéro phyto c'est-à-dire que nous nous sommes engagés à n'employer aucun produit chimique non agréé. Préservation des sites, extension d'espaces verts, rénovation complète du parc géologique, la Ville continue de soigner son environnement. Les autorisations de programme ouvertes, c'est le projet concernant le domaine de Méric, sur une AP de 1,1 million d'euros nous prévoyons 500 000 euros cette année.

Monsieur le Maire : Sur Méric, on prévoit cette somme mais il faudra y ajouter ce que nous tirerons de la vente du Capoulié que nous avons mis en vente rue Maguelone. Ce qui nous permettra d'envisager les travaux sur le domaine de Méric à la fois sur la demeure de Frédéric BAZILLE, et sur les corps de ferme qui se trouvent à l'arrière. Qui ont besoin de gros travaux. Cela se fera en deux étapes.

Max LEVITA : Pour le jardin de la reine, pour ceux qui connaissent, qui est une merveille, nous avons prévu une autorisation de programme de 1,1 million d'euros. Nous le mettrons en valeur. Nous démarrons les travaux cette année.

Des travaux pour la biodiversité et l'embellissement de la ville. Je vous fais grâce du détail des éléments sur le rapport. Je vous rappelle que nous sommes dans la rénovation complète et la sécurisation du parc zoologique du Lunaret. C'est une opération qui est inscrite à hauteur de 30 millions d'euros. 2,9 millions d'euros sont prévus cette année.

Soutien aux associations. L'Antigone des associations qui se tient chaque année en septembre et qui draine la participation de plus de 100 000 personnes et qui nous permet de nous renseigner sur le

fonctionnement des associations sur notre ville. Pour le CCAS, 12,1 millions d'euros de subventions sont prévus. Le CCAS anime 7 EHPAD, et 17 clubs de l'âge d'or.

Concernant l'attractivité et le rayonnement de la ville, les hivernales sont maintenues. C'est une opération qui dure quatre semaines. Le budget prévu est de 600 000 euros. Les estivales auront lieu également en 2018. Pour un budget prévu de 200 000 euros. Vous avez pu voir, mes chers collègues, l'opération cœur de ville en lumière dont nous sommes redevables à l'égard de ma collègue Madame MARTIN-PRIVAT. C'est une opération de 500 000 euros en 2017 qui a été largement financée grâce à vous, chers collègues, par nos partenaires. C'est un exemple à suivre. Donc, nous renouvellerons en 2018 les opérations de Noël. La mappemonde étant devenue un emblème pour notre ville. Je vous rappelle les jumelages. Nous en comptons 13 à l'heure actuelle.

Monsieur le Maire : Et on scellera, demain, à 14h30, la statue de Youri Gagarine sur le pont du même nom.

Max LEVITA : Relations publiques. 8 millions d'euros. 1,2 million en fonctionnement, 400 000 euros en investissement. 169 agents. 6,4 millions d'euros. La Ville de Montpellier accompagne chaque étape de la vie des Montpelliérains depuis la naissance jusqu'à la fin de vie. Nous sommes chargés de la tenue de l'État civil, des élections, du recensement, de la délivrance des cartes d'identité, des passeports, de la vaccination, des mariages, nous avons hérité du PACS et du changement de prénom. Notre démarche a été primée, en 2016, puisque nous avons eu le premier prix AFNOR pour la qualité de l'accueil mais, aussi, nous avons obtenu le renouvellement de la certification Qualiville qui nous impose une démarche d'amélioration continue des services au public. L'enquête Qualiville a démontré la qualité d'accueil des services municipaux. 97 % des usagers ont été orientés efficacement. 96 % ont jugé que la prestation a été délivrée rapidement. Si je ne le dis pas, Monsieur DUMONT, ce n'est pas vous qui le direz.

[M. DUMONT s'exprime hors micro.]

Max LEVITA : Nous avons donc hérité de la gestion des PACS. Nous avons mis en place un guichet unique pour l'inscription des enfants et nous assumons de nouvelles missions au plus proche des usagers. Vous avez raison, Monsieur DUMONT, nous félicitons le service pour la qualité des prestations qu'il offre.

J'en arrive ma conclusion, mes chers collègues. Le BP 2018 est un budget volontaire, au service des Montpelliérains. Il vise à développer la qualité du service public sur le territoire, dans un objectif de gestion rigoureuse et transparente des finances publiques. Nous anticipons ainsi les nouvelles relations financières qui se dessinent entre l'État et les collectivités locales. Je ne l'ai pas dit mais je vais le dire maintenant, en principe, on va signer un contrat avec l'État, concernant le respect du 1,1 % d'augmentation. Mais, comme l'État, à l'heure actuelle, ne sait pas exactement ce qu'il doit nous demander, on respecte le contrat avant de le signer. Dans ce contrat, il est prévu des pénalités, si nous ne respectons pas ce contrat. C'est des pénalités financières. Assez lourdes. Donc, nous nous engageons à les respecter. Dans ce budget, il y a deux axes forts. Des taux de fiscalité stables, c'est la clé de voute de ce mandat, et c'est la volonté du Maire de tenir cette promesse. Des investissements qui sont soutenus par la Ville. On atteint 89 millions, en augmentation par rapport à 2017. Ils s'inscrivent dans nos quatre grandes priorités, l'éducation, l'aménagement urbain, la sécurité, la qualité de la vie. Ce budget, vous l'avez compris, mes chers collègues, c'est celui de la parole tenue. Il portera les valeurs et les actions fortes pour Montpellier et les Montpelliérains.

Avant de conclure, je voudrais rappeler, parce que, sinon, on va l'oublier, qu'un budget est une

œuvre collective, des élus et de l'administration, sous la direction du Maire. Je tiens à vous remercier, mes chers collègues, et l'administration, en particulier son directeur général, de m'avoir accompagné tout au long de la construction de ce budget. Il tient à vous, mes chers collègues, maintenant, de le réaliser. Permettez-moi de remercier d'administration et particulièrement le service des finances, Madame Juliette BEREGLI, le directeur des finances, Monsieur DOMEIZEL, Madame Christelle BONAUD et, enfin, un remerciement particulier à Monsieur Jérémie PRIAM qui est un nouveau venu et à qui nous devons l'écriture de ce rapport que vous avez, j'espère, trouvé absolument remarquable. Il a cherché à vous éclairer et je crois qu'il y est arrivé, sur ce que nous voulons faire, et comment nous voulons le faire. Le moment de conclure est arrivé. J'ai trouvé une citation de Montaigne. Je ne crois pas que je vous l'ai donnée, celle-là. « Qu'est-ce que l'harmonie ? C'est quand le dire et le faire vont ensemble. » Mes chers collègues, je vous ai présenté un budget harmonieux. Je vous remercie.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. La parole est à vous.

Gérard LANNELONGUE : Monsieur le Maire, chers collègues, je ne vais pas reprendre tous les points vertueux de ce budget. Je l'avais fait dans le cadre du débat d'orientation budgétaire, en ce qui concerne la capacité de désendettement, les taux maintenus à 0 %, tout cela est très bien et, comme vous vous en félicitez vous-même, je n'ai pas lieu de le faire. Personnellement, au niveau de la commission des finances, j'ai été amené à le dire et je le redis, nous en sommes tout à fait satisfaits. Nous allons essayer de passer deux ou trois points en revue. Le premier, vous l'avez évoqué. Mais j'y reviens, car cela me semble très important. Sur la DGF, et les bases fiscales. Ces deux informations, vous l'avez dit vous-même, car pédagogiquement c'est important, ne dépendent pas directement de la Ville mais je crois que vous devez insister davantage. Mes fonctionnements, dans le cadre de ce que j'étais, lorsque j'étais chef d'entreprise, privée, et que, quand je voulais une information, elle ne me venait jamais du premier coup, ni quelquefois du deuxième coup, donc, c'est à force d'insister, et d'être lourd en insistant, que l'on arrivait à obtenir une réponse. Je crois que l'on doit pouvoir, car c'est une véritable anomalie, et elles sont récurrentes, obtenir que les services de l'État nous donnent une explication. Comparaison n'est pas raison mais la comparaison que vous faisiez entre Montpellier et Béziers saute aux yeux.

Le deuxième point concerne la méthodologie. Cela risque de ne pas vous faire plaisir mais c'est un questionnement. Vous vous prévaliez tout le temps des comparaisons vis-à-vis des mêmes villes, les villes de la même strate. Les taux d'imposition n'ont pas été augmentés, et c'est très bien. Vous calculez le taux réel de la taxe d'habitation qui prend en compte, pour Montpellier, les abattements, vous l'avez fort bien rappelé, l'abattement général à la base, les abattements spéciaux, etc. Et, ce taux réel est donc plus faible que le taux de la taxe d'habitation que vous nous avez demandé de voter. Tout cela, on n'y revient pas. Mais, là où il me semble qu'il y a quand même un point de vigilance à avoir et qui pourrait nous induire en erreur sur la comparaison, c'est que le taux réel de Montpellier, vous le comparez avec la moyenne des taux, des taxes d'habitation de notre strate et, vous n'avez pas pris en compte, pour elles, ces mêmes villes de la strate, les abattements qu'elles votent. Il y en a quelques-unes, vous les avez citées. Donc, il me semble que, mécaniquement, le taux de la taxe d'habitation de Montpellier qui apparaît en dessous des villes de notre strate, ce n'est pas réellement le cas. Là, il faut quand même que l'on aille au bout de cette démarche car il faut que l'on compare tout ce qui est comparable. Si d'autres villes appliquent elles aussi des abattements, il faut que ces abattements soient pris en compte.

Concernant les ratios, vous avez des ratios, et je parle toujours des comparaisons, sur la DGF

population, le ratio sur les dépenses réelles de fonctionnement sur les populations, l'encours de la dette par rapport à la population, et vous comparez dans la moyenne de la strate en 2015, qui est la dernière valeur à disposition (c'est comme ça et vous n'y pouvez rien) avec la valeur de 2018 de Montpellier. Ce qui favorise le bilan de Montpellier dans la mesure où les collectivités locales sont contraintes, depuis 2014, on le sait, à faire des efforts. Mais, là où cela se complique un peu, c'est que vous présentez ces ratios uniquement pour Montpellier et les communes de notre strate. Mais, il serait plus pertinent, me semble-t-il, de présenter un tel ratio pour le bloc communal, vous y avez fait allusion. Et, moi, j'attends de voir, et cela concerne plutôt, finalement, la Métropole, le ratio qui sortira, le même ratio, les dépenses de fonctionnement sur la population, car il y a toujours ce problème, rappelez-vous, je l'avais évoqué, depuis la mutualisation avec la Métropole on disait au début que ce n'était pas clair et que c'était difficile. On l'a évoqué. Aujourd'hui, on y voit un peu plus clair puisque l'on peut ressortir chaque collectivité séparément. Là, il y a des compétences qui sont transférées. Quand on veut comparer, on ne sait pas les compétences qui sont transférées dans les villes comme Montpellier, de la strate, car chaque ville a quand même des possibilités de transfert de compétences plus ou moins importantes. Donc, je ne vais pas vous livrer ce ratio. J'attends d'avoir le ratio de la Métropole parce que cela sera intéressant d'avoir le ratio bloc communal. Là, on pourra réellement juger, sur les quatre ou cinq villes de la strate, et pas juste par rapport à Montpellier. Là, on risque d'avoir un bloc communal qui sera peut-être très élevé. Ou élevé, en tout cas.

Sur le plan, maintenant, de l'investissement, de la logique politique que vous avez de l'investissement, il me semble que, sur l'environnement, on est un peu faible. Je l'avais d'ailleurs dit lors du débat d'orientation budgétaire. Puisque l'environnement est le dernier poste budgétaire et que la politique environnementale ne représente que 0,4 % du budget. Cela me semble quand même un peu faible. En termes de fonctionnement et d'investissement. Et puis, je l'avais déjà dit, la sécurité. Sur la sécurité, on est allé un peu plus loin que lors des comparaisons du débat d'orientation budgétaire. La Métropole, le Département, la Région ne peuvent pas compléter les efforts de la Ville dans ce domaine. C'est uniquement la compétence de la Ville. On est véritablement sur du vertical. Et, la Ville ne dépense que 3 % pour assurer la sécurité. Là, où, à titre d'exemple, Nice, on le sait, c'était à 10 %, ou Toulouse qui est également à 10 %. On a retrouvé aussi Le Havre. Il y en a deux ou trois qui sont un peu au-dessus de nous, plutôt à 5 %. La moyenne, aujourd'hui, des investissements, ce que l'on a trouvé sur la sécurité, c'est plutôt autour de 5 à 10 % et pas à 3 %. C'est un domaine important car c'est un problème récurrent et que c'est une compétence propre de la Ville. Cela me semble vraiment un point important. Voilà ce que je voulais dire, Monsieur le Maire, Monsieur le premier adjoint, mes chers collègues.

Anne BRISSAUD : Monsieur le Maire, mes chers collègues, pour l'exposé de Monsieur LEVITA, je dirais, « bienvenue dans le monde merveilleux de Max LEVITA ». C'est vrai que, quand on vous écoute, vous pointez effectivement tout ce que vous trouvez aller bien, vous mettez en avant la structure du budget, le respect des règles etc. Très bien. Mais c'était quand même une obligation. Donc, je vous félicite d'avoir été clair dans le respect des obligations. Et, donc, pour cela, très bien.

En revanche, pour un budget, on est dans des choix, des choix politiques, des choix de priorités. Et, vous le savez, je ne partage pas toujours vos choix. En termes d'éducation, je peux quand même féliciter la création de ces nouvelles écoles. On en avait vraiment besoin, de créer des écoles à Montpellier et, donc, bravo pour avoir récupéré le retard pris par l'équipe précédente. En revanche, sur la petite enfance, je dirais quand même que vous comparez et que vous mélangez en fait les crèches, les relais d'assistantes maternelles, et les crèches familiales, par exemple, pour ne prendre que cela. Ce n'est pas du tout la même chose. On ne peut pas les comparer car ce n'est pas le même type d'accueil. Bien sûr, c'est nous qui proposons ce type d'accueil mais ce n'est pas la même chose.

Une famille qui souhaite mettre son enfant en crèche ne le fait pas pour les mêmes raisons qu'elle souhaite mettre son enfant avec une assistante maternelle. Là-dessus, je pense que l'on manque encore de structures collectives, qu'elles soient publiques ou privées. On peut soit solliciter des offres privées, soit, nous-mêmes, combler ce manque, en offre collective.

Ensuite, en ce qui concerne l'aménagement urbain, vous parlez d'équilibrer les choses. Je ne partage pas votre façon de voir l'aménagement urbain à Montpellier. On en a déjà discuté mais je pointerai du doigt, ici, par exemple, le manque de mixité dans de nombreux quartiers de la ville. On voit que des quartiers qui, il y a 20 ans, étaient vus comme des quartiers chics, sont aujourd'hui pointés du doigt par les chaînes nationales comme des quartiers communautaires. Là, je pense qu'il y a un réel effort de mixité à faire sur tous les quartiers de la ville. C'est assez révélateur, aussi, en termes de prix du foncier. On voit que l'on a certains quartiers, les nouveaux quartiers, notamment, dont le prix est le double des anciens ou des quartiers historiques de Montpellier. Dans les nouveaux quartiers, comme Port Marianne, par exemple, pour ne citer que ce quartier, on est sur des prix qui dépassent les 6 000 euros le mètre carré. Je pense que ce sont des choses qu'il faut rétablir car, sinon, on va créer des quartiers pour les riches, et des quartiers pour les pauvres. Même si, l'accès au logement social, en fait, pourrait être perçu comme compensant ce déficit entre les quartiers. Je considère que les accès au logement social ne peuvent pas être une fin en soi et ne peuvent pas compenser ce manque de mixité dans les autres possibilités de logement à Montpellier. D'ailleurs, cela ne va pas être arrangé par l'augmentation que vous nous avez fait voter à la Métropole, de la taxe d'aménagement, autour des nouvelles infrastructures, dans trois nouvelles zones de Montpellier. Ensuite, en ce qui concerne la dégradation des quartiers, on en parle de temps en temps. Je ne reviendrai pas en priorité là-dessus aujourd'hui.

En revanche, on a quand même toujours un gros problème de circulation à Montpellier et, dans ce budget, même si on voit que vous avez mis des moyens sur des choses qui peuvent se rapprocher des espaces et des axes de circulation, je pense que l'on manque d'ambition, pour la circulation de tous les moyens de circulation, qu'ils soient collectifs ou individuels, à venir sur la ville.

Sur la sécurité, le budget, oui, peut paraître raisonnable. Mais ce n'est quand même pas qu'une question d'argent. Donc, comme on n'a pas encore de vue sur votre nouveau plan d'action, pour la ville, je me vois difficilement le soutenir aujourd'hui.

Ensuite, sur la mutualisation, je pense, comme l'a dit mon collègue, Monsieur LANNELONGUE, ou l'a sous-entendu, en tout cas, qu'il y a des économies que l'on n'a pas encore faites et, donc, qu'il est peut-être possible de l'envisager pour la suite, mais, là, pour l'instant, on n'a pas l'impression que ce soit possible. Voilà pour une partie de ce que je voulais dire aujourd'hui. J'ai mon ordinateur qui a planté pour tout vous dire et, donc, je n'ai plus accès à mes documents. Donc, je pense que j'ai été assez synthétique.

Monsieur le Maire : Franchement, Madame BRISSAUD, excellente intervention. Je me permets de vous le dire.

Anne BRISSAUD : Le but c'est que cela soit suivi d'effet, quand même.

Michaël DELAFOSSE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, d'abord, permettez-nous de saluer les agents de la ville et ceux de la direction des finances qui ont travaillé sur ce budget. Et la présentation qui nous en a été faite, par un diaporama qui donne des données objectives et montre un certain nombre de choses. Y compris, Max LEVITA, rompu à l'exercice, qu'il affectionne, si je peux me permettre, a eu raison de placer cette présentation sous l'article de la déclaration des Droits

de l'Homme et du Citoyen. Quelques remarques de notre part.

D'abord, une préoccupation. Sur le recours à l'emprunt qui nous apparaît important et que ce petit graphique montre, puisque l'on passe de 182 millions d'euros à 217 millions d'euros. Cela nous apparaît important par rapport à ce que vous avez évoqué. 65 % des dépenses d'investissement seraient financées par l'emprunt. Il nous apparaît, il nous semble, que le ratio plus classique est autour de 40 à 50 %. Parce que, dans l'investissement, se financent chaque année des groupes scolaires. C'est l'investissement classique. Vous avez d'ailleurs inauguré ces dernières années de nombreuses écoles. Ensuite, on voudrait interroger la gestion, votre gestion. Il y a ce que dit le document et puis ce qu'il ne dit pas. Permettez-nous de rappeler deux choses que le document ne rappelle pas. Le premier, c'est qu'un effort important a été porté par les Montpelliérains sur le financement de la Mairie et, il est quand même surprenant que l'on dépense quand même maintenant 100 000 euros de dépenses de fonctionnement pour localiser des agents dans un nouveau bâtiment, le Belém, où, paraît-il, on le lit dans le journal interne distribué aux agents, on trouve la direction de la culture et des sports. Il y a une maîtrise des effectifs, il y a des efforts que nous soutenons de mutualisation des moyens. Là, cela questionne.

Deuxième point, nous avons soutenu ce projet. Celui des archives municipales. Et c'était nécessaire. On est passé d'une autorisation de programme de 5 millions à une autorisation de programme de 7 millions d'euros. Nous l'avons soutenu. Là, on est à 12,5 millions. On observe donc un dérapage par rapport à ce que nous avons pu voter par le passé.

Troisième point, nous l'avons dit lors du débat d'orientation budgétaire, initialement, le projet de cuisine centrale avec les annonces qui avaient été faites autour de la rentrée scolaire entre 15 et 20 millions d'euros, le chiffre qui apparaît est 25 millions. Monsieur le Maire, la localisation à côté du MIN est un très bon choix. Cela permettra d'atteindre les objectifs de la loi d'avoir 20 % d'alimentation bio dans le repas des cantines. Toutes les cantines doivent être mobilisées là-dessus. Bio et circuits courts, car il en va de la ceinture maraîchère de la Métropole mais, au-delà, de l'arrière-pays héraultais. Mais, cette cuisine centrale, nous vous avons proposé que cet effort soit un effort mutualisé avec notre EPCI et que l'on aille vers un équipement intercommunal pour partager l'effort, y compris pour avoir la force pour réaliser les commandes, pour faire les marchés. Donc, là, pour l'instant, on a un affichage de type communal et il nous semble important, pour la bonne gestion, de penser cet équipement à l'échelle intercommunale c'est-à-dire celle de la Métropole. Autre aspect, dans notre budget, nous reversons précisément 40 millions d'euros à la Métropole. Permettez-nous de rappeler ici notre position, chaque année, de la nécessité d'engager (normalement, elle aurait dû être en service) la ligne cinq de tramway. Qui est un équipement structurant et nécessaire pour les Montpelliérains et qui est un moyen, aussi, d'améliorer les quartiers et la couture urbaine.

De la même manière, sur les recettes, d'interroger ce choix (certes, la taxe de séjour a été transférée à la Métropole mais c'est une ressource pour le territoire) de la volte-face, ou en tout cas du changement de braquet, sur le soutien à l'aéroport, pour essayer de dynamiser l'attractivité touristique et donc générer des recettes supplémentaires. Il y avait un engagement qui avait été annoncé et, là, il est en deçà. Par le développement de l'aéroport, et à la fois la compétence tourisme et, Monsieur le Président de la Métropole, vous avez la compétence développement économique, il y a un équipement qui peut être structurant et drainer des ressources, soutenir l'activité économique sur notre territoire.

Je terminerai sur un certain nombre de propositions. Après avoir écouté avec bonheur Jean-Louis VAYSETTES dans son exposé passionnant, il faut porter grand soin au patrimoine de Montpellier.

Il y a là une autorisation de programme qui a été proposée autour du domaine de Méric. Et de la demeure de Frédéric Bazille. Alors, Monsieur le Maire, si c'est de faire de Méric un lieu où on présente les œuvres de Frédéric Bazille, à l'année, c'est un très bon choix. Si c'est pour que le domaine soit ouvert exclusivement lors des journées du patrimoine et que ce soit un lieu protocolaire même si c'est nécessaire, pour cela, vous avez le domaine de la providence. Si on fait ces travaux-là, c'est bien pour que cela soit accessible à l'ensemble des Montpelliérains. De la même manière, sur la Restanque, 13,5 millions d'euros sur cette ZAC, cela représente un choix conséquent sur les investissements. Alors, intervenir sur la Restanque, oui mais, attention, de l'autre côté de la ligne quatre du tramway, il y a un quartier, qui est le quartier de Saint-Martin, qui est en grande difficulté sociale. Où il y a des espaces de copropriété privée, dégradés, où il y a des problèmes de voirie privée. Au pied de la tour Saint-Martin. Monsieur KRZYZANSKI, vous connaissez très bien ce dossier et nous aussi. Peut-être que, là, on peut s'interroger. L'effort pourrait peut-être être moindre sur la ZAC pour pouvoir travailler aussi sur ce tissu urbain existant.

De la même manière, vous avez fait référence au PRU Cévennes et nous rappelons ici notre position, que nous avons défendue (et, peut-être vous pourrez l'entendre) de faire en sorte que ce PRU soit plus ambitieux, en s'attaquant à la copropriété privée pour pouvoir avoir une intervention massive et volontaire sur le quartier. Car, aujourd'hui, c'est un premier pas, on en reste autour des voiries.

Je terminerai sur un point sur lequel l'élus aux finances, Max LEVITA dit : « nous serons attentifs (et c'est vrai, le document le montre) au tissu associatif ». Mais, là encore, attention à la présentation. On voit bien qu'un effort est là pour les versements sur des structures importantes. Et, nous, nous vous avons invité lors du débat d'orientation budgétaire, et nous continuons à le faire, à porter une grande attention sur les petites structures associatives qui font la cohésion sociale, qui sont aujourd'hui fragilisées avec ce problème grave de la fin des emplois aidés. Et, nous vous le disions, il y a aussi un choix. Et peut-être que les dépenses de communication pourraient être moindres, et pourraient davantage être affectées au tissu associatif. Voilà l'esprit de notre intervention. En tout cas, je vous remercie de votre attention et on sera évidemment très attentif aux réponses que vous nous apporterez.

Audrey LLEDO : Bonsoir. L'année dernière, j'étais déjà intervenue sur le budget et, en fait, ce qui m'a un peu interpellée à la lecture du budget de cette année, c'est que j'ai eu plus ou moins les mêmes interrogations et surtout la même lecture et la même conclusion qui est un peu différente, quand même, de la vôtre. D'ailleurs, Monsieur LEVITA, j'aurais quelques questions techniques à vous poser, que je n'avais pas pensé à vous poser en commission. J'espère que j'aurai des réponses. Parce que je pense qu'elles sont importantes pour l'ensemble des conseillers.

S'il y a bien une chose qui n'a pas changé sur le budget, par rapport à l'année dernière, par rapport aux années précédentes, c'est que, cette année encore, vous avez fait le choix de ne pas baisser les impôts. Alors que je crois sincèrement que l'on pourrait faire cet effort. Parce que, si vous ne touchez pas aux taux d'imposition, la base, elle, change. Et, donc, les impôts vont encore augmenter cette année et je crois que, ça, on devrait le dire aux Montpelliérains. S'il y a plusieurs choses qui m'ont interpellées à la lecture du rapport, c'est que, si nous sommes devenus la septième ville de France, nous sommes également la cinquième ville de même strate à avoir la taxe foncière la plus haute, et la sixième ville à avoir la taxe d'habitation la plus forte. Et je crois que, dans une ville où, malheureusement, une partie de nos concitoyens ne peuvent pas faire face à toutes les taxes dont ils sont, je dirais victimes, même si je pense que le mot n'est pas bien choisi, je pense que l'on pourrait faire un effort. Et je suis certaine que l'on pourrait réussir à dégager des budgets pour baisser les impôts et les taxes notamment foncières auprès des Montpelliérains.

Il y a une autre chose qui m'a interpellée, aussi. Ce sont les 58,6 millions d'euros d'emprunt prévus. Notamment, cela m'interpelle parce que, en commission, vous nous avez exposé qu'il y avait des taux variables et des taux fixes. Alors, vous avez dit vous-même, je me permets de vous citer, que, si on faisait face à un nouveau krach comme celui que l'on a eu en 2008, ce serait extrêmement dangereux pour les finances de notre Ville. Alors, ma question, c'est, est-ce que nous sommes obligés d'avoir autant de taux variables ou, si nous pouvons y remédier, ne pouvons-nous pas en prendre une part un peu moins élevée. Ou même beaucoup moins élevée. Aussi, il y a quelque chose qui m'inquiète. Je crois que vous ne prenez pas assez en compte la baisse des dotations dans notre budget, dans la projection pour 2018. Je pense que nous allons avoir des surprises tout au long du mandat de Monsieur MACRON et je crois... Madame MIRALLES, s'il vous plaît, laissez-moi parler. Je vous écouterai après, si vous voulez prendre la parole mais, au moins, laissez-moi terminer. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas n'importe quoi. Il va y avoir une augmentation des taxes, on va payer, payer, payer. Mais laissez-moi finir. On y reviendra de toute façon tout au long de votre mandat.

La baisse des dotations est donc une chose qui m'inquiète particulièrement. Aussi, vous prévoyez une hausse de la dette, d'environ, je crois, 46 millions d'euros, pour 2019. C'est cela ? Je pense qu'il faut y faire très attention. Il y a d'autres choses, notamment, qui m'intéressent, dans la partie un peu plus concrète du budget, comme l'action que vous mettez sur la sécurité, sur laquelle je tiens à vous féliciter car vous savez à quel point c'est important pour moi et pour les Montpelliérains. Je pense qu'il y a quand même des efforts à faire, notamment au niveau des caméras de vidéosurveillance. 300 caméras de vidéosurveillance sur notre ville. J'ai ouï dire, dans certains quartiers, auprès des commerçants, que certaines caméras n'étaient pas actives. Je m'inquiète, parce que j'aimerais savoir combien, sur les 300, ne sont pas actives et quels moyens vous mettez à disposition des agents pour qu'ils puissent visionner ces caméras. Car, c'est bien de mettre des caméras mais, s'il n'y a personne pour les regarder, on est bien d'accord, cela ne sert pas à grand-chose si ce n'est pour étayer les témoignages des victimes, quand elles sont activées.

Ma question, au niveau du budget, va être au niveau des annexes, Monsieur LEVITA. Je vais vous amener à la page 70, la deuxième page des annexes. J'ai du mal à comprendre la différence entre l'encours de l'autorisation de programme 2018, et des crédits de paiement 2018. Parce que, il me semble que les autorisations de programme c'est ce que l'on pourrait dépenser, ce que l'on pourrait prévoir de dépenser, en tout, pour une ligne. Et, les crédits de paiement, c'est ce que l'on va dépenser réellement cette année pour cette ligne. Alors, je ne comprends pas trop ce qui explique la différence, notamment pour les locaux de police municipale, entre la ligne 2015 P 23, l'encours de l'autorisation de programme 2018 qui est à 4 millions d'euros, et on prévoit en crédits de paiement 43 000 euros. Le reste des dépenses seront faites tout au long du mandat. Alors, pourquoi, au vu de l'urgence, parce que je crois que, vous le savez déjà, les locaux de notre police municipale ne sont pas tout à fait corrects pour mener un travail de terrain qui est le leur ? Et, il y a aussi, notamment, les groupes scolaires. Qui voient une différence énorme. Je pense notamment à la mise en sécurité des établissements scolaires. On a une autorisation de programme à 2 millions d'euros et un crédit de paiement de 1 million d'euros. Je ne comprends pas trop la différence. J'aimerais vraiment comprendre si c'est simplement une programmation qui diffère et, si ce n'est pas le cas, je m'inquiète un peu. Voilà, ce sera tout.

Abdi EL KANDOUSSI : Monsieur le Maire, cher Max, chers collègues, le 23 novembre, lors du débat d'orientation budgétaire, nous a été présentée une trajectoire budgétaire claire pour la Ville de Montpellier. La présentation du budget 2018 vient de confirmer ces orientations et notre feuille de route. Je retiendrai de ce budget, tout d'abord, que le budget 2018 respecte les engagements donnés

et se veut au service des Montpelliérains. Ce budget de 462 millions d'euros propose, sur une section de fonctionnement maîtrisée, grâce à une limitation de notre charge de fonctionnement à 1,1 %, et plus particulièrement à une évolution des dépenses de personnel de 1 %, ainsi que des taux de fiscalité inchangés pour la cinquième année consécutive de notre mandat, zéro augmentation d'impôt, des taux d'imposition, pour la cinquième année consécutive, Madame LLEDO. Je ne suis pas sûr qu'à Beaucaire, le maire, Monsieur SANCHEZ, ait baissé les impôts. Ou, alors... si ? Je ne parle pas de DELGA, je parle de SANCHEZ. La bonne santé de notre section de fonctionnement nous permet de continuer à améliorer la qualité de nos services et de développer nos investissements avec des dépenses d'équipement en hausse de 7 %.

Le deuxième aspect que je voudrais souligner c'est que, ce qui nous a été détaillé dans la seconde partie de cette présentation, nos priorités vont aux Montpelliérains. L'éducation et l'enfance sera le premier budget de la Ville. Nous allons construire, étendre nos crèches, lancer des nouveaux groupes scolaires, et continuer à investir dans la restauration, notamment en programmant la nouvelle cuisine centrale. Au niveau de l'aménagement urbain, nous allons continuer à améliorer le cadre de vie de nos concitoyens ainsi que le rayonnement de notre ville, en développant de façon équilibrée anciens et nouveaux quartiers. En matière de sécurité, la Ville s'engage à sécuriser les lieux accueillant nos enfants, à développer son système de vidéoprotection, et à renforcer la lutte contre les incivilités. Nos efforts menés depuis le début du mandat ont permis à notre ville de disposer de la sixième police municipale de France.

Enfin, ce budget 2018 vise à garantir la qualité de vie des Montpelliérains avec des événements et des lieux culturels accessibles à tous. Nos équipements sportifs de proximité, une richesse environnementale exceptionnelle, et un large soutien au secteur associatif. J'en profite d'ailleurs, Monsieur DELAFOSSE, pour vous dire que, lundi, on nous a indiqué que le débat d'orientation budgétaire ne pouvait pas permettre de figer le budget. Ce que je peux vous dire, c'est que cela a été fait à la Ville de Montpellier et que nous nous engageons aujourd'hui à ne pas augmenter les taux. Nous verrons ce que vous ferez et, à ce moment-là, vous porterez la responsabilité de l'augmentation des impôts dans l'Hérault et, donc, à Montpellier. Nous le saurons très vite. Et, si les impôts n'augmentent pas, cela voudra dire que, les deux années précédentes, on s'est moqué des Montpelliérains et des Héraultais. Donc, nous serons vigilants, au Département, sur ce point-là. Monsieur DELAFOSSE a compris puisqu'il se félicite de sa nouvelle délégation. Ce que je peux vous dire, c'est que nous serons vigilants. Et nous verrons s'il fait augmenter les impôts des Montpelliérains.

Pour conclure, je félicite Max LEVITA et ses équipes, en particulier Madame BEREGLI et Monsieur DOMEIZEL pour la qualité du travail fourni et pour avoir, plus que jamais, mis la priorité sur les Montpelliérains à travers les choix retenus par ce budget. C'est pourquoi, ce budget, performant, responsable, et maîtrisé, nous le voterons avec enthousiasme, Monsieur le Maire.

Max LEVITA : Je respire. Franchement, mes chers collègues de l'opposition, de droite, de gauche, je n'ai jamais eu un budget avec autant de félicitations. Madame BRISSAUD m'a félicité, Mademoiselle LLEDO m'a félicité, tout va bien. Monsieur le président, vous avez été très gentil avec moi et je tiens à vous en remercier. Je réponds rapidement à vos remarques, Monsieur le président de la commission des finances. Il est très difficile de faire des comparaisons Ville plus EPCI parce que l'Etat, la DGCL, ne fournit pas de statistiques sur les EPCI à l'heure actuelle. Elle considère qu'ils sont tellement différents les uns des autres que l'on n'a pas de moyenne sur l'ensemble des EPCI et, donc, il est difficile d'en donner. Je n'ai pas de documents officiels à vous fournir sur ce point. Sur le reste, j'accepte vos objections. C'est très compliqué, quand on fait des statistiques, de faire des comparaisons. Ceci étant, les comparaisons qui ont été faites, en particulier

dans le texte, c'est hors abattements. Aussi bien de Montpellier que des autres villes quand on compare, en particulier, au bloc communal. On n'en n'a pas tenu compte. Aucune étude faite par la DGCL d'ailleurs, ne tient compte des abattements parce que cela pose des problèmes statistiques considérables. Ils n'en tiennent pas compte, ce qui fait qu'on est surévalué sur ce point en général par les études de l'État.

Madame BRISSAUD, merci de vos félicitations. J'y suis très très sensible. C'est mon côté bon élève. Plus de crèches, pourquoi pas. Je ne suis pas contre plus de crèches. C'est cher, simplement, une crèche. Là, on crée des places supplémentaires. J'ai des statistiques que je me suis procurées. À l'heure actuelle, on a 5 500 places en crèche. Nous, on en accueille, dans nos crèches municipales, 2 450 en accueil collectif. Il en faudrait plus. Pourquoi pas. Aucun d'entre vous, mes chers collègues, à commencer par moi, n'a attiré l'attention sur la situation exacte de notre pays à l'heure actuelle. C'est vrai que le produit intérieur brut croît à un rythme considérable, inespéré. Monsieur MACRON est un magicien. On atteint les 2 %. Ce qui fait que tout le monde espère que tous nos problèmes vont disparaître, nos problèmes économiques. Mes chers collègues, ils vont disparaître. Ce président est sur la bonne voie. Il faut qu'on le soutienne. Ce que nous faisons là. Mais il faudra du temps. Et de l'opiniâtreté dans ce travail.

Les problèmes de circulation, Madame BRISSAUD, vous les renvoyez à la Métropole. Monsieur le Président est responsable, d'ailleurs, de la Métropole. Nous en discuterons à la Métropole. Nous en discutons. Il y a un très grand nombre de problèmes qui ne tiennent pas à notre responsabilité ni à la Ville ni à la Métropole.

La mutualisation. Pour le vote du débat d'orientation budgétaire de la Métropole, nous nous sommes engagés à vous donner un état exact de la mutualisation. Et vous aurez un état exact de la mutualisation. Mais, pour le moment, il ne faut pas trop rêver sur le résultat de la mutualisation. Tout le monde a pensé, sauf les experts, que 1 + 1 poste cela faisait au total 1,5. Ce n'est pas vrai. On l'a très bien vu lorsque l'on a mutualisé le fonctionnement de la voirie, il a fallu des postes supplémentaires, que nous allons signaler, lors du fonctionnement. On vous fera un exposé pour que vous sachiez exactement où on en est. La mutualisation apportera des bénéfices, c'est certain, mais dans le futur.

En ce qui concerne Monsieur DELAFOSSE, vos remarques sont pertinentes mais assez mineures en ce qui concerne l'architecture du budget présenté. Les locaux Belém, vous savez, quand je suis rentré avec l'équipe municipale en 1983, il y avait un district. Savez-vous combien il y avait d'employés au district ? Il y en avait sept. Cinq plus deux. Aujourd'hui, à la Métropole, on a dépassé les 2 000. On est plus de 2 000. Je veux bien dire restons à sept dans le district mais il se trouve qu'il y a des compétences supplémentaires, qu'il y a des choses supplémentaires. Là, nous mutualisons au maximum pour économiser. L'économie fait que la Métropole a des besoins supplémentaires et, donc, on essaye de limiter les locations de bâtiments supplémentaires. Donc, on abandonne certaines locations et, donc il a fallu louer le Belém pour abriter, je crois, les services de la culture. Et du sport. Qui sont des services mutualisés. Il y a la fois des employés municipaux, et des employés métropolitains.

Monsieur le Maire : Il y a toujours la possibilité de ne pas utiliser des locaux supplémentaires. Mais c'est proposer aux employés municipaux d'être quatre dans le même bureau. C'est peut-être ce que vous proposez. Parce que peut-être que certains bureaux sont assez grands pour pouvoir abriter quatre fonctionnaires. Nous, on est attentif à la qualité du travail des employés municipaux. Et on essaie de leur donner des conditions de travail favorables. Donc on n'en met ni quatre ni six dans le même bureau. On essaie de faire en sorte que les choses aillent bien. Donc, on loue de nouveaux

bureaux parce que les compétences augmentent et que la Ville croît. Et qu'elle est devenue septième ville de France. Penser que la Ville reste sur un état statique en termes de démographie et donc de nombre d'employés municipaux et de services, c'est avoir une vision figée des choses. La Ville croît. Et les services également.

Max LEVITA : Pour la cuisine centrale, chercher à en faire un équipement intercommunal, pourquoi pas. Sauf que, l'éducation, ce n'est pas une compétence métropolitaine pour l'instant.

Monsieur le Maire : C'est un problème qui intéresse la Métropole. Ce que vous avez posé comme question. Donc, il faudra que Monsieur MOURE, qui siège, lui, à la Métropole, pose la question en séance publique de la Métropole, sur la cuisine mutualisée. Et on verra bien la réaction des maires.

Max LEVITA : La ligne cinq de tramway. Moi, un de mes très grands étonnements quand on parle de la ligne cinq, c'est que tout le monde semble admettre, ou presque, que c'est un investissement qui n'entraînera aucune dépense de fonctionnement. Or, je suis désolé. Que les citoyens demandent la ligne cinq, qu'ils la revendiquent, je trouve cela normal. Et que nous essayions de résoudre ce problème cela me paraît aussi normal. Mais, je voudrais vous rappeler que, quand on paie un ticket de tramway ou de bus, nous payons à peu près 30 % de son coût. Et c'est un chiffre national. On ne fait pas plus mal à Montpellier qu'ailleurs. Donc, on ajoute, on ajoute, vous ajoutez, nous ajoutons, des dépenses supplémentaires de fonctionnement. Or, dans le système inventé par le nouveau gouvernement, de limiter les dépenses à 1,5 %, c'est terrifiant. Surtout que c'est 2018, par rapport à 2017, et ce sera 2019 par rapport à 2018, etc. Même si on augmente les impôts, cela ne résout pas le problème du fonctionnement. De l'investissement, oui. Mais l'investissement n'est possible que si nous faisons des économies. C'est le nouveau système qui nous est imposé. Et que, d'ailleurs, en tant que citoyen, je soutiens. C'est la solution pour sortir de la situation dans laquelle nous sommes. Vous savez que mon second prénom, maintenant, c'est Cassandre. Si nous continuons sur les politiques précédentes, de Monsieur Jacques CHIRAC, de Monsieur SARKOZY, de Monsieur HOLLANDE, nous sommes dans la situation de la Grèce dans 10 ans. Les économistes, ce ne sont pas des gens très compétents, vous savez, ils ne sont même pas compétents du tout. La seule chose qu'ils savent faire c'est qu'ils prennent des courbes et qu'ils les poursuivent. Ils disent « si vous continuez, voilà ce qui va se passer ». La Grèce a diminué le niveau des salaires de 40 %, les retraites de 50 %, il y a un taux de pauvreté invraisemblable, et un taux d'émigration considérable. Continuons, mes chers collègues, et vous êtes dans cette situation dans 10 ans.

Pour le domaine de la providence, Monsieur DELAFOSSE, il est vendu. Sur votre autorisation de programme et sur Méric, votre suggestion c'est celle que je rejette du plus profond de mes forces. Il ne s'agit pas d'en faire un musée. C'est tout ce que l'on est capable de faire, dans ce pays, des musées... Il n'y a aucun musée rentable. Et, donc, le musée va ajouter des dépenses de fonctionnement supplémentaires. On fait tout ce que l'on voudra de Méric mais pas un musée.

Monsieur le Maire : Et il ne faut pas déshabiller le musée Fabre. C'est un musée national. Et il faut être cohérent dans la politique culturelle. Il ne faut pas, partout, faire des petits musées. Vous savez, le patrimoine, pour qu'il soit bien intégré dans la vie des Montpelliérains, il faut qu'il vive, qu'il soit utilisé. Lorsque nous avons vendu la Providence, et nous allons vendre la Pompignane, on savait très bien qu'on le ferait pour ne garder qu'un seul lieu, Méric. Parce que c'est un lieu emblématique, vis-à-vis de Frédéric Bazille et, surtout, parce que c'est un très beau lieu. Mais on ne pouvait pas en garder trois. Donc, on n'a gardé que Méric. Et, les deux autres, on les a vendus. Ce qui permettra de mettre un peu de beurre dans les épinards. Je l'ai déjà expliqué à plusieurs reprises.

Max LEVITA : Sur les associations, toutes les études qui ont paru, qui paraissent, qu'elles viennent

de l'AMF, de la banque postale, de l'INSEE, ou que sais-je encore, montrent que les collectivités locales, toutes, tapent sur le dossier des associations. Elles ont toutes tendance à les baisser. On les a maintenues quant au niveau, et on renforce, chaque année, le contrôle sur ce qui nous est demandé, les budgets des associations sont étudiés avec attention, de manière à ce que nous ne donnions pas plus que ce qui est nécessaire à leur fonctionnement. Leur donner plus, si c'était possible, pourquoi pas.

Mademoiselle LLEDO, merci de vos félicitations sur la sécurité. Je vais me pavaner. Sur les AP/CP, je vous explique rapidement. Une opération, quand elle est envisagée, dans une école, Madame MARSALA dit, après une étude, que l'école va coûter 15 millions. D'une manière générale, l'opération ne peut pas être faite dans une seule année. Donc, on inscrit en autorisation de programme 15 millions et, ensuite, on prévoit comment on va dépenser ces 15 millions. Cela peut être en deux ans, en trois ans, en quatre ans. Je vous rappelle ce système de AP/CP. C'est là que vous jouez votre rôle de membres de l'opposition, toute modification est soumise à l'assemblée. Et vous autorise à demander une explication pour savoir pourquoi une opération est repoussée ou de manière plus générale retardée dans le temps. Les impôts vont augmenter de 0,9 %, c'est le taux de revalorisation des bases décidé par l'État. Je vous rappelle que c'est en général la compensation de l'inflation. C'est le principe. Comme l'inflation a tendance à disparaître, on voudrait faire.... Mais l'inflation n'a pas disparu. Cette année, on prévoit un taux espéré de 1,2 %. Nous avons 0,9. Dans l'histoire, on n'y perd 0,3. En euros constants. Baisser les impôts, chiche ! Je n'y crois pas. Ce n'est pas possible. Vous ne vous rendez pas compte (mais cela me paraît logique, vous êtes dans l'opposition, mais ce n'est pas une critique) du caractère héroïque de mes collègues adjoints. Je leur rends hommage et je les remercie. Héroïque quand il a fallu discuter avec eux de leur budget. Franchement, baisser, ce n'est pas possible. À l'échelle d'une ville.

Taux fixe, taux variable, je ne suis pas un expert du jeu en bourse, mais nous avons consulté les meilleurs experts français. Pour savoir ce qu'il fallait faire. On est dans une logique de minimisation des risques. On pourrait au contraire essayer de maximiser les gains, mais on est dans une logique de minimisation des risques. C'est 180 millions d'euros de dette, ce n'est pas mon argent. C'est l'argent des citoyens. Monsieur le Maire considère que l'on ne peut pas jouer avec. Donc, on cherche à minimiser les risques. Pour les experts, c'est 50-50. Donc, on est à 50-50. L'avenir nous dira. Mais, pour le moment, cette opération a été décidée il y a longtemps et nous la poursuivons. Et elle donne de bons résultats. Baisse des dotations, le Président de la République s'est engagé à ce qu'elles ne baissent pas au cours de son mandat. J'ai tendance à le croire. Ceci étant, vous le verrez, mes chers collègues, et vous et moi. Mais cela m'étonnerait qu'il change dans ses propositions. Ceci étant, cela relève de la foi, je vous l'accorde. Merci, mes chers collègues, de l'accueil que vous m'avez réservé. Je suis très satisfait.

Applaudissements.

Monsieur le Maire : Merci, Monsieur LEVITA. Trois mots pour vous dire que, au travers de ce budget, la majorité du Conseil municipal se montre solidaire par le fait de maintenir à 0 % l'augmentation de taux d'imposition pour la cinquième année consécutive. La majorité du Conseil municipal se montre productive, en maintenant le niveau d'investissement à très haut niveau. Mieux que l'an dernier. Et, enfin, elle se montre responsable car elle arrive à comprimer, compresser, ses dépenses de fonctionnement. Qui est contre ? Trois contre. Qui s'abstient ? 13 abstentions. Adoptée. Je vous en remercie

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.
Pour : 47 voix

Contre : 3 voix (Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Audrey LLEDO).

Abstention : 13 voix (Nancy CANAUD, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Patrick VIGNAL, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Gérard LANNELONGUE, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRECHE, Cédric de SAINT JOUAN).

4. Rapport sur la Politique de la ville 2016

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite association avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier et conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.

Ce rapport 2016 est organisé en 4 parties :

- Le rappel de la stratégie et des principales orientations du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La gouvernance et les modalités de mise en œuvre du contrat de ville ;
- Le bilan par objectif opérationnel ;
- Le bilan par territoire.

Le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

- 1- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- 2- La mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain ;
- 3- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- 4- Renforcer l'accessibilité aux services et aux équipements ;
- 5- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité

Dans un souci de lisibilité, il a été décidé de mettre en avant dans le rapport quelques projets et mesures structurants au sein de ces 5 objectifs opérationnels plutôt que de retracer dans le détail l'ensemble des actions menées.

De manière globale, le rapport 2016 politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 27 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville. Ces montants comprennent en premier lieu la mobilisation de chaque partenaire au titre de ses politiques de droit commun. Ils intègrent également la mobilisation des crédits des partenaires au titre de

l'appel à projets du contrat de ville qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent à ces enjeux.

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville et reflète les problématiques prioritaires vécues par les habitants, notamment le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion (plus de 10 M€), l'éducation (près de 7 M€) et l'accès aux droits et services (3,6 M€).

Au niveau du seul appel à projets, les partenaires ont engagé plus de 3 M€ de crédits pour la mise en œuvre de ces 5 objectifs opérationnels. La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance sur 3 quartiers : Mosson (34%), Petit Bard-Pergola / Cévennes (plus de 20%), Gély Figuerolles (plus de 12%), quartiers historiques de la politique de la ville concentrant la plus grande densité démographique, en particulier le quartier de la Mosson. Cependant, une dynamique est observée sur les nouveaux territoires entrants de la politique de la ville avec le développement d'actions dans leur direction. Cette dynamique sera à poursuivre dans le temps, en renforçant notamment l'approche territoriale du contrat de ville afin de cibler plus précisément les actions les plus appropriées pour chaque quartier.

Ce rapport a fait l'objet d'une transmission pour avis aux 12 conseils citoyens présents sur les territoires de la politique de la ville. Ces avis sont annexés au présent rapport annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport annuel sur la politique de la ville 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Annie YAGUE : Merci, Monsieur le Maire. Mes chers collègues, le décret 2015-1118 du 3 septembre 2015 précise que le Maire et le Président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leurs assemblées délibérantes respectives un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Vous avez été destinataires de ce point de situation annuel qui vous éclairera sur la mise en œuvre de cette politique publique, pour l'année 2016. Au-delà de la présentation des constats, des axes prioritaires, des actions et des projets soutenus, ce temps d'échange doit nous permettre de réinscrire nos quartiers dits précaires ou défavorisés dans les enjeux de la ville et de notre territoire commun. En effet, la politique de la ville a recherché, depuis son apparition, à œuvrer en faveur des publics les plus démunis, les plus éloignés de l'offre de droit commun. Elle poursuit un objectif. L'inscription des quartiers en difficulté, et de leurs habitants, dans une logique de vivre ensemble. La Ville de Montpellier a su dessiner les contours de son développement urbain, sans négliger le maillage social de l'ensemble de ces quartiers. Ainsi, l'attractivité de notre territoire, son dynamisme et sa croissance, doivent continuer d'agir en locomotive pour les 12 quartiers classés en géographie prioritaire. La spécificité de la présence des 12 quartiers sur la commune de Montpellier reflète aussi cette réalité d'une précarité et d'une pauvreté importantes sur notre territoire comme le confirment les premiers éléments de l'analyse des besoins sociaux entamés par la Ville.

À propos d'analyse des besoins sociaux, je vais faire un aparté. Pour répondre à Madame BRISSAUD sur le quartier Port Marianne. Madame BRISSAUD, vous pensez ce quartier Port Marianne comme un quartier riche alors que l'ABS nous le présente comme un quartier assez exemplaire sur la mixité. C'est le quartier où la mixité est la plus respectée. Donc, vous avez votre réponse par rapport aux nouveaux quartiers. Nous ne faisons pas des quartiers pour les riches,

Madame. Nous faisons des nouveaux quartiers où la mixité est respectée.

Applaudissements.

Annie YAGUE : Je continue plus sereinement. Aussi, si nous devons nous appuyer sur cette politique de la ville pour imaginer des solutions créatives, pour explorer de nouvelles formes d'intervention et rendre acteurs les habitants de ces quartiers, nous avons l'obligation d'agir collectivement en faveur d'un pacte social. Celui qui garantit la présence, avant tout, du droit commun, et qui veille à la bonne cohérence de l'action publique. En effet, et comme vous le présente ce rapport, il est primordial d'agir avec l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs en faveur d'une action sociale de proximité qui s'appuie sur l'offre de services communale et qui s'appuie dans une logique d'enjeux métropolitains. Agir en faveur de l'égalité des territoires et de l'équité de leurs habitants, nous conduit à penser la place de chacun des habitants dans leur rapport aux autres, dans leur façon d'habiter, de se déplacer, de s'insérer, en somme dans le rapport à leur territoire de vie. C'est ainsi que la Ville et la Métropole ont élaboré et pensé les axes prioritaires de notre politique de la ville et que s'est construit le partenariat financier avec l'État, la Ville de Montpellier, la Métropole, la CAF, le Département, la Caisse des dépôts, et bien d'autres partenaires encore. 21 au total. À ce propos, je voudrais répondre à Monsieur DELAFOSSE, qui dit qu'il aimerait bien donner à des petites associations des subventions. Mais, Monsieur DELAFOSSE, au Département, vous avez voté une baisse de la subvention accordée aux contrats de ville de 95 000 euros. Vous savez combien de petites associations nous aurions pu aider avec cette somme ? Alors, s'il vous plaît, ne nous donnez pas de leçons quand vous votez contre la Ville de Montpellier et contre la précarité à Montpellier.

Je continue plus sereinement. Partenariat financier à hauteur de 27 millions d'euros dont la répartition financière traduit une priorisation des crédits autour des enjeux prioritaires du contrat de ville et des problématiques vécues par les habitants, à savoir le développement de l'action de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion, pour plus de 10 millions d'euros, de la réussite éducative pour plus de 7 millions d'euros, et de l'accès aux droits et services pour 3,6 millions d'euros. Je vous propose à ce titre quelques exemples. Un focus sur quelques actions que nous avons menées en 2016, par exemple lancement du projet pour le développement de l'emploi métropolitain, le PODEM porté par Chantal MARION, ici présente, qui vise à animer et coordonner les politiques locales de développement économique, d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, de formation et d'orientation, en partenariat avec des institutionnels, au profit des citoyens les plus vulnérables. La signature, en 2016, également, des premières conventions d'application relative à la charte entreprises et quartiers, avec l'État, la Métropole, et six entreprises, DELL, EDF, la clinique du millénaire, Drôle de pain, Comptalia et Montpellier business school, dont l'objectif est de mobiliser les entreprises afin de mettre en œuvre les actions concrètes qui répondent aux besoins identifiés dans les quartiers. Actuellement, en 2017, une vingtaine de signatures sont en cours de réalisation. Enfin, le recours aux clauses sociales dans les marchés de la Ville et de la Métropole, et ses organismes satellites, SEM, SA3M, ACM, TAM, etc. via la mise en place d'une plate-forme collaborative métropolitaine clauses sociales.

Dans l'éducation, Madame MARSALA a porté l'extension du dispositif PRE, programme de réussite éducative, sur l'ensemble des QPV, avec des équipes pluridisciplinaires de soutien dans les quartiers entrants, permettant ainsi l'accompagnement d'enfants en difficultés et de leurs familles. Le projet « J'agis pour ma santé », qui a été porté par Caroline NAVARRE est un projet de prévention santé auprès des enfants de neuf écoles, Daubié, Garibaldi, Savary, Bazille, Bolivar, Freud, Zay, Balard, Armstrong, élaboré porté par la Ville de Montpellier autour de trois thématiques, la promotion de l'activité physique, l'éducation alimentaire, l'hygiène buccodentaire.

Enfin, la ZAT, réalisée par la Ville de Montpellier et portée par Bernard TRAVIER, les 9 et 10 avril 2016, au cœur du quartier Gély Figuerolles cher à notre Maire.

Enfin, l'appel à projet, lancé annuellement, et on peut revenir à mes réflexions auprès de Monsieur DELAFOSSE, avec des opérateurs associatifs intervenant dans les quartiers. Dans un cadre défini, le contrat de ville. Ces derniers proposent et réalisent des projets à destination des habitants des QPV en matière de soutien scolaire, de maîtrise de la langue, d'insertion professionnelle et sociale, d'amélioration du cadre de vie, d'accès aux droits, autant d'interventions qui permettent d'insuffler une dynamique de lien social dans nos quartiers.

Pour 2016, ce sont plus de 3 millions d'euros de crédits spécifiques qui ont été affectés à cet effet par l'ensemble des partenaires et qui ont permis le déploiement de plus de 290 projets au bénéfice des habitants des quartiers politique de la ville.

Pour conclure, le projet de cohésion sociale qui fonde notre pacte de développement doit s'exprimer auprès de nos concitoyens les plus en difficulté. Tout d'abord, en rendant acteurs les habitants, et en s'appuyant sur une démarche participative mise en place. En accompagnant la territorialisation de nos dispositifs, en rapport avec les attentes et les problématiques de chaque quartier. L'ABS répondra justement à ces problématiques. En structurant une coordination des services de la ville et de la Métropole plus efficiente. En veillant à la complémentarité des acteurs publics et privés et à la mise en synergie des moyens. Enfin, en mobilisant plus encore notre capacité à innover et à expérimenter. La Ville de Montpellier, la Métropole maintiendront leurs engagements, à œuvrer conjointement en faveur de ces territoires et à les inscrire dans cette logique du vivre ensemble qui caractérise l'un de nos piliers fondateurs, une ville équitable au service du plus grand nombre.

Applaudissements.

Jacques DOMERGUE : Monsieur le Maire, mes chers collègues, sur le rapport qui nous est présenté, je ferai deux remarques. Bien sûr, ce rapport est fait pour valoriser et mettre en exergue les points qui permettent à la Ville, à la Métropole et aux partenaires, de redynamiser les quartiers en difficulté. Mais, les quartiers en difficulté, il n'y a pas que cela qui fait une ville. Deux points, à mon sens, méritent d'être soulignés.

Le premier, ce sont les problèmes de sécurité. Dans le budget que vous nous avez présenté, sur les problèmes de sécurité, Monsieur LANNELONGUE vous l'a dit, on est en dessous de la moyenne nationale en termes de budget affecté à la sécurité. Les dépenses sont de 3 %. Dans le rapport qui nous est présenté, à la page 13, où il y a une synthèse, on voit que la prévention de la délinquance et la sécurité représentent 87 500 euros ce qui représente 0,3 % de l'ensemble des crédits alloués à la politique de la ville dont la sécurité fait aussi partie. Ce point me paraît important. D'autant que certains quartiers sont source d'une insécurité plus importante que d'autres, et que, probablement, s'il y avait un rectificatif à faire, il faudrait davantage investir sur ce point. On peut très bien imaginer que tout ce qui sera prévention dans d'autres secteurs, scolaires ou autres, peut jouer sur la sécurité mais, la sécurité, c'est aussi des moyens pour faire en sorte que la tranquillité dans les quartiers existe.

Le deuxième point qui n'apparaît pas de manière claire dans le rapport, ce sont les chiffres précis sur l'emploi et sur le chômage. Comme on n'a pas retrouvé ces chiffres dans le rapport, on s'est fié au rapport qui a été fait par les études statistiques de l'INSEE qui donne exactement les chiffres qui concernent Montpellier. Cela va confirmer ce que dit Madame YAGUE en termes de difficultés et de pauvreté de la ville. Mais, sur le chômage, nous avons enregistré 36 000 demandeurs d'emploi

sur Montpellier ce qui correspond à 30 % des demandeurs d'emploi de l'ensemble du département alors que la ville elle-même ne comporte que 25 % des habitants du département. Nous avons donc quand même une concentration importante des chômeurs et, par voie de fait, des difficultés de certaines populations et de la pauvreté sur la ville de Montpellier. Ce taux de chômage apparaît aujourd'hui à 13 %. Alors qu'il est affiché à 9,2 % pour l'ensemble de la population et qu'il est de 11,6 % pour la région Occitanie. Ce qui veut dire que, j'ai bien vu que dans le rapport qui nous est présenté il y a 10 millions d'euros qui sont affectés au développement de l'activité économique et de l'emploi, mais est-ce que c'est suffisant ? Est-ce qu'il y a des actions précises qui sont identifiées, et comment elles vont être évaluées ? Car, investir de l'argent pour créer de l'emploi, quand on est une structure publique, alors que le vrai emploi vient du secteur privé, du secteur marchand, si j'ose dire, est-ce que c'est suffisant ? Quelles sont les méthodes qui sont utilisées ? Et comment peut-on améliorer la situation de notre ville ? Nous sommes devenus la septième ville de France en matière de population, d'habitants. On est une des premières villes de France en matière de chômage, et ça aussi c'est un classement qu'il faut prendre en compte. Quelles sont les mesures affectées et comment imaginez-vous corriger ce qui est un peu endémique sur la ville de Montpellier mais qui peut s'accroître avec ce flux de population permanent qui arrive chez nous et pour lequel on a du mal à trouver du travail.

Annie YAGUE : Monsieur DOMERGUE, sur le chiffre de 87 500 euros, ne sont pas compris toute la prévention spécialisée qui s'ajoute et dont le chiffre est à peu près de 250 000 euros. Donc, il faut le rajouter à la prévention de la délinquance et sécurité. J'ai posé exactement la même question. Je pense que cela été mis dans « renforcer le soutien aux adolescents ». Ce que je trouve, comme vous, pas très judicieux parce qu'on ne voit pas l'action sur la sécurité qui est différenciée par rapport aux autres aides que l'on apporte aux adolescents.

Ensuite, vous parlez de l'emploi. Je peux vous dire que, comme justement je vous ai parlé de l'ABS tout à l'heure, on a un ABS qui est finalisé, que nous présenterons à Monsieur le Maire. S'il le veut, nous pourrions vous le présenter également, car il donne une photographie exacte de notre ville. Et, en tout cas, permet de comprendre la précarité et la présence d'une population très importante sur Montpellier qui est dans cette situation de précarité. En gros, je vais vous faire le schéma. On vous donnera les chiffres ultérieurement, quand on présentera l'ABS. Voilà ce qui se passe. Montpellier concentre tout un panel de personnes en difficulté. On arrive à Montpellier, généralement, pour ceux qui ne sont pas nés à Montpellier, étudiant. On est une personne seule, on poursuit ses études. Puis, on a son diplôme. On se marie. On a des enfants. Tout va bien. On continue sa vie. On a des enfants et on préfère partir à l'extérieur. Les gens partent dans la périphérie de Montpellier, dans notre Métropole. Tout va bien. Un accident de vie survient. Un divorce, un décès. Qu'est-ce qui se passe ? Les gens reviennent sur la ville centre, la ville territoire. Et, donc, nous concentrons une population qui a des problématiques, de transport, de garde d'enfants, d'école, financières. Et nous accueillons sur notre territoire tous les gens qui ont des problématiques. D'ailleurs, il y a une photographie qui est très parlante. À Montpellier, 33 % des gens qui sont dans une situation de précarité sont des femmes seules avec enfants. Donc, cela montre bien ce flux de population qui, quand tout va bien, part vers l'extérieur au moment de former une famille et revient vers la ville territoire quand les problématiques surviennent.

L'autre partie de la population qui est très importante, ce qui est très surprenant, ce sont les personnes seules. Soit parce qu'elles sont jeunes, elles sont étudiantes, et sont peu argentées, puisqu'elles sont en cours de formation, soit parce qu'elles sont âgées, et parce qu'elles sont seules, et qu'elles sont isolées. Vous voyez, notre territoire est prêt à recevoir toute cette population. Mais il concentre aussi toutes les problématiques de la Métropole. Pour preuve, sur notre territoire, le taux de pauvreté est de 26 %, sur Montpellier. Sur la Métropole, il est de 19 %. Mais, si on fait la

moyenne des deux, c'est-à-dire que l'on ressort le chiffre du pourtour de la Métropole par rapport au chiffre de la ville centre, les chiffres sont encore plus effrayants. Ce qui veut dire que la population à l'extérieur est bien moins pauvre que dans la ville territoire. Ce qui peut répondre aussi à une problématique qui est souvent, d'ailleurs, évoquée à la Métropole, en disant : « Vous faites tout pour Montpellier ». Mais, Montpellier reçoit toutes les problématiques de la Métropole. Donc, je pense, Monsieur le Maire, qu'il serait vraiment souhaitable que l'on propose un exposé de cet ABS pour que les gens comprennent les flux et pourquoi le territoire montpelliérain est dit territoire pauvre.

Monsieur le Maire : Merci, Madame, je suis d'accord avec vous. Je mets aux voix le rapport sur la ville 2016. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Deux contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

Abstention : 0

5. Aménagement du barrage du lac des Garrigues

Avis de la ville de Montpellier sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau

Le lac des Garrigues, situé au cœur du quartier des Hauts de Massane en bordure de la Mosson appartient à la Ville de Montpellier. Cette retenue d'eau a été créée grâce à la construction en 1896 d'un barrage, rehaussé en 1968. Ce barrage présente une hauteur maximale de 13 mètres pour une longueur en crête de 85 mètres.

L'arrêté préfectoral n°2012-01-2454, fixant les obligations réglementaires relatives au barrage du lac des Garrigues (ouvrage de classe C), impose un certain nombre de prescriptions au Maître d'Ouvrage. Outre les exigences liées au suivi du barrage, elles portent principalement sur la réhabilitation et le redimensionnement de l'évacuateur de crue et la réfection de la vidange de fond afin de mettre ces ouvrages en conformité avec la réglementation en vigueur.

A la suite du transfert des services gestionnaires de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et afin d'assurer la continuité du suivi de cet équipement, la Ville a confié par convention de gestion à la Métropole les missions liées à la gestion du barrage mais aussi la maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation. L'opération est entièrement financée par la Ville.

La réalisation des travaux est soumise à autorisation au titre de l'article L 214-1 à L214-6 du Code de l'Environnement. La Métropole, maître d'ouvrage, a délibéré le 29 mars 2017 pour approuver le dossier et demander l'ouverture d'une enquête publique.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer, a émis le 3 juillet 2017 un avis jugeant le dossier complet et régulier et devant faire l'objet d'une procédure d'enquête publique.

L'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique a été établi le 20 octobre 2017. Conformément à l'article R 214-8 du code de l'Environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique.

Ainsi, le lac des Garrigues constitue, avec le boisement naturel qui l'encadre, un lieu de loisirs et de

promenade très prisé par l'ensemble des habitants du quartier. Avec les berges de la Mosson, le lac des Garrigues participe ainsi à l'identité paysagère du quartier. Un des enjeux du futur projet de renouvellement urbain, dont les études sont en cours, sera de valoriser ces espaces pour rendre le quartier de la Mosson plus attractif auprès des habitants de la ville et de la métropole. Cet attachement au plan d'eau a conduit la Ville de Montpellier, puis Montpellier Méditerranée Métropole actuel Maître d'ouvrage, à engager les moyens nécessaires pour mettre en conformité le barrage du Lac des Garrigues et pour en optimiser le remplissage afin de :

- permettre des activités de loisirs et les pratiques sportives de plein air : remise en service de la base nautique, pêche, parcours de santé sur 3km,
- maintenir un espace naturel de proximité : malgré son origine artificielle le lac des Garrigues forme une zone humide favorable à l'installation d'une faune et une flore diversifiée y compris certaines espèces patrimoniales,
- sensibiliser la population urbaine à la protection de l'environnement en partenariat avec les associations.

Le projet a été élaboré pour éviter les impacts possibles tant en phase chantier qu'en phase d'exploitation. Les mesures prises concernent :

- la conception de la vidange de fond permettant d'éviter la vidange totale de la retenue ;
- la limitation du débit de vidange ;
- le non curage de la retenue ;
- la règlementation du pompage dans la Mosson ;
- l'adaptation du chronogramme des travaux.

Au regard de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal:

- d'émettre un avis favorable sur le dossier d'enquête publique relatif à la réhabilitation et à la réalimentation du barrage du lac des Garrigues,
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : On vous propose de donner un avis favorable sur le dossier d'enquête publique. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

6. ZAC EAI
Demande d'agrément de candidature
Lot n°5b - Volumes n°3 et 4
“ ACM Habitat ”

La reconversion du site de l'EAI constitue l'un des projets majeurs de renouvellement urbain que mène la municipalité en complément du développement de nouveaux quartiers, en réintroduisant une variété d'occupations (mixité urbaine) et d'usages (mixité fonctionnelle) avec la volonté de produire une morphologie urbaine de qualité s'appuyant sur une plus grande compacité. Cette

opération contribuera à répondre aux besoins de logements et d'emplois qui s'expriment sur la métropole montpelliéraine.

Soucieuse de maîtriser le développement de ce territoire et eu égard à la complexité du projet, la Ville, par délibération en date du 25 juin 2012, a confié à un opérateur public spécialisé, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), l'opération de reconversion de l'E.A.I. sous la forme d'une concession d'aménagement.

Le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC EAI le 26 janvier 2017.

S'inscrivant dans une logique de développement durable, la réalisation de ce nouveau quartier vise particulièrement les objectifs d'aménagement suivants :

- Favoriser le recyclage de la ville par la mise en valeur des qualités existantes, de l'identité des lieux, la mémoire, l'histoire, les ambiances,... mais aussi en transformant, complétant et enrichissant cet existant pour offrir de nouvelles qualités de vie et d'habiter.
- Proposer un nouveau type "d'écosystème" par la réalisation d'un quartier de haute qualité environnementale avec des objectifs de préservation des ressources existantes, de sobriété énergétique, d'appropriation par les habitants de leur cadre de vie.
- S'inscrire dans la continuité des faubourgs en s'engageant dans une forme urbaine où se mêleront une diversité des modes d'habiter et des activités, dans lesquels le nouveau s'agrége à l'ancien sans l'effacer.
- Créer des nouvelles polarités culturelles et économiques avec l'ancienne caserne, où se côtoieront activités innovantes, structures de formation, commerces de proximité et le parc Montcalm, lui aussi support sur plus de 20 hectares d'une multitude d'activités de loisirs et de sports urbains.

Conformément à l'article 13-2 de la concession d'aménagement signée le 26 juin 2012 et à l'article 1.7 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 23 octobre 2017, la SA3M propose d'agréer la candidature de la société «ACM Habitat» pour le lot n°5b - Volumes n°3 et 4 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : ACM Habitat
407, avenue du Professeur Antonelli
BP 75590
34071 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation du projet : Section HY n°25a

Surface du lot : 3 275 m² environ

Nature du projet : 30 logements collectifs sociaux au R+2 à R+5 faisant partie intégrante d'un ensemble immobilier mixte comprenant également un groupe scolaire de 10 classes en RDC et R+1, et un parking en sous-sol

SDP envisagée : 2 169 m²

SDP maximale autorisée : 2 200 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société « ACM Habitat », en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 30 logements collectifs, au sein d'un ensemble mixte comprenant également un groupe scolaire et un parking en sous-sol dans la ZAC EAI,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends part au vote, Madame JANNIN non plus, Monsieur EL KANDOUCI non plus, Monsieur COTTE non plus, Madame LEVY-RAMEAU non plus, ni Madame MIRALLES, ni Monsieur CASTRE. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 7 voix (Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUCI, Stéphanie JANNIN, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL).

7. ZAC Saint Charles

Concession d'aménagement Ville/SERM - Bilan de clôture

Reddition des comptes et quitus à la SERM

Située au nord-ouest du centre historique, cet ensemble d'environ 4.6 ha constitué de l'ancien Hôpital général et des cliniques Saint Charles, jouxte le secteur sauvegardé. Il est délimité par la rue Auguste Broussonet au Sud, l'avenue Saint Charles au Nord, l'avenue Chancel à l'ouest et la place Albert 1^{er} à l'est.

Dès l'origine du projet, la Ville a souhaité réutiliser l'emprise de cet équipement hospitalier dont les terrains et les bâtiments avaient été délaissés par l'établissement de santé ; la menace de dégradation des bâtiments non utilisés rendant en effet urgente la reconversion de cet ensemble monumental. Le site, aujourd'hui aménagé, accueille un ensemble universitaire dans l'ancien hôpital général, des logements (environ 400), des services, des commerces et des bureaux.

Par délibération en date du 24 juin 1999, le Conseil municipal a défini les objectifs et les modalités d'association du public préalables aux études et à la réalisation des opérations d'aménagement du site et a décidé, en application de l'article L 300-4 du Code de l'Urbanisme, de concéder à la SERM les études et la réalisation des opérations d'aménagement de ce secteur, destiné à accueillir, de l'habitat, des activités, bureaux, locaux professionnels, commerces, et enfin des locaux universitaires.

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé la réalisation d'une Zone

d'Aménagement Concerté dite "St Charles".

Dans ce cadre la Ville a confié à la SERM cette opération d'aménagement.

Le programme de la ZAC porte sur la réhabilitation des bâtiments classés et inscrits et la construction de bâtiments neufs pour permettre l'extension de l'université P. Valéry ainsi que la création de logements et de locaux d'activités (commerces notamment).

L'ensemble des travaux d'aménagements liés au logements et commerces sont achevés, ainsi que la réhabilitation des bâtiments existants pour l'université.

A contrario, la dernière tranche de l'extension de la faculté prévue sur les terrains du parking, n'est pas encore programmée par l'université. Aussi, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de 2007 sur l'année 2006 avait acté l'arrêt des travaux par la SERM, et que les travaux d'accompagnements restant seraient financièrement à la charge de la Ville de Montpellier une fois les travaux d'extension de l'université programmés puis réalisés.

Depuis 2006, la SERM a pu réaliser les régularisations foncières complexes et longues auprès des différents partenaires du projet (Rectorat, Montpellier Méditerranée Métropole et les différents syndicats de copropriétaires).

Les différentes procédures étant achevées, la SERM a établi la reddition des comptes de la concession d'aménagement de la ZAC Saint Charles, joint en annexe de ce rapport et objet de la présente délibération.

Ce bilan de clôture fait apparaître la situation des comptes de l'opération concédée, arrêtés au 30 septembre 2017.

Les grandes lignes de ce bilan en dépenses et recettes sont les suivantes :

- L'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville s'élève à 8 692 367,05 € HT ;
- L'ensemble des recettes s'élèvent à 9 019 883,43 € HT.

La trésorerie prévisionnelle de l'opération étant positive, la SERM a versé à la Ville une avance sur résultat de 311 000 € en 2009. Le solde prévisionnel de clôture est de 16 516,38 €. Au total le résultat de cette opération s'élèvera donc pour la Ville à 327 516, 18 €, dont le solde sera versé à la Ville suite à l'approbation des comptes proposé dans le cadre de cette délibération.

Il vous est donc proposé aujourd'hui de clôturer les comptes de la ZAC St Charles et de mettre fin à la concession d'aménagement de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'achèvement de la mission du concessionnaire venue à terme le 30 septembre 2017 ;
- D'approuver la reddition définitive des comptes de la concession Ville/SERM pour la réalisation des travaux de la ZAC Saint Charles ;
- De donner quitus à la SERM pour sa mission d'aménagement de cette ZAC ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer le protocole de clôture de la concession donnant quitus à la SERM, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

8. Foncier - Réfection de l'allée Jules Milhau dite "Dalle du Triangle" Projet de convention de fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole réalise, au titre de ses compétences, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants de ses communes-membres et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L. 5217-7 et L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole.

L'allée Jules Milhau, appelée communément « dalle du Triangle », est un espace appartenant aux parties communes de la copropriété privée de l'immeuble du Triangle, ouvert au public sur la base d'une servitude de passage public accordée à la Ville de Montpellier par la copropriété le 10 avril 1975 dans le cadre de la vente des lots nécessaires à la réalisation de l'ancienne ZAC Michelet - Paladium.

L'allée Jules Milhau est stratégiquement positionnée et constitue le maillon principal de l'axe piétonnier urbain entre le cœur de ville historique, la place de la Comédie, et les nouveaux quartiers, notamment Antigone. Elle dessert également directement l'entrée principale du centre commercial du Polygone. Permettant le passage de l'ordre de 100 000 piétons par jour, la dalle du Triangle n'a pas fait l'objet de travaux lourds de reprise depuis l'achèvement de l'ensemble immobilier en 1977.

La création de Montpellier Méditerranée Métropole et le transfert associé de la compétence « espace public – voirie » a entraîné de plein droit la reprise des droits et obligations de la Ville par la Métropole, tirés de la servitude de passage du 10 avril 1975. Le droit de passage piétons, opérant sur les différents niveaux des parties communes du Triangle, et le droit de passage pour les véhicules de secours et de service exclusivement dévolu au niveau 35,30 m NGF dit « Triangle Haut », sont notamment consentis moyennant l'entretien, la réfection et l'éclairage des parties grevées.

La copropriété de l'ensemble immobilier du Triangle conserve pour sa part l'ensemble des obligations liées aux travaux, à l'entretien et la gestion de tout autre espace, en ce compris toutes les sous-faces du revêtement de l'allée Jules Milhau.

La copropriété, face au constat de l'usure des dispositifs d'étanchéité de la dalle dont l'entretien lui incombe, étudie à ce jour des solutions techniques en vue de réaliser les importants travaux de

reprise nécessaires. Le lancement d'une première phase d'études techniques visant cet objet est envisagé lors de l'assemblée générale extraordinaire de copropriété qui s'est réunie le 29 novembre dernier.

Par une volonté partagée des partenaires riverains de l'allée Jules Milhau de participer à un projet de requalification urbaine, tenant l'état fortement dégradé des surfaces vues et des sous-faces de l'allée, la SNC « Le Polygone », copropriétaire de l'ensemble immobilier du Polygone et spécialement intéressée par l'opération qui dessert l'entrée principale du centre commercial du Polygone dont elle est copropriétaire, a proposé à la Métropole de participer financièrement à l'opération dans la mesure où celle-ci s'engagerait à procéder aux études et travaux de réfection du revêtement de la dalle du Triangle et des accessoires qui lui incombent.

Au stade actuel des études de programmation, le montant total prévisionnel d'opération qui devrait être entièrement à la charge de la Métropole, est estimé à 2 053 752 € HT.

La SNC « Le Polygone » a proposé à la Métropole d'apporter son offre de concours financier à cette opération à hauteur de 50 %, laissant à la charge de la Métropole 1 026 876 € HT.

En complément du cofinancement de la SNC Le Polygone, accepté par délibération du conseil de Métropole le 27 novembre dernier, considérant les enjeux spécifiques de cette opération pour le centre-ville de Montpellier, il est proposé que la Ville abonde par sa propre participation ce reliquat à hauteur de 49 % du montant de 1 026 876 € HT, soit 503 169,24 € HT prévisionnels.

Le programme prévisionnel de l'opération porte principalement sur les études techniques et travaux relatifs à la réfection du revêtement de la dalle, au réaménagement des jardinières et du mobilier urbain et au cofinancement des primes d'assurances associées.

Le montant du fonds de concours à percevoir par Montpellier Méditerranée Métropole au titre de cette opération n'excèdera donc pas, en conséquence, la part de financement de la Métropole, hors cofinancement de tiers.

Le montant versé par la Ville sera réévalué en fonction du coût définitif HT de l'opération tel qu'il découlera du décompte général définitif et en respect du prorata fixé.

Le projet de convention joint détermine les modalités de versement dudit fonds de concours.

En conclusion, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement d'un fonds de concours de la Ville à Montpellier Méditerranée Métropole en vue de réaliser l'opération de réfection de l'allée Jules Milhau à hauteur de 49 % du reliquat d'opération à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes de la convention de fonds de concours entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole jointe en annexe et d'en autoriser la signature ;
- de dire que les crédits nécessaires aux dépenses seront inscrits au budget de l'exercice 2019 ;
- d'autoriser le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0

Abstention : 0

9. FONCIER

Cession à Montpellier Méditerranée Métropole

Parcelle cadastrée BT 57

13 avenue du Professeur Grasset

La Ville est propriétaire apparent de la parcelle cadastrée BT 57, d'une superficie de 31 m², située 13 avenue du professeur Grasset, en nature de terrain nu.

Cette parcelle est intégrée à l'assiette foncière de l'ancienne maternité Grasset, ancienne propriété du CHU de Montpellier acquise récemment par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du projet d'aménagement du futur conservatoire à rayonnement régional.

Le conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique placé sous le contrôle pédagogique du ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Equipement culturel majeur du territoire métropolitain, le label de conservatoire à rayonnement régional a été renouvelé par le Ministère de la Culture et de la Communication en 2015.

L'enseignement dispensé actuellement par le Conservatoire est éclaté sur divers sites de Montpellier, principalement 14 rue Eugène Lisbonne et 3 rue de Candolle. Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent complexes aujourd'hui le développement de l'activité du conservatoire, le confort des activités d'enseignement et de diffusion, et la garantie, à terme, du maintien du label national. Tenant compte de ce constat et dans la perspective d'affirmer le Conservatoire comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés et mis aux standards de l'enseignement spécialisé.

Le 21 avril 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a conclu avec la société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), un mandat pour la réalisation de l'opération d'aménagement du conservatoire à rayonnement régional sur le site de l'ancienne Maternité Grasset à Montpellier sise 13 avenue du Professeur Grasset.

Il est donc proposé de céder cette parcelle à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la réalisation de ce projet. Ce terrain de faible emprise a été évalué à 1 860 euros (mille huit cent soixante euros), suivant avis du 11 octobre 2017 des services fiscaux.

Par anticipation, il est également proposé que Montpellier Méditerranée Métropole, son aménageur ou tout tiers habilité par lui, soit autorisé, en tant que de besoin et avant régularisation de la présente cession, à procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme et de se les voir octroyées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle cadastrée BT 57, d'une superficie de 31 m², située 13 avenue du professeur Grasset et en nature de terrain nu, au prix de 1 860 euros nets vendeur (mille huit cent soixante euros) ;
- d'autoriser l'acquéreur ou tout tiers habilité par lui à déposer en tant que de besoin et avant cession, les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires et de se les voir octroyées ;
- de demander au notaire de l'acquéreur et à ses frais, de procéder à la rédaction de l'acte authentique de vente ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 7 abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 7 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Patrick VIGNAL, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRECHE).

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

Monsieur Pascal KRZYZANSKI sort de séance.

10. FONCIER

**Convention de servitudes de passage et d'exploitation d'un réseau électrique souterrain de
RTE (Réseau de Transport d'Electricité)
Liaison à 225 kV Quatre Seigneurs - Saumade
Propriétés de la Ville cadastrées AI 1, 82, 86, AK 164, 199, 37 et AZ 32**

Par arrêté ministériel du 18 mai 2015, la réalisation de la liaison souterraine à 225 000 volts entre les postes des Quatre Seigneurs et de Saumade a été déclarée d'utilité publique.

Cette nouvelle liaison est stratégique pour le territoire de la Ville et son développement afin de répondre aux prévisions de consommation prévues sur la Métropole et d'éviter une rupture d'alimentation électrique en cas d'avarie.

Dans ce cadre, la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) propose à la Ville la signature de conventions de servitude de passage de réseaux sur certaines de ses propriétés en vue de permettre l'établissement et l'exploitation de cet ouvrage.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Cadastre	Lieux-dits	Indemnités	Commentaires
AI 1	Bords de la Lironde	5010 € pour les trois parcelles	Cheminement non aménagé
AI 82	Bords de la Lironde		
AZ 32	Rue Chicoyneau de Lavalette		Accès Palais des Sports René Bournol
AI 86	Avenue d'Agropolis	652 €	Bail à FDI Habitat
AK 164	Avenue d'Agropolis	141 €	
AK 199	Avenue d'Agropolis	1078 €	Bail Région Occitanie
AK 37	Avenue du Val de Montferrand	7165 € + 18 522 € de coupe d'arbres	Zoo de Lunaret

Ce parcellaire est constitué de dépendances du domaine public. A ce titre, les conventions de servitudes devront mentionner l'article L. 2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques, à savoir : « des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du code civil, peuvent grever des biens des personnes publiques mentionnés à l'article L. 1, qui relève du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent ».

Le projet de ligne à haute tension RTE paraît compatible avec l'affectation du domaine public amené à le supporter, sous certaines réserves qu'il est proposé au Conseil municipal de conditionner :

D'une part, certaines des parcelles propriétés de la Ville font l'objet de baux emphytéotiques passés avec l'Etat en 1980, Etat qui a procédé à des cessions partielles de ses droits au bénéfice de FDI Habitat sur la parcelle AI 86 et de la Région Occitanie sur la parcelle AK199. Il est convenu, qu'outre l'accord de la Ville propriétaire, RTE fera son affaire personnelle des accords des emphytéotes et ayants-droits nécessaires avant réalisation des travaux.

D'autre part, en prévision du passage de la future 5^{ème} ligne de tramway par l'avenue d'Agropolis, une ligne souterraine de transport d'électricité de 63 kV existante devra être déviée.

Il est proposé que ce dévoiement intervienne par anticipation dans la tranchée qui sera réalisée pour la ligne 225 kV, sur les parcelles de la Ville cadastrées AK 199 et 164. Ce passage fera l'objet de deux conventions de servitudes spécifiques en parallèle de l'opération d'aménagement de la ligne 225 kV.

En outre, la réalisation des travaux sur la parcelle du zoo de Lunaret va faire l'objet d'une convention particulière, jointe en annexe de la présente délibération, tenant aux particularités de ce site, notamment du point de vue des conditions de surveillance, de compatibilité avec les cheminements publics et périodes d'affluence, de compatibilité avec les propres travaux d'aménagement et d'entretien du parc.

En dernier lieu, s'agissant de l'entrée du palais des sports René Bournol et de ses parkings, RTE s'engage à n'intervenir que sur les périodes précises qui seront validées par Montpellier Méditerranée Métropole, gestionnaire du site.

Ces conventions ayant pour objet de conférer à RTE des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L.323-4 du code de l'énergie, seront réitérées par actes authentiques devant le notaire choisi par RTE, tous frais inhérents à ces actes restant à la charge de RTE.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer, dans le cadre de la réalisation de la liaison souterraine à 225 000 volts entre les postes des Quatre Seigneurs et de Saumade, des conventions de servitudes au profit de RTE Réseau de Transport d'Electricité jointes à la présente délibération, sur les parcelles cadastrées AI 1, 82, 86, AK 164, 199, 37 et AZ 32 ;
- d'autoriser la Ville à signer, dans le cadre du dévoiement de la ligne souterraine de 63 kV, des conventions de servitudes au profit de RTE Réseau de Transport d'Electricité jointes à la présente délibération, sur les parcelles cadastrées AK 164 et 199 ;
- d'autoriser la Ville à signer la convention particulière de travaux dans le zoo de Lunaret jointe à la présente délibération ;
- de dire que les recettes relatives à la création de ces servitudes seront imputées au budget de la Ville ;
- de dire que les actes authentiques seront établis par le notaire choisi par la société RTE, tous frais inhérents au dossier étant à la charge de RTE ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

11. Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité

Préemption du fonds de commerce 1 rue d'Alger

Rétrocession à Monsieur Laurent CHAMOT

Création d'un bistrot à pâtes

Dans le cadre de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et de son décret d'application n° 2007-1827 du 26 décembre 2007, ainsi que de la loi de modernisation de l'économie n° 2008-776 du 4 août 2008, la Ville a décidé, par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par décision du 29 septembre 2015, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

Dans ce cadre, par décision en date du 19 décembre 2012, la Ville de Montpellier a décidé d'exercer le droit de préemption dont elle est bénéficiaire sur la cession du fonds de commerce de la SARL LE MEKONG, situé 1 rue d'Alger et cadastré section EW n°11, au prix proposé dans la déclaration de cession. A la suite de cette décision de préemption, la Ville est donc devenue propriétaire de ce fonds de commerce.

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal, par délibération du 15 décembre 2016, a initié la procédure de rétrocession du fonds de commerce du local situé 1 rue d'Alger et a approuvé le cahier des charges de la cession en vue de trouver un repreneur pour ce local.

La Ville souhaite renforcer l'attractivité de cette rue en diversifiant les activités commerciales et artisanales proposées.

Le local est situé à proximité de la tour de la Babote et du boulevard de l'Observatoire. La rue d'Alger assure la connexion entre le parking Saint Roch, la tour de la Babote et les halles Laissac, bientôt reconstruites, dans le prolongement avec les boulevards du Jeu de Paume et de l'Observatoire.

La situation privilégiée du local, aux croisées de deux axes reliant la gare, le parking Saint Roch et les halles Laissac, lui ouvre plusieurs possibilités dans le domaine des commerces dits traditionnels et de proximité, tels que traiteur, restauration, vente de pâtisserie et de pain, vente de produits alimentaires régionaux, chocolatier, confiseur, prêt à porter et accessoires de mode, maroquinerie, équipement de la maison, activités artistiques et artisanales et tous autres projets commerciaux de nature à apporter vitalité et animation.

L'appel à projet lancé par la Ville a permis le dépôt d'un dossier de candidature.

La candidature porte sur le projet de restauration de Monsieur Laurent CHAMOT, demeurant 570 rue de Bugarel à Montpellier, sous l'enseigne « LA FABRICA ». Le concept envisagé est la fabrication de pâtes fraîches et pâtes farcies avec un espace « bar à jambon et charcuteries fines italiennes », antipasti, bruschettas et risotto.

L'offre de Monsieur Laurent CHAMOT répond aux objectifs poursuivis par la Ville de Montpellier pour la rétrocession de ce fonds de commerce. Le projet commercial apparaît qualitativement satisfaisant et amène de la diversité dans l'offre « restauration » de ce quartier. L'objectif de ce professionnel est de créer un espace convivial et chaleureux à destination notamment des habitants du quartier. L'approche économique envisagée semble cohérente et le futur exploitant présente les qualifications requises pour l'exploitation d'un tel commerce.

L'offre en valeur est légèrement inférieure au montant initialement envisagée de 25 000 €. Le prix proposé est de 23 000 € mais conforme à l'évaluation des Domaines.

Considérant qu'après un premier appel à candidature infructueux, cette seconde procédure n'a généré qu'une candidature, il est proposé au Conseil municipal de retenir cet acquéreur.

La régularisation de la cession est toutefois conditionnée à l'accord exprès et écrit du bailleur sur le résultat de la consultation, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme. La vente sera donc affermée en fonction de la décision définitive du bailleur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession du fonds de commerce du local situé 1 rue d'Alger pour un prix de 23000 € net vendeur, à Monsieur Laurent CHAMOT ou toute société substituée, afin d'y exploiter une activité de restauration italienne ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

12. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcée par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération n° V2017/207, elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50 % de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021, les autres éléments du dispositif restant inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

« ANNE PONNELLE ESTHETIQUE » Gérante : Mlle Anne PONNELLE 4 rue du Général Maureilhan <i>Prime travaux pour mise en accessibilité P.M.R.</i>	Montant de la subvention : 500,00 €
SAS MCB FOOD, enseigne « STREET CROQUE » restauration Gérante : Mme Mariane BOURGEOIS 35 rue de l'Université Solde de la subvention, travaux conformes. - 4 496 € de subvention travaux, - 1 000 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée),	Montant de la subvention : 2 748,00 €
Enseigne « FEZ LAVERIE » Gérant : M. MLAK 13 rue du Pila Saint Gély 6 000 € de subvention travaux plafonnée 750 € de subvention MOE plafonnée 448 € de subvention et prime travaux pour mise en accessibilité P.M.R.	Montant de la subvention : 7 198,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ce dossier, le versement de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 10 446,00 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

13. Stationnement payant sur voirie
Convention de gestion des Forfaits de Post-Stationnement (FPS)
avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé
des Infractions (ANTAI) en cycle partiel

L'article 63 de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM), modifie les conditions de mise en place d'une politique de stationnement payant. Cette réforme, dite de « dépenalisation » ou de « décentralisation » du stationnement payant, entre en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Aujourd'hui, le stationnement est lié à l'exercice d'un pouvoir de police et son non-paiement immédiat est une infraction pénale d'un montant de 17€. Au 1^{er} janvier 2018, celui-ci devient une modalité d'occupation du domaine public et le non-paiement immédiat du stationnement est assimilé au choix de l'utilisateur d'un paiement immédiat ou d'un paiement postérieur au stationnement par l'intermédiaire d'un Forfait de Post-Stationnement (FPS) dont le montant est fixé par la collectivité locale.

Le Forfait de Post-Stationnement est donc dû au titre de l'occupation du domaine public, en cas de stationnement sur un emplacement payant de voirie. Il peut être édité par voie dématérialisée et géré par l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions.

L'amélioration de la qualité du service rendu à l'utilisateur étant une priorité pour la Ville, le système de verbalisation par voie électronique est d'ores et déjà mis en œuvre au sein de la collectivité et présente toutes les garanties de fiabilité nécessaires à la mise en œuvre du FPS.

Dans le cadre de la délégation de service public attribué à la société TAM par délibération du Conseil Municipal du 3 Novembre 2017, le délégataire propose à la ville d'opter pour un cycle partiel avec les services de l'ANTAI.

En effet, le cycle partiel permet la mise en œuvre d'un forfait de post-paiement minoré dans les 4 jours suivant l'émission de l'avis de paiement déposé sur le pare-brise du véhicule. En outre, il autorise le paiement du forfait de post-paiement jusqu'à 90 jours pour l'utilisateur qui le souhaite, auprès du délégataire, qui propose une diversité de moyens de paiement : horodateurs, bornes dans les agences, guichet, paiement par internet.

L'ANTAI n'intervient qu'à l'épuisement de ce délai de 90 jours pour obtenir un paiement forcé, majoré des frais de traitement étatique.

Pour information, le cycle complet, totalement dématérialisé, démarre de l'émission du FPS (sans notification sur le véhicule) et se termine par le paiement du FPS.

L'ANTAI propose, à la collectivité ayant instauré les droits de stationnement, de formaliser pour une durée de 2 ans, la procédure par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention, ci-jointe, entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions sur la base d'une procédure en cycle partiel ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tous les documents afférents à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur COUSQUER, Madame DASYLVA, Monsieur KRZYZANSKI, Madame MIRALLES, Monsieur BOUMAAZ ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? 9. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 9 voix (Robert BEAUFILS, Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Patrick VIGNAL, Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRECHE).

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Stéphanie JANNIN, Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ).

14. Mise à disposition à titre gratuit des salles dans les Maisons pour tous

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2017/2018, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 20 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 29731 €

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : ATG : 140€, Ma vie : 110€, La voix source : 245€, Aziyade : 110€, Médit et vous : 140€, Réseau rencontre : 245€

MPT CHOPIN : Espahis : 165€, Animation création culture origami : 140€, Cis Cantuscant : 110€, Smartfr : 140€

MPT COLUCCI : Collectif du manoir : 165€, Des mains pour le faire : 165€, Flying move 165€, 3mtd : 350€, Mosaïque des hommes et des jardins : 140€

MPT LAGRANGE : Association Allons enfants : 25851€

MPT SAND : Rire : 350€, Association de gymnastique fondamentale : 300€, Country patchwork : 245€

MPT VIAN : Body sport la Rauze : 455€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3795€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier TASTAVIN : 220€, Musika : 220€, Ecole de judo de Montpellier : 220€, Escadron Hérault : 660€

MPT CURIE : Etoile solidaire : 110€, Paroisse St Paul : 110€

MPT ESCOUTAIRE : Comité de quartier Mion Association : 55€, Jasmin d'orient : 110€

MPT LAGRANGE : Art création Chorale : 440€, Amicale des catalans de Montpellier : 220€, Afrikante : 440€

MPT MERCOURI : Eurogrèce : 110€, Pyramide : 220€

MPT RICOME : Atout clowns : 110€

MPT PAGNOL : Les randonneurs Montpelliérains : 220€, CPNCM : 220€, Association nationale des PTT : 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous, approuvé lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

15. Modifications de la carte scolaire à la rentrée de septembre 2018

L'article 80 de la loi du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales impose au Maire de soumettre au Conseil municipal les modifications concernant la carte scolaire.

Lors de l'inscription scolaire d'un enfant dans une école publique, sous la responsabilité de la commune, les familles doivent se conformer à cette délibération et un certificat d'inscription leur est alors délivré.

Des modifications de la carte scolaire doivent être opérés pour la rentrée scolaire 2018 avec l'ouverture de l'école primaire Germaine RICHER dans le quartier d'Ovalie.

La nouvelle école primaire Germaine RICHER, prévue à terme pour 15 classes, ouvrira partiellement dès la rentrée 2018 (6 ou 7 classes) et accueillera tous les niveaux scolaires, de petite section au CM2.

Ceci permettra de rééquilibrer les effectifs scolaires des écoles de proximité et notamment ceux de l'école primaire Olympe de Gouges prévue pour 15 classes mais qui en accueille aujourd'hui 19. Le nombre de classes de cette dernière redescendra à 17 par le transfert de 2 classes à l'école Germaine RICHER. (1 maternelle et 1 élémentaire).

Monsieur le Directeur Académique des services de l'Education Nationale est informé de ces modifications qu'il pourra accompagner, le moment venu, des évolutions de postes d'enseignants nécessaires.

Environ 80 élèves sont concernés par cette modification de carte scolaire et sont uniquement ceux demandant une nouvelle demande d'inscription : les petites sections et Cours Préparatoire.

De plus, 463 nouveaux logements seront livrés sur les ZAC en construction : Ovalie et Grisettes ce qui amènera environ 86 élèves de plus à l'école RICHER.

Excepté la création du périmètre de l'école G RICHIER, quelques ajustements entre le périmètre du groupe scolaire PAGNOL/VOLTAIRE et le groupe scolaire AQUITAINE/RONSARD ont également été décidés pour un meilleur équilibre des effectifs. (Environ 20 élèves sont concernés). Ces chiffres sont théoriques et ne tiennent pas compte d'éventuels rapprochements de fratries (voir annexe).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De valider les nouveaux périmètres scolaires présentés qui entreront en vigueur à la rentrée 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe au Maire déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications auprès du rapporteur ? Je mets aux voix.
Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0

Abstention : 0

16. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature.

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L 212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) de l'école.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L 2122-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature et de la mentionner sur le compte administratif de la Ville et de l'association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	Ecole mise à disposition	Montant en € de la subvention en nature
Secourisme Sauvetage Montpelliérain	109 rue François Henry d'Harcourt Appartement 22 34070 Montpellier	Jacques BREL	1 350
A.E.H.P.I. L.R. Assoc. pour L'Epanouissement des Hauts Potentiels Intellectuels. LR	438 rue de Foncarade Résidence La Fontaine Bât C 34070 Montpellier	Paul LANGEVIN	540
AÏKIKAN	8 impasse du Petit Houx 34070 Montpellier	Jacques BREL	960

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- De prévoir que la convention comportant l'engagement d'appliquer le Plan particulier de Mise en Sécurité (PPMS) soit signée par toutes les associations préalablement autorisées à bénéficier d'une mise à disposition de locaux pour l'année scolaire 2017/2018.
- D'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au Compte Administratif de la Ville et aux comptes de l'association.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2.
Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

17. Appel à projets pour la définition et la réalisation d'activités pendant l'été 2018 dans le quartier de la Mosson

Le sport est un véritable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de nos concitoyens. La disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs conditionnant l'accès à la pratique sportive. Dans les quartiers relevant de la politique du contrat de ville, les obstacles culturels liés à la faible mobilité des habitants, le poids du cadre familial sur la pratique des jeunes filles et un accès difficile aux aides financières, sont autant de difficultés pour accéder à l'offre sportive proposée sur le territoire.

Ainsi, la Ville de Montpellier a mis en place un programme permettant à chacun quel que soit son âge, de pratiquer l'activité de son choix près de chez lui, grâce à l'important tissu associatif. Ces associations sont aussi partenaires des projets d'utilité publique comme celui d'encadrer des enfants de la Mosson pendant l'été. Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier vont contribuer au même titre que les associations à rendre ce projet le plus accessible possible.

Le projet consiste à organiser pour un euro par stagiaire, des animations en direction des enfants et adolescents du quartier de la Mosson et se définit ainsi :

- Le premier projet repose sur deux temps d'animations de 15 h à 17 h 30 pour un groupe d'enfants de 8 à 14 ans, qui devront préalablement s'inscrire à la piscine. Un groupe sera inscrit sur des activités nautiques, pendant que l'autre groupe participera à des activités sportives sous les coursives du stade de la Mosson avec possibilité d'accéder au petit stade de jeu à 13. Une permutation entre les deux groupes dans l'après-midi permettra à ce que tous les enfants puissent profiter au maximum de la totalité des actions.
Le déplacement des enfants sera sous la responsabilité des agents de médiation de la piscine, renforcés par une partie des éducateurs des clubs retenus suite à l'appel à projet
- Le second projet proposera gratuitement à tous les jeunes du quartier de la Mosson, dans la limite des capacités d'accueil des activités, des animations sportives et culturelles adaptées aux adolescents dans le gymnase Jean Bouin et ses plateaux sportifs annexes.

La participation cette année de deux Educateurs Sportifs de la ville de Montpellier permettra d'assurer l'accompagnement et l'animation des enfants sur les deux projets.

Dans le cadre de l'appel à projet, les associations pourront présenter un projet s'inscrivant dans un cadre général afin de répondre aux objectifs définis ainsi :

- assurer des animations de qualités pour les enfants,
- créer une passerelle entre les clubs et les usagers en favorisant une éventuelle adhésion,
- proposer des activités de découvertes des différentes pratiques sans objectif de performance,

- privilégier la mixité,
- proposer des activités sportives gratuites et les plus diversifiées possibles,
- assurer une veille sur les enfants en difficulté dans les activités nautiques.

Les associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local pourront présenter des réponses adaptées en définissant librement le contenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'appel à projet relatif à la définition et la réalisation d'une zone urbaine sportive pour l'année 2018, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance.

Mesdames Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Séverine SCUDIER et Monsieur Cédric de SAINT JOUAN sortent de séance.

18. Dénomination des voies et espaces publics

QUARTIER CROIX D'ARGENT

Estanove / EAI

La reconversion de l'ancienne Ecole d'Application d'Infanterie (E.A.I), située à l'Ouest de Montpellier au cœur du parc Montcalm, se traduit par un programme d'aménagement mixte.

Le programme de l'opération comprend la réalisation de 2500 logements, 30 000m² d'activités et commerces de proximité, l'aménagement d'un parc de 20 hectares, d'un groupe scolaire et d'une crèche. Ce projet va s'accompagner de la création d'un réseau viaire présenté en annexe de la délibération et qu'il convient de dénommer.

Nous proposons de dénommer la rue reliant la rue des Chasseurs au cœur du projet (rue n°1):

**Rue Laurent François
(1932-1954)
Première victime de
l'insurrection algérienne**

Né le 6 février 1932 à Picard et mort le 1^{er} novembre 1954 à Mostaganem, Laurent François est la première victime de l'insurrection algérienne. Ce 1^{er} novembre 1954, François Laurent est abattu

alors qu'il allait prévenir la gendarmerie de Cassagne d'une attaque terroriste imminente. C'est grâce à son intervention et à celle de son ami Jean François Mendez que l'attaque de la Gendarmerie a tourné court et nul ne sait quelle ampleur les événements auraient pris si celle-ci avait réussi.

Les attentats de la « Toussaint Rouge » ont très peu de retentissement dans l'opinion française et la presse métropolitaine en fait à peine écho. Ils n'en marquent pas moins le début de la guerre d'Algérie, qui durera 7 ans, 8 mois et 4 jours qui ont marqué durablement les esprits et les cœurs des deux côtés de la méditerranée. On comptera dix morts et de nombreux blessés ce 1^{er} novembre 1954.

~

Nous proposons de dénommer la rue débutant au milieu de la précédente et rejoignant l'ancienne place d'armes (rue n°2):

**Rue Lydie Bénichou
(1934-2015)
Militante associative montpelliéraine**

Lydie Bénichou est née à Tlemcen en 1934 et décédée le 28 décembre 2015. Elle fait ses études à Tlemcen et obtient son Certificat d'Aptitude Pédagogique et est nommée institutrice.

Arrivée à Montpellier, elle s'intéresse à la création du mouvement SIONA dans lequel elle va militer de nombreuses années et devenir vice-présidente nationale et déléguée régionale. A l'occasion du congrès national, elle est faite citoyenne d'honneur de la ville de Montpellier.

Elle organise le premier Yom Yerushalaim à Montpellier.

Au cours d'un voyage parlementaire en Israël, Georges Frêche la chargea d'étudier la possibilité d'un Jumelage Montpellier - Tibériade qui sera réalisé quelques mois plus tard en 1983.

~

Nous proposons de dénommer l'allée (n°3) commençant au bout de la rue n°1 et traversant l'ancienne place d'armes (jusqu'à la voie n°8) :

**Allée Léonor Fini
(1908-1996)
Artiste peintre et écrivaine**

Née à Buenos Aires en 1908, élevée dans une famille bourgeoise de Trieste. Arrivée à Paris en 1937, elle fréquente le cercle très fermé des surréalistes sans jamais réellement appartenir à leur groupe.

Puis elle crée son propre style. Son inspiration est à la fois onirique, érotique et ésotérique. Elle peint aussi des portraits et réalise beaucoup de lithographies et de gravures à l'eau forte. Elle illustre de nombreux livres ou poèmes, réalise des décors et costumes de théâtre. Elle écrira en 1977 un livre entièrement dédié à sa passion des chats : « Miroir des Chats ».

~

Nous proposons de dénommer l'espace piéton (n°4) entre l'allée précédente et la future voie n°5 :

**Place Sonia Delaunay
(1885-1979)
Artiste peintre**

Sonia Delaunay, née Sophie Stern, née le 14 novembre 1885 à Gradizhsk en Ukraine et morte le 5 décembre 1979 à Paris est une artiste peintre française, d'origine ukrainienne. Elle figure parmi les pionnières de l'abstraction. Elle laisse derrière elle une œuvre abondante qui comprend aussi des tissus imprimés, des livres d'artistes et des robes de haute couture.

~

Nous proposons de dénommer la rue (n°5) reliant la rue n°6 à la rue n°8 :

**Rue Frida Kahlo
(1907-1954)
Artiste peintre**

Magdalena Frida Carmen Kahlo Calderón ou Frida Kahlo, née le 6 juillet 1907 à Coyoacán au Mexique et morte le 13 juillet 1954 dans la même ville, est une artiste peintre mexicaine. Victime d'un accident de la route alors qu'elle était jeune étudiante, elle souffre jusqu'à sa mort des séquelles de ces blessures. Epouse du célèbre peintre Diego Rivera avec qui elle entretient une histoire d'amour tumultueuse tant passionnée qu'artistique.

Pendant ces 29 années, elle fera preuve d'un formidable appétit de vivre. Féministe, communiste, anticonformiste en peinture comme en amour. Elle meurt à 47 ans, le 13 juillet 1954, après un dernier tableau, l'un de ses plus colorés, intitulé : "Viva la vida"

~

Nous proposons de dénommer la rue (n°6) reliant la rue n°5 à la rue n°7 :

**Rue Raymond Campourcy
(1940-2017)
Horticulteur paysagiste**

Raymond Campourcy est né en 1940 et il décède subitement le 4 Juin 2017. Il grandit dans une famille d'accueil aimante à Montpellier.

Il fait des études d'horticulteur paysagiste et après un passage aux entreprises Sarivière, entre dans l'administration. A l'E.A.I. il a participé à la création de nombreux espaces verts puis a continué à l'ECAT aujourd'hui devenu internat d'excellence.

Installé depuis toujours dans le quartier Croix d'Argent, il a participé activement à la vie associative : membre actif de la fédération de parents d'élèves, président de l'AEPAPE (association d'anciens pupilles de l'Etat), président du Comité de Montpellier de la F.N.A.C.A et trésorier de l'association de quartier Croix d'Argent +.

~

Nous proposons de dénommer la rue (n°7) reliant la rue n°6 à la rue n°8 :

**Rue Dora Maar
(1907-1997)
Photographe et peintre**

Henriette Theodora Markovitch, née le 22 novembre 1907 à Paris et morte le 16 juillet 1997 à Paris, est une photographe et peintre française, connue sous le pseudonyme de Dora Maar. Engagée fasse au fascisme montant des années 30, elle est signataire du tract « Appel à la lutte » d'André Breton. Muse de Pablo Picasso, elle photographie les étapes successives de la création de Guernica participant ainsi au processus de création du peintre. Sa peinture, plus intime, restera dans son atelier et ne sera découverte par tous qu'après sa mort. Par choix, après sa séparation d'avec

Picasso, elle vit pauvrement, recluse, coupée volontairement de ses anciens amis.

~

Nous proposons de dénommer la rue (n°8) reliant la rue n°7 à la rue n°5 :

**Rue María Blanchard
(1881-1932)
Artiste peintre**

María Blanchard, née le 6 mars 1881 à Santander, et morte à Paris le 5 avril 1932, est une artiste-peintre espagnole de l'École de Paris. Elle est handicapée par une très lourde difformité physique, provoquée par une chute de sa mère enceinte, dont elle souffrira jusqu'à sa mort. Elle doit sa renommée à sa peinture cubiste. En 1927, elle s'engage dans le catholicisme, songe à entrer dans un couvent. En 1931, Paul Claudel lui dédie un poème inspiré d'un de ces tableaux : San Tarcisius, le patron des enfants de chœur.

~

Nous proposons de dénommer l'axe central (n°9) du projet traversant l'ancienne place d'armes :

**Mail Pierre Mauroy
(1928-2013)
Homme politique français**

Pierre Mauroy, né le 5 juillet 1928 à Cartignies et mort le 7 juin 2013 à Clamart, est un homme politique français.

Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, Pierre Mauroy se lance très vite dans la vie militante avec les jeunesses socialistes (1944) dont il devient secrétaire général (1950-1958). Fondateur des Club Léo Lagrange (1951), il intègre le bureau du parti socialiste SFIO en 1963 qui le désigne secrétaire général adjoint en 1966. Dans sa région natale du Nord, il est élu conseiller général (1967), puis député du Nord (1973-1992), puis maire de Lille (1973), mandat qu'il occupe jusqu'en 2001. Il joue un rôle central dans la mise en œuvre de l'Union de la gauche qui permet à François Mitterrand d'être élu président de la République en 1981.

Il est nommé Premier ministre du premier gouvernement de la gauche (mai 1981-juillet 1984). Il occupe ensuite les fonctions de Premier secrétaire du Parti socialiste (1988-1992). Il est élu président de la communauté urbaine de Lille (1989). Elu sénateur du Nord en 1992, il préside également l'Internationale socialiste.

~

Nous proposons de dénommer la place (n°10) située au milieu du mail précédent:

**Place Niki de Saint Phalle
(1930-2002)
Artiste franco-américaine**

Niki de Saint Phalle, née Catherine Marie-Agnès Fal de Saint Phalle, à Neuilly-sur-Seine dans les Hauts-de-Seine, le 29 octobre 1930 et morte à La Jolla, comté de San Diego, Californie (États-Unis) le 21 mai 2002, est une plasticienne, peintre, sculptrice et réalisatrice de films.

Elle est une des rares femmes mondialement connue pour ses sculptures monumentales. Ses « Nanas » avec leurs formes généreuses, leurs tailles impressionnantes et leurs couleurs vives exprimant la joie de vivre en sont l'illustration la plus connue. Son œuvre, bien que traitant de sujets différents, suit une ligne commune : transcrire systématiquement dans son travail les épisodes de sa vie a commencé par les blessures de son enfance.

Niki de Saint Phalle a soutenu plusieurs causes notamment celle des Noirs américains, celle de la libération des femmes du patriarcat ou encore celle des malades atteints du sida.

~

Nous proposons de dénommer la rue (n°11) reliant la rue n°8 à la rue de la Croix du Capitaine :

**Rue Robert Lafon
(1905-1980)
Psychiatre**

Robert Lafon est né à Marseillan dans l'Hérault en 1905 et mort en 1980 à Montpellier Professeur titulaire de la chaire de clinique des maladies mentales et nerveuses à la faculté de médecine de Montpellier (en 1964). - Membre fondateur de l'institut de psychopédagogie médico-sociale de Montpellier. Au-delà de ces missions, il se consacra à la création et au développement de structures destinées à accueillir les enfants handicapés mentaux. Il mit en place de nombreux centres et créa, en 1943, la première école française d'éducateurs spécialisés (instituts de Psychologie Médico-Social). Il présida le Centre chargé de l'Enfance et de l'Adolescence Inadaptée. Pour toutes ces réalisations il obtint le prestigieux prix Kennedy des mains du Président Johnson. Grace à ce prix, il fit construire les Ateliers Kennedy Centre d'Aide par le Travail (CAT) et fut à l'origine du CAT des Compagnons de Maguelone. Auteur d'ouvrages de référence, retraité, il créa à Montpellier l'Université du Tiers Temps ouvrant pour la première fois en France des enseignements diversifiés à l'attention des seniors.

~

Nous proposons de dénommer la rue (n°12) reliant la rue n°11 à la rue de la Croix du Capitaine :

**Rue Germaine Richier
(1902-1959)
Sculptrice française**

Germaine Richier, née le 16 septembre 1902 à Grans, et morte le 31 juillet 1959 à Montpellier, est une sculptrice française. Issue de l'Ecole des Beaux-Arts de Montpellier, elle est l'élève du sculpteur montpelliérain Louis Jacques Guigues. A partir de 1940, l'artiste traduit dans son travail son malaise devant la guerre et sa vision tragique d'une société en décomposition. Germaine Richier façonne alors des hommes et des animaux effrayants et pétrifiés, des créatures fantastiques d'une époque que l'on ne peut définir, mais qui n'est autre que l'époque contemporaine au sculpteur.

En 1950, son « Christ crucifié », métaphore de toutes les tourmentes, fait scandale lors de son accrochage dans le chœur de l'église du plateau d'Assy (Haute-Savoie, France). Elle obtient le premier prix de Sculpture à la Biennale de Sao Paulo en 1951. Dans les années 50, Germaine Richier reprend ses êtres hybrides et joue avec la couleur et la matière. Elle réalise des bronzes et des plâtres polychromes.

QUARTIER CENTRE HISTORIQUE

Beaux-Arts :

A l'occasion d'un permis de construire, un espace public va être créé au droit de la rue du 81^{ème} d'Infanterie au niveau des futures archives municipales. Nous proposons de le dénommer :

**Allée du Chancelier Maupeou
(1714-1792)
Magistrat et homme d'État**

René Nicolas de Maupeou est né le 25 février 1714 à MONTPELLIER où il est baptisé à la cathédrale Saint Pierre 2 jours après. Son parrain et grand-père est le célèbre intendant de la Province du Languedoc de 1685 à 1718, Nicolas Lamoignon de Basville ; Premier Président du Parlement de Paris en 1763 et Chancelier de France en 1768, René Nicolas de Maupeou conduit en 1711 une réforme abolissant la vénalité des offices et morcelant l'immense ressort du Parlement de Paris.

En 1774, après la mort de son grand-père, Louis XVI rappelle les Parlements et retire les sceaux à Maupeou. Il conservera toutefois son titre de Chancelier de France jusqu'à sa mort en 1792.

QUARTIER PORT MARIANNE

Cambacérès / Gare Montpellier Sud de France

Au cœur du quartier Cambacérès, la gare Sud de France est en cours de construction. Nous proposons de dénommer son parvis :

Parvis Melvin Jones

(1879-1961)

Fondateur du Lions Club International

Melvin Jones, dont la devise « On ne peut aller bien loin dans la vie si l'on ne commence pas par faire quelque chose pour quelqu'un d'autre » est né le 13 janvier 1879 à Fort Thomas dans l'Arizona et est décédé le 1^{er} juin 1961. C'est dans cet esprit qu'il fédère des représentants de clubs d'hommes d'affaires à Chicago pour poser les bases d'une organisation : le Lions Clubs International qui voit le jour le 7 juin 1917. Il consacrera sa vie à cette organisation philanthropique dont les membres organisent des activités de levée de fonds et encouragent le volontariat pour des actions sociales locales, nationales ou internationales.

Parc Marianne

A l'occasion d'un permis de construire une rue va être créée entre l'avenue du Mondial 98 et la rue de la Cavallade, nous proposons de la dénommer :

Rue Yves Bonnefoy

(1923-2016)

Ecrivain français

Yves Bonnefoy, né à Tours le 24 juin 1923 et mort à Paris le 1^{er} juillet 2016, est un poète, critique d'art et traducteur français. Outre de nombreuses réflexions philosophiques ou critiques et maints travaux de traducteur, il est considéré comme un écrivain et poète majeur, laissant à la postérité une centaine de livres. Son œuvre est traduite en 32 langues. Il sera titulaire d'une chaire d'études comparées de la fonction poétique au Collège de France à partir de 1981. Il recevra de nombreux prix saluant son œuvre depuis son premier recueil de poèmes « *Du mouvement et de l'immobilité de Douve* » jusqu'à sa traduction de 24 sonnets de Pétraque « *Je vois sans yeux et sans bouche je crie* » en 2012.

Consuls de mer

A l'occasion de la réalisation des voies et espaces publics de la dernière phase de réalisation de la ZAC Consuls de Mer, il convient d'identifier les différentes allées. Nous proposons de dénommer l'allée reliant la rue des Acconiers au bassin d'orage :

**Allée des Cirses
de Montpellier**
(*Cirsium monspessulanum*)

~

Nous proposons de dénommer l'allée reliant l'avenue Germaine Tillion à cette dernière au droit de l'allée Adrienne Bolland :

**Allée des Astragales
de Montpellier**
(*Astragalus monspessulanus*)

~

Nous proposons de dénommer l'allée parallèle à la précédente :

**Allée des Erables
de Montpellier**
(*Acer monspessulanum*)

~

Nous proposons de dénommer la voie permettant d'accéder au parking de l'Hôtel de Ville :

**Allée des Cistes
de Montpellier**
(*Cistus monspeliensis*)

~

Nous proposons de dénommer l'allée aménagée en rampe d'accès pompier reliant l'hôtel de Ville au parc :

**Allée des Aphyllanthes
de Montpellier**
(*Aphyllanthes monspeliensis*)

Odysseum

La place du XX^{ème} siècle à Odysseum s'inscrit dans la volonté de créer de véritables agoras dans la ville et de jalonner les lieux de références historiques.

En plaçant des œuvres dans l'espace public, « chacun est invité à s'impliquer, à revenir au sens premier de la cité, en prolongeant son expérience visuelle par une réflexion personnelle ». Elle accroche leurs regards pour les ouvrir sur l'histoire et la culture, qu'il s'agisse des œuvres d'art contemporain qui agrémentent la ligne 1 de tramway ou aujourd'hui sur cette place. Les dix statues en bronze de 3 mètres de hauteur représentent des leaders majeurs de mouvements politiques qui ont marqué le siècle. Il est proposé d'officialiser cette dénomination en dénommant cette place :

**Place du
XX^{ème} siècle**

QUARTIER HOPITAUX FACULTES **Parvis de la nouvelle Faculté de Médecine**

Par une délibération en date du 28 septembre 2017, le Conseil a dénommé le parvis de la nouvelle faculté de médecine :

Parvis Simone Veil
(1927-2017)
Femme politique française

Après concertation avec la famille, il est proposé de le dénommer :

Parvis Simone VEIL
(1927-2017)
1er Président du Parlement Européen
élu au suffrage universel

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

Monsieur le Maire : Nous proposons de dénommer la rue reliant la rue des Chasseurs au cœur du projet (rue n°1): Rue Laurent François (1932-1954) Première victime de l'insurrection algérienne. Je salue les membres de sa famille qui sont présents à la tribune.

Patricia MIRALLES : Mesdames Messieurs, chers collègues, Monsieur le Maire, l'histoire a retenu que la première victime de l'insurrection algérienne a été Guy Monnerot. En réalité, c'est bel et bien Laurent François, né le 6 février 1932 à Picard près de Mostaganem et assassiné le 1^{er} novembre 1954 à 1h30. Il avait 22 ans. Il a été inhumé le 4 novembre, au cours d'une simple cérémonie où Picard et les villages voisins étaient venus rendre un dernier hommage à cet enfant du pays. Permettez-moi de rétablir la vérité. En réparant une erreur de l'histoire. Et de prendre le temps de détailler cette sombre soirée. Laurent François, 22 ans, à peine libéré de son service militaire Jean-François Mendez, toujours vivant, 20 ans, tous les deux originaires de Picard, reviennent après minuit en quatre chevaux d'une soirée dansante passer au Grand hôtel de Mostaganem. Ils ont décidé de faire un détour par Cassaigne par la route nationale 11 parce qu'elle est en chantier. Sur leur destination, se trouve la ferme Monsonogo. Soudain, il voit surgir un homme. Il leur crie d'aller chercher du secours. La 4L stoppe, Jean-François ouvre la portière. Deux coups de feu claquent, l'homme s'enfuit dans les vignes. Laurent François sera touché au front. Il redémarre la voiture pour partir prévenir la gendarmerie de Cassaigne. Il court pour prévenir les gendarmes quand, soudain, un coup de feu retentit. Laurent, dans la lumière du phare, est atteint à la tête et s'écroule. Deux autres tirs, quasi simultanés, visent Jean-François qui s'était jeté à terre et s'acharnait à cogner du pied au portail de la gendarmerie. La prison, toute voisine, s'éclaire, les terroristes se sachant découverts décrochent. Malheureusement, Laurent François meurt. Les gendarmes découvriront que des explosifs avaient été déposés au pied du transformateur électrique qui alimentait plusieurs villes. Si l'entreprise avait réussi, Ouillis, Bosquet, Lapasset, Picard et Cassaigne auraient été plongés dans l'obscurité. Des échelles, sur le mur de la gendarmerie, attendaient les terroristes. Le téléphone avait été coupé. Ces actions terroristes concertées ont été déjouées par des actes de civisme et de courage simultanés, par une heureuse providence. Leurs auteurs ont droit à notre éternelle reconnaissance.

Laurent François aurait pu s'enfuir et rentrer chez lui. Mais, grâce à son courage, il évita une effusion de sang plus importante. Laurent François ne possédait pas de stèle, ni rue, ni plaque, ni

place, en France, rappelant son sacrifice. Son ami Jean-François a obtenu des autorités qu'il soit enfin reconnu mort pour la France. C'est pour cela que je tenais aujourd'hui à honorer Laurent François, cet oublié de la République. Monsieur le Maire, par cette dénomination de rue, vous accomplissez ce devoir de mémoire qui vous est cher, et vous rétablissez une erreur de l'histoire. Jean-François Mendez, sa famille présente en tribune, sa nièce, Maryse BRU, les anciens combattants, et les rapatriés vous adressent tous leurs remerciements et leur plus grande reconnaissance. Merci.

Monsieur le Maire : Merci, Madame la députée.

Nous allons également donner le nom d'une rue à Lydie Bénichou, militante associative de Montpellier que nous sommes nombreux à avoir connue, ici. Je salue son frère, aussi, qui est présent.

Luc ALBERNHE : Pour cette délibération, et l'ensemble des délibérations que je vais vous présenter, conformément à vos engagements, nous avons donné huit noms de femmes à des voies, et sept noms d'hommes.

Nous avons donné à une rue le nom de Lydie Bénichou, militante associative montpelliéraine. Lydie Bénichou est née le 20 février 1934 à Tlemcen en Algérie et décédée le 28 décembre 2015. Elle était une personnalité appréciée de tous et une figure de la vie montpelliéraine. Aussi active qu'imaginative, elle entreprenait toute chose avec passion. Discrète, mais d'une grande efficacité, elle menait à bien toutes les tâches entreprises. Intuitive et à l'écoute, elle était quelqu'un d'essentiellement sociable, avec un vrai sens de l'amitié. D'un naturel généreux, elle recelait des trésors de fidélité et de dévouement. Sa bonté, sa gentillesse et son intelligence l'on fait aimer et admirer par tous ceux qui l'approchaient. Aussi agréable qu'éclatante dans son militantisme, nous savons que nous ne l'oublierons jamais.

Ses archives, classées méthodologiquement et chronologiquement permettent de découvrir la militante sioniste infatigable qu'elle fut au service de la cause d'Israël et de la communauté juive française. Titulaire du brevet élémentaire puis du brevet supérieur et enfin du certificat d'aptitude pédagogique, elle est nommée institutrice à Tlemcen, où elle exerce jusqu'en 1964. Elle est donc restée en Algérie avec ses parents, après l'indépendance. Puis, elle s'installe à Montpellier, toujours avec ses parents, le 10 juillet 1964. Voulant demeurer auprès d'eux, elle obtient de l'inspection académique de Montpellier son détachement au collège de Ganges. Où elle dirige le secrétariat, de 1965 à 1971. Elle obtient alors sa mutation pour le collège de la Croix d'argent, à Montpellier et prend sa retraite en 1994. C'est en 1968, au lendemain de la guerre des six jours, qu'est créé le mouvement sioniste SIONA, à Paris, afin de s'investir dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans le monde entier. Débute alors sa vie de militante engagée. Très vite jugée à sa juste valeur, elle est nommée déléguée régionale pour le Languedoc-Roussillon. Peu après, le comité national, à l'unanimité, lui décerne le titre de vice-présidente nationale de SIONA en 1982.

Son amitié avec Georges Frêche a débuté en 1973. Il fut toujours à ses côtés pour soutenir son militantisme. De même, elle l'a suivi et soutenu dans toutes ses prises de position politique. Elle était membre du parti socialiste de Montpellier dans la sixième section. En 1979, en sa qualité de vice-présidente de SIONA, elle avait émis le souhait, auprès de Georges Frêche, de pouvoir jumeler Montpellier avec une ville israélienne. En avril 1982, lors de son premier voyage en Israël, conduisant une délégation parlementaire, Georges Frêche eu un coup de foudre pour Tibériade. Il visita la ville, avec Lydie, dont l'intervention fut déterminante dans le choix de la ville. Elle fut membre du comité directeur de la section française de la fédération sépharade mondiale dont elle a

reçu, en 1992, le diplôme d'honneur et la médaille commémorative du 500^{ème} anniversaire de l'expulsion des juifs d'Espagne. Elle était membre du comité international et présidente du comité régional pour la liberté des juifs de Syrie. Elle était membre, enfin, du comité départemental France Israël, et présidente régionale des bons de l'État d'Israël. Lydie était encore membre de plusieurs associations, l'association nationale des rapatriés, le cercle algérieniste, l'association des rapatriés de Tlemcen. Elle fut nommée citoyen d'honneur de la Ville de Montpellier par Georges Frêche en novembre 1985. Elle fut une femme éprise de liberté et des droits de l'Homme à qui nous devons de rendre hommage pour avoir assuré, au cours de sa longue et brillante carrière de longues et difficiles tâches, avec autorité et compétence. Elle a quitté ce monde il y a juste deux ans, et nous te disons, avec une grande émotion : « Lydie, repose en paix dans le Gan Eden, auprès des tiens. »

Monsieur le Maire : Je vous propose simplement de passer en revue les autres :

Allée Léonor Fini
(1908-1996)
Artiste peintre et écrivaine

Place Sonia Delaunay
(1885-1979)
Artiste peintre

Rue Raymond Campourcy
(1940-2017)
Horticulteur paysagiste

Monsieur le Maire : Que beaucoup ont connu ici. Je salue les membres de sa famille, qui sont présents. Raymond Campourcy est né en 1940 et décède subitement en juin 2017. Il a fait des études d'horticulteur paysagiste et, après un passage aux entreprises Sarivière, il entre dans l'administration. Il a participé à la création de nombreux espaces verts puis a continué à l'ECAT dans les écoles militaires. Il était installé depuis toujours dans le quartier Croix d'Argent, il a participé activement à la vie associative : membre actif de la fédération de parents d'élèves, président de l'AEPAPE (association d'anciens pupilles de l'Etat), président du Comité de Montpellier de la F.N.A.C.A (les anciens combattants) et trésorier de l'association de quartier Croix d'Argent. Nous lui donnons le nom d'une rue dans son quartier.

Rue Dora Maar
(1907-1997)
Photographe et peintre

Rue María Blanchard
(1881-1932)
Artiste peintre

Monsieur le Maire : Je rappelle que l'EAI abritera les industries créatives et culturelles. Et que nous avons choisi d'installer là soit des personnages en relation avec la tradition du lieu, l'histoire du lieu, soit avec des artistes qui viennent honorer de leur nom les nouvelles rues créées.

Mail Pierre Mauroy
(1928-2013)
Homme politique français

Monsieur le Maire : C'est l'ancien nom du parvis de la faculté de médecine que nous réinstallons à l'EAI.

Place Niki de Saint Phalle
(1930-2002)
Artiste franco-américaine
Rue Robert Lafon
(1905-1980)
Psychiatre

Rue Germaine Richier
(1902-1959)
Sculptrice française

Allée du Chancelier Maupeou
(1714-1792)
Magistrat et homme d'État

Monsieur le Maire : Qui nous a été demandé, en particulier, par les associations qui s'occupent d'histoire, de bibliophilie, de la médiathèque Émile Zola.

Parvis Melvin Jones
(1879-1961)
Fondateur du Lions Club International

Monsieur le Maire : Cela m'a été demandé par l'ensemble des clubs du Lions Club cette année, qui est le centenaire de la création.

Rue Yves Bonnefoy
(1923-2016)
Ecrivain français

Allée des Cirsés de Montpellier
(Cirsium monspessulanum)

Monsieur le Maire : Nous proposons de dénommer l'allée reliant l'avenue Germaine Tillion à cette dernière au droit de l'allée Adrienne Bolland :

Allée des Astragales de Montpellier
(Astragalus monspessulanus)

Nous proposons de dénommer l'allée parallèle à la précédente :

Allée des Erables de Montpellier
(Acer monspessulanum)

Nous proposons de dénommer la voie permettant d'accéder au parking de l'Hôtel de Ville :

Allée des Cistes de Montpellier
(Cistus monspeliensis)

Nous proposons de dénommer l'allée aménagée en rampe d'accès pompier reliant l'hôtel de Ville au parc :

Allée des Aphyllanthes de Montpellier
(Aphyllanthes monspeliensis)

Monsieur le Maire : Il n'y avait jamais eu de délibération pour la place d'Odysseum où se trouvent les grandes statues qui représentent les hommes qui ont fait l'histoire du XX^{ème} siècle et qu'avait souhaitée Georges Frêche. Les journalistes l'appellent communément la place des grands hommes. Mais ce n'est pas le vrai nom. Le vrai nom est la place du XX^{ème} siècle. Donc, nous allons officiellement indiquer cela. La place s'appelle donc la place du XX^{ème} siècle.

Enfin, dans le quartier hôpitaux facultés nous allons dénommer le Parvis de la nouvelle Faculté de Médecine Parvis Simone Veil
(1927-2017)
Femme politique française

Monsieur le Maire : Avec l'accord de sa famille.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 2 voix (Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO).

Mesdames Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Séverine SCUDIER et Monsieur Cédric de SAINT JOUAN entrent en séance.

Madame Patricia MIRALLES sort de séance.

Messieurs Robert BEAUFILS, Christian DUMONT et Madame Audrey LLEDO sortent de séance définitivement.

19. Attribution de subventions à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2018

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier soutient les associations intervenant dans le domaine de l'aide alimentaire. Ces associations sont, compte tenu du contexte sociétal et économique précaire, fortement sollicitées.

La Ville rencontre régulièrement ces associations agissant au plus près des publics en difficultés et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions.

Dans le cadre de la politique de solidarité et de lutte contre l'exclusion menée par la Ville de Montpellier, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle aux associations ci-dessous. Les associations bénéficiant de ce dispositif exceptionnel sont des associations œuvrant dans le champ de la solidarité et de la lutte contre les exclusions sur le territoire communal et bénéficiant à ce titre d'une subvention de fonctionnement.

Banque Alimentaire de l'Hérault : 10 000 €
Restaurants du Cœur : 9 000 €
Secours Catholique : 9 000 €
Secours Populaire Français 9 000 €
Société Saint Vincent de Paul : 7 000 €
Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale – ISSUE : 5 000 €
L'Avitarelle : 4 000 €
A Cœur Ouvert : 2 500 €
Solidarité DOM TOM Hérault : 2 500 €
Association Nationale Le Refuge – Délégation Montpellier : 1 800 €
La Porte Ouverte : 1 000 €
SOS SDF Les Amoureux de la Vie : 700 €
KALISI : 500 €

Total : 62 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tel que définie ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagements ou des conventions ;
- de prélever ces sommes au budget 2018, sous réserve d'inscription des crédits au budget 2018, sur l'imputation : 6574/934/21497, pour un montant de 62 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications à Madame YAGUE ?

Clare HART : Je souhaite profiter de cette affaire pour intervenir en soutien à l'association humanitaire de Montpellier. Cette association est une association qui œuvre tous les jours de l'année dans la rue. Qui organise des maraudes, en faveur des personnes en grande précarité et des personnes sans-abri sur notre territoire. Nous venons d'aborder les problématiques que connaît notre ville. Cette association ne touche pas de subventions. C'est une association qui comporte aujourd'hui 150 bénévoles, qui vit de dons, de la générosité de la population montpelliéraine. Cette association travaille également avec d'autres associations et services publics et, au-delà du repas fourni, tous les soirs, toute l'année, elle donne également un soutien, un réconfort moral, une discussion, et de l'aide, également, à l'insertion. Et, aussi, des conseils sanitaires pour les personnes concernées, les bénéficiaires. Je voudrais aussi souligner le fait que, depuis trois ans, cette association organise ce qu'ils appellent un Noël solidaire pour les personnes les plus défavorisées de notre ville, qui n'ont pas d'autre confort, pas d'autres moments festifs en fin d'année. Ce moment est organisé le 24 décembre, entre 19 heures et 22 heures à peu près. Jusque-là, cela a toujours été organisé sur le parvis de l'opéra. C'est un moment où la place de la Comédie est relativement vide puisque c'est un moment festif en famille à l'intérieur. Et, jusque-là, nous n'avons jamais vu de problème autour de cet événement. Il faut savoir que l'association est très professionnelle. Il y a un service sécurité.

Tout est très organisé lors des maraudes et des distributions. Le moment est plutôt festif, avec la distribution de repas améliorés par rapport à tous les jours et, aussi, l'animation Père Noël sur place, etc. Il y a pas mal d'enfants qui viennent, aussi, à ces distributions. L'association a demandé à pouvoir occuper l'espace public le 24 prochain et a reçu un refus. Donc, en fait, je voudrais vraiment demander, puisque c'est la saison de la générosité et de la solidarité : pouvons-nous permettre à cette association, avec ses 150 bénévoles, d'organiser ce repas et cette distribution pour le Noël solidaire ? Merci.

Annie YAGUE : Madame HART, puisque vous avez l'air de connaître très bien cette association, vous savez pourquoi on leur a refusé de se mettre sur le parvis.

[Clare HART s'exprime hors micro].

Annie YAGUE : Bien sûr que l'association le sait. C'est pour un problème de sécurité. Ils ne peuvent pas rester sur le parvis devant l'Opéra Comédie alors qu'il y a le manège de Noël devant. On leur a donné cette explication. Cela ne peut pas être là pour des problèmes de sécurité. Maintenant, cette association, nous la connaissons également. Depuis trois années nous essayons d'avoir des conversations avec eux, de les faire venir à la mairie. Quelquefois, ils viennent et quelquefois ils ne viennent pas. Alors, je ne pense pas que ce soit une association qui ne veut pas se conformer aux règles. Je pense simplement qu'on a vraiment besoin d'une rencontre pour mettre cela à plat. Je pense que ces personnes sont très enthousiastes dans leur conduite humanitaire mais qu'elles méconnaissent complètement les règles. Quand on est sur l'espace public, la première chose à faire c'est de demander une autorisation d'occupation de l'espace public, chose qu'ils ont fait très tardivement, à un endroit où on ne peut pas leur donner. Ils s'évertuent d'appeler, de droite et de gauche, pour essayer d'avoir cette autorisation mais, pour des causes de sécurité, on ne peut pas leur donner.

D'autre part, vous nous dites que cela fait trois ans qu'ils font cela. Mais, il y a une association qui fait cela depuis très longtemps. Le Noël sur la Comédie. Avec ou sans autorisation. C'est, SOS SDF. Cela fait très longtemps que, le 24, ils organisent des petits réveillons. Pour tous les gens qui n'ont pas de réveillon et qui sont, en général, en grande précarité sur la ville. Depuis deux ans, l'association humanitaire de Montpellier est venue s'associer ou disons s'imposer à cette petite association, pour faire le réveillon en même temps. Je ne conteste pas. Ils ont beaucoup de volontaires et beaucoup de bénévoles. Ils ont beaucoup de dons. Mais j'aimerais, car, aujourd'hui, il est prévu, au mois de janvier, que je rencontre le président de l'association, pour qu'on se cale et qu'on essaye de lui faire comprendre comment marche une ville. On ne peut pas donner d'autorisation par à-coups, au dernier moment. Une subvention, cela se demande. Ensuite, on avait fait tout un travail au niveau de la mairie, justement, sur les maraudes, et sur la présence des associations dans la ville parce que, certes, nous avons des problèmes avec les gens qui sont dans une situation de précarité ou qui sont sans domicile fixe. Mais nous avons aussi des problèmes avec les gens qui habitent le centre-ville. Et il faut faire cohabiter ces deux exigences. Pour faire cohabiter ces deux exigences, il faut négocier des endroits. Toutes les associations qui ont été conviées à ces réunions sont venues, sauf cette association. Donc, aujourd'hui, moi, je leur ouvre la porte, et, d'ailleurs, j'écris par mail à ce monsieur et je lui dis, « venez, nous allons vous expliquer les règles pour pouvoir pratiquer en ville même une action humanitaire ». Ce n'est pas parce que l'on fait une action humanitaire que l'on est à l'abri des lois. On ne peut pas être ni au-dessus, ni au-dessous. Il faut les respecter. C'est pour tout le monde pareil. Les autres associations le font. Donc, je les invite à venir.

Maintenant, Madame HART, on a vraiment l'impression que vous vous associez à cette association.

Je veux bien, mais j'ai plutôt l'impression que vous faites de la politique, une fois de plus. Vous vous appropriez l'action de cette association que je crois, tout à fait, dans le bénévolat et dans l'humanitaire, au profit de votre petite cuisine politique à vous. Exactement. Mais je ne voulais pas dire cela comme cela. Vous me le soufflez, je le dis. Madame HART, nous sommes à Noël. Nous savons qu'il y a énormément de gens dans la rue qui sont en précarité. Toute l'année, nous recevons les associations. Nous allons à leur rencontre. Nous finançons leurs projets. Croyez-moi, on n'oublie personne. Et pas du tout l'association humanitaire de Montpellier. Simplement, il faut qu'ils respectent les règles, comme les autres. Je les recevrai avec plaisir au mois de janvier. Maintenant, pour leur donner une autorisation au dernier moment, c'est non. En plus, on a eu un avis défavorable pour la sécurité. S'il n'y avait pas eu cet avis défavorable, bien entendu, on leur aurait permis de faire cette action.

Clare HART : Je ne rentre même pas dans tout ce que j'ai entendu, surtout derrière, parce que cela ne m'intéresse pas. Cela fait des années que je fais du bénévolat. Non, je ne fais pas de la politique depuis des années. J'en fais depuis deux ans et demi. Je ne vais pas là-dedans parce que cela n'intéresse pas, je pense, les Montpelliérains, d'écouter tout cela. Par contre, Madame YAGUE, très bien sur le fait de pouvoir ouvrir la porte à cette association. Je défends cette association comme d'autres associations et quand je vois des bénévoles, et surtout tant de bénévoles qui sont sur le terrain, je les défendrai becs et ongles, au-delà d'un quelconque mandat, sachez-le. Est-ce que je peux vous proposer quelque chose ? Parce que nous sommes le 21 et que c'est le 24. Tout est prévu pour le 24. La nourriture est prête, les personnes sont en attente de cette soirée. Est-ce que nous pouvons trouver une solution ensemble ? Je me retourne vers Monsieur le Maire. Pouvons-nous trouver une solution, s'il vous plaît, pour que cette soirée puisse avoir lieu ?

Monsieur le Maire : C'est la situation géographique qui l'exige. C'est vrai qu'au PS on a du mal à se conformer aux règles. Si mais pas tous. Ceux qui s'y conformaient, ils en sont sortis, car ils ne voulaient pas assister aux dégâts.

Sabria BOUALLAGA : Je n'avais pas prévu de prendre la parole mais, du coup, je vais le faire. On peut se réjouir (et moi j'assume totalement, Madame HART, quand je dis récupération politique. Je le redis au micro), Monsieur le Maire, d'avoir une « mère Teresa » des associations à Montpellier. On peut aussi peut-être se réjouir, Madame HART, car vous êtes quand même la présidente d'une association, Face Hérault, qui est peut-être elle aussi un incubateur politique. Je ne sais pas. Je me pose la question. Mais je déplore quand même le fait que nous soyons encore une fois ce soir plus spectateurs de la récupération politique dont vous êtes ce soir l'auteure, vous et votre groupe. La démonstration de votre humanisme, ce soir, que je ne conteste pas, me semble tout de même, permettez-moi de vous le dire, maladroite. Il est quand même essentiel de rappeler, Madame HART, et primordial, qu'il faut quand même savoir dissocier le rôle de l'élu, qui est d'accompagner et de soutenir les associations, ce que Madame YAGUE fait d'arrache-pied (et de comprendre parfois les difficultés qui sont parfois contre-productives, ce que vous faites ce soir) et le rôle du bénévole, qui, lui, agit avec un grand altruisme. Ce que vous faites ce soir est tout à fait le contraire puisque la modestie est quelque chose qui ne s'achète pas et qui ne se monnaie pas.

Michèle DRAY-FITOUSSI : Je vais être très brève. Madame HART, au gré de nos conseils municipaux, on vous voit monter régulièrement au créneau de tout un tas d'associations que, par ailleurs, je respecte énormément pour le travail qui est fait au quotidien pour les Montpelliérains. Mais je vais paraphraser une phrase très célèbre, Madame HART, et je suis désolée de vous le redire à voix haute et haut et fort au sein de cette assemblée. Vous n'avez pas le monopole de la solidarité. Nous sommes nombreux dans cette salle, nous aussi, à nous engager au quotidien auprès de plein d'associations, ou pas, auprès de simples Montpelliérains qui sont dans le besoin et qui ont envie

qu'on les dépanne. Vous n'avez pas le monopole de la solidarité. A un moment donné, il faudrait quand même arrêter cette association politique spectacle.

Applaudissements.

Clare HART : J'interviens ce soir parce qu'on me l'a demandé et parce que je crois profondément à cette association. Je vous laisse penser ce que vous voulez, je vous laisse dire ce que vous voulez. De toute façon, vous le ferez. Je n'ai pas de souci avec ça. Par contre, réfléchissez à ce que vous faites, à ce que vous dites, à comment vous le dites, à comment vous vous exprimez, à comment vous parlez à des personnes qui sont à Montpellier depuis un certain temps et qui agissent depuis un certain temps sur ces sujets-là. Posez-vous des questions sur tout cela. Ce n'est pas normal, ce que vous faites là, ce soir. J'interviens, et c'est normal d'intervenir parce qu'on est à trois jours d'un événement. Parce que les gens attendent des résultats. Parce que nous avons besoin de retours.

Monsieur le Maire : Je croyais que vous habitiez à Montpellier ? Où est-ce qu'elle habite, Madame HART ? À Bagnols. C'est la Métropole.

Clare HART : Réfléchissez à cela. Car ce que vous faites là ce soir est totalement anormal. Pendant qu'on est en train de se prendre la tête car ce n'est juste que cela, il y a des personnes qui attendent, qui sont dans la rue, ce soir, qui dorment dehors. Et je suis parfaitement d'accord avec Madame DRAY. Je suis très loin d'avoir le monopole du cœur, Madame DRAY. Je le sais. Par contre, je me battraï jusqu'au bout, jusqu'au dernier jour, pour ces personnes-là. Très simplement.

Annie YAGUE : Madame HART, j'en perds ma voix. Vous continuez sur la même voie. Vous continuez toujours dans le même registre. « Je suis la gentille, vous êtes les méchants. Regardez comme je suis la gentille, moi, je donne tout aux gens et vous vous ne voulez rien donner. Heureusement que je suis élue là parce que je vais les sauver. » Ce n'est pas vrai. Ce monsieur ne vous a pas demandé d'intervenir. Vous, vous avez proposé d'intervenir. Et, en faisant cela, Madame HART, c'est contre-productif pour le bien de l'association. Il se place encore une fois au-delà des lois. Notre but étant de le faire rentrer dans les cordes, pour qu'il puisse accéder aux mêmes avantages que les autres associations, que nous accompagnons et que nous subventionnons. Nous ne sommes pas une équipe qui dit « moi, je te connais, donc, pour toi, je fais. » On fait pour tout le monde la même chose. Donc, tout le monde se conforme aux lois.

Monsieur le Maire : Nous n'allons pas passer le réveillon là-dessus. Madame HART a dit ce qu'elle avait à dire. Madame YAGUE a répondu. Elle a dit qu'il y avait des problèmes de sécurité. Voilà. Je mets aux voix l'affaire 19. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

20. Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de Ville

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté sociale et détectées par les services de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (PMIS).

Cette action de partenariat entre l'Agence de solidarité Ecusson Cœur de ville et la Ville de Montpellier consiste à réserver quelques places au sein des établissements municipaux. Initialement prévue au multi-accueil « la Maison des Enfants », cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement « l'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss », et en 2016 à la crèche « Antigone ».

Ce partenariat avec la PMIS a permis d'accueillir, sur l'année scolaire 2016-2017, 26 enfants répartis sur 4 places au total.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, à partir de 2018, afin de pouvoir mieux répondre aux besoins des familles les plus éloignées du centre-ville, il a été décidé d'élargir le partenariat à 3 établissements municipaux supplémentaires, les crèches « Petit Prince de Boutonnet », « Agropolis » et « Cléonice Pouzin ».

Ainsi, il est proposé de reconduire cette action pour 2018, en réservant 4 places réparties en fonction des besoins, sur les établissements suivants :

- multi-accueil « la Maison des Enfants » ;
- multi-accueil « l'Ile au trésor » ;
- crèche « Cléonice Pouzin » ;
- crèche « Edelweiss » ;
- crèche « Antigone » ;
- crèche « Petit Prince de Boutonnet » ;
- crèche « Agropolis ».

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de cette action peuvent éventuellement bénéficier d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, d'une gratuité.

En contrepartie, la Ville perçoit une subvention annuelle d'un montant de 13 000 euros de la part du Conseil Départemental.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2018 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 43 818€
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Départemental : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de cette action et le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

21. Partenariat entre la ville de Montpellier et la caisse d'allocations familiales de l'Hérault Avenant au contrat enfance jeunesse 2015-2018

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil Municipal a autorisé la signature du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) entre la Ville et la Caisse d'Allocations Familiales (Caf) de l'Hérault pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2018. Les actions inscrites au CEJ font l'objet d'un co-financement de la Caf, évalué sur la base d'une fiche projet et de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Pour le volet Enfance, le Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 prévoyait la création de 202 places dans les établissements municipaux, le co-financement de 59 places associatives et la réservation de 17 berceaux. Deux évolutions au CEJ initial sont proposées :

1) Soutien financier au fonctionnement des 34 places quartier « Les Grisettes » - crèche « Les Petites Mayas »

Initialement, l'aide de la Ville à cette crèche, qui portait sur le financement de 20 places, devait s'arrêter au 31/08/2017. Toutefois, compte tenu des difficultés rencontrées par le gestionnaire pour pérenniser le modèle économique initial basé sur la commercialisation de places et maintenir l'ouverture de cette crèche au public, le Conseil municipal, par délibération du 22/06/2017, a décidé de poursuivre le soutien de la Ville à la Mutualité Française Grand Sud et même de le renforcer avec le financement de 14 places supplémentaires. Le financement municipal est assuré par le versement d'une prestation de service d'un montant de 1,85 € par heure facturée au bénéfice de familles montpelliéraines, portant sur l'intégralité des 34 places, excepté celles qui feraient l'objet d'une réservation de berceaux au profit d'un organisme ou d'une entreprise.

2) Réservation de 10 berceaux quartier « Hôpitaux-Facultés » - crèche « LPCR Euromédecine »

La réservation de berceaux au sein de crèches d'entreprise permet de proposer aux familles montpelliéraines une offre complémentaire sur des territoires moins couverts par l'offre municipale. L'achat de ces places supplémentaires par la Ville s'opère dans le cadre d'un marché public de réservation de berceaux. Dans le cadre du renouvellement de ce marché, du 1^{er} septembre 2017 au 31 décembre 2018, le lot géographique « Hôpitaux-Facultés » a été attribué à l'entreprise « Les Petits Chaperons Rouges ». Ainsi, 10 nouvelles places sont réservées par la Ville au sein de la structure « LPCR Euromédecine ». Ces nouvelles places viennent largement compensées la non

reconduction du marché avec l'entreprise de crèche L'Etoile Filante (moins 6 places).

Pour pouvoir faire l'objet d'un financement de la Caf, ces 2 évolutions doivent être intégrées au CEJ 2015-2018 par avenant. Elles feront chacune l'objet d'une fiche projet. Ainsi, sur la durée du CEJ actuel, les objectifs de création de places sont portés à 202 dans les établissements municipaux, à 73 dans les structures associatives et 21 au sein des entreprises de crèche.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter le principe de la signature d'un avenant ci-joint au Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

Monsieur Gérard CASTRE (avec la procuration de Monsieur TRAVIER) sort de séance.

22. Convention de partenariat

Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental pour le fonctionnement du Relais d'Assistants Maternels "Croix d'Argent"

La Ville de Montpellier compte actuellement sept secteurs de Relais d'Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 1000 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2681 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil familial ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistantes maternelles.

Le financement du fonctionnement des RAM ainsi que le poste d'animatrice de chaque relais sont assumés à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- par le Conseil Départemental à hauteur de 33% des salaires et charges sociales de l'animatrice dans la limite de 30% d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- par la Caisse d'Allocations Familiales qui s'engage à verser une prestation de services dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- par la Ville pour le solde.

Arrivée à son terme, il est proposé au Conseil municipal de renouveler la convention relative au fonctionnement du Relais Assistants Maternels « Croix d'Argent » situé 635 rue Jacques Bounin, dont le

secteur géographique d'intervention concerne les quartiers et sous-quartiers de Bagatelle/Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup.

Cette convention est conclue pour une période d'un an à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018 ; elle sera reconduite expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Conventions de partenariat Ville / Association « Crèche Jardin Sucre d'Orge » pour le fonctionnement des multi-accueils « Moussia », « La Coccinelle » et « Sucre d'orge »

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil municipal a autorisé la signature des conventions de partenariat passées entre la Ville et les associations gestionnaires des établissements d'accueil du jeune enfant « Sucre d'Orge », « Moussia » et « la Coccinelle ».

Ces conventions, conclues pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2018, définissent les modalités du financement municipal (1.85€ par heure facturée) pour le fonctionnement de chaque multi-accueil (M.A.). Ces actions, inscrites au Contrat Enfance Jeunesse 2015 - 2018 permettent à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du reste à charge de la collectivité dans la limite d'un prix de revient plafonné.

Par l'effet d'une fusion-absorption en date du 2 février 2016, les associations « La Coccinelle » et « Moussia » ont été absorbées par l'association « Crèche jardin Sucre d'orge » qui devient donc la nouvelle association gestionnaire des 3 établissements d'accueil du jeune enfant suivants :

- « La Coccinelle », situé 81 rue d'Alco,
- « Moussia », situé 10 Boulevard Berthelot,
- « Sucre d'Orge », situé 27 Boulevard Berthelot.

Fin 2016, la Ville a réalisé un audit pour vérifier la santé financière du M.A. Moussia. Le résultat de cet audit a conduit la Ville à suspendre ses financements aux trois M.A. De son côté, la CAF a également suspendu sa participation. Suite à la démission du Conseil d'Administration, un administrateur a été nommé le 8 novembre 2017 afin de rétablir le bon fonctionnement de l'association et permettre sa reprise. Plusieurs repreneurs sérieux se sont déjà manifestés, laissant envisager un maintien de l'offre d'accueil dans les trois établissements.

Dans cette perspective, afin d'accompagner la démarche de l'administrateur, il conviendrait que la Ville verse sa participation financière, notamment pour permettre le paiement des salaires, la CAF ayant débloqué son financement.

Par ailleurs, la fusion-absorption par l'association « Crèche jardin d'enfants Sucre d'orge » n'ayant pas pu être actée par la Ville, en son temps faute d'en avoir été informée, il convient d'établir de nouvelles conventions de partenariat avec le gestionnaire pour chacun des multi-accueils. Les modalités du financement municipal ainsi que l'ensemble des droits et obligations restent identiques aux conventions précédentes.

Ces nouvelles conventions sont conclues non pas pour la durée totale du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018 mais du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2018. Afin d'assurer la continuité du financement des actions, ces conventions de partenariat seront prorogées jusqu'à la conclusion du CEJ suivant dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1er janvier 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la fusion-absorption des associations « Multi-accueil Moussia » et « la Coccinelle » par l'association « Crèche jardin Sucre d'orge » ;
- d'approuver les termes des 3 nouvelles conventions ci-jointes et d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 926 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**24. Fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Françoise Dolto
et la halte-garderie André Chamson
Déclaration préalable de travaux**

Dans le cadre du plan chaleur, il a été décidé de créer une zone d'ombrage par la mise en place d'une pergola dans la cour principale de la crèche Françoise Dolto sise 5 rue Père Cyprien Rome (quartier les Cévennes) à Montpellier 34070 et une pergola dans la cour principale de la halte-garderie André Chamson sise, 105 rue Gustave Eiffel (quartier les Cévennes) à Montpellier 34070.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bon de commande attribué par la Ville concernant les travaux de métallerie dans les bâtiments communaux durant le printemps 2018, pour un montant prévisionnel de 30 000€.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services

compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la fourniture et pose d'une pergola dans la cour de la crèche Françoise Dolto et une pergola dans la cour de la halte-garderie André Chamson ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la Ville, section investissement, chapitre 906 ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services d'urbanisme compétents ;
- de demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

25. Loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques - Ouverture des établissements de commerce de détail le dimanche - Liste des dimanches - Avis du Conseil municipal

La loi Macron (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) introduit la possibilité pour le Maire d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales des commerces de détail.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du Maire est prise après avis du Conseil municipal et avis conforme du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole.

La liste des dimanches doit être arrêtée par le Maire avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

A la demande des commerces de détail présents sur le territoire de la Ville de Montpellier, et après consultation des organisations socio-professionnelles, des organisations syndicales, les projets d'ouverture dominicale sont les suivants :

- pour les secteurs d'activités suivants : Commerce de détail spécialisé de l'équipement du foyer Electroménager – TV HIFI ; Commerce de détail spécialisé de l'équipement de la personne, la culture et les loisirs ; Commerce de détail alimentaire spécialisé : ouvertures dominicales pour 7 dates soit les 14 janvier, 1^{er} juillet, 2 septembre, 25 novembre, 9, 16 et 23 décembre 2018.

- pour le secteur de l'automobile, ouvertures dominicales pour l'année 2017, aux 5 dates suivantes : 21 janvier, 18 mars, 17 juin, 16 septembre et 14 octobre 2018.

Le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole s'est prononcé sur ces dates lors du Conseil du 27 novembre 2017.

En vertu des dispositions de l'article 3132-6 du Code du Travail, seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche et disposent de contreparties au travail dominical à la fois en terme de rémunération et de repos compensateur.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les dates des 7 dimanches au cours desquels les commerces seront autorisés à ouvrir en 2018 ;
- D'approuver les dates des 5 dimanches au cours desquels les commerces du secteur automobile seront autorisés à ouvrir en 2018 ;
- D'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Abstention ? Une abstention. Contre ? Un contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Hervé MARTIN).

Abstention : 0

26. Convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la collecte des halles et marchés et l'implantation et la maintenance de corbeilles à papier

A l'issue des conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, celle-ci assure de manière effective, l'ensemble des compétences visées à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, depuis le 1^{er} janvier 2016.

Afin de mettre en œuvre les compétences de la Métropole, les transferts ou les mises à disposition de personnels ainsi que les transferts de biens matériels et immatériels, droits et obligations sont intervenus au 1^{er} janvier 2016 entre la commune de Montpellier et la Métropole.

Cette période de transfert a ouvert également un certain nombre d'opportunités de mutualisation de l'expertise et du savoir-faire développés par les communes dans différents secteurs d'activités.

Parmi ces opportunités, figurent celles relatives à la propreté des halles et marchés ainsi que l'implantation et la maintenance des corbeilles à papier.

S'agissant de la collecte et du nettoyage des halles et marchés :

La Ville dispose d'un service dédié à l'administration quotidienne des halles et marchés. Il traite aussi bien la gestion administrative et financière des commerçants que la gestion technique de ces espaces : bornes alimentaires, maintenance et entretien des bâtiments, aménagements divers...

L'équipe administrative est présente principalement à l'Hôtel de Ville et les placiers, gardiens et la cellule technique veillent au bon déroulement des activités sur le terrain.

S'agissant de l'acquisition, pose et dépose des corbeilles à papier :

Ce type d'équipement, même s'il fait partie intégrante de la mission propreté, répond à un besoin de proximité spécifiquement lié au territoire montpelliérain.

Un service de la Ville gère depuis plusieurs années la coordination de l'installation de ces mobiliers en lien avec la densité évolutive de population et les demandes spécifiques provenant des quartiers.

Ces services ont démontré leur capacité opérationnelle ainsi que leur maîtrise des coûts.

Dans ce cadre, les parties ont décidé de recourir aux articles L 5217-7 et L5215-27 du code général des collectivités territoriales en application desquels une Métropole peut confier à une de ses communes membres la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions.

Ces missions assurées par les services municipaux génèrent des dépenses côté Ville que la Métropole doit compenser.

La convention présentée en annexe encadre ces procédés de remboursement ainsi que les modalités techniques et administratives de gestion de ces missions.

Ladite convention entrerait en vigueur à sa date de signature, c'est pourquoi il est parallèlement proposé un protocole transactionnel, permettant à la Ville de se faire rembourser les dépenses effectuées pour le compte de la Métropole sur l'exercice 2017 complet. Ce protocole est également présenté en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de gestion de service de la commune de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la collecte des halles et marchés et à l'implantation et la maintenance des corbeilles à papier ;
- D'approuver le protocole transactionnel pour le paiement des sommes dues pour l'exercice 2017 par la Métropole à la Ville,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à la signer ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- D'inscrire au budget, les recettes pour la Ville de Montpellier et dépenses correspondantes pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. ZAT 2018

Partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (E.N.S.A.M.)

La ZAT – Zone Artistique Temporaire – est une manifestation artistique en espace public organisée par la Ville de Montpellier. Son concept innovant invite à découvrir la ville autrement à partir d'une exploration artistique des différents quartiers de la ville.

S'appuyant sur des propositions artistiques originales, inventives, de grande qualité poétique et esthétique, elle envisage l'espace public comme lieu d'expériences où résonnent projets artistiques et projets urbains.

La ZAT reflète l'identité de Montpellier, ville méditerranéenne active et créative. Poursuivant la volonté de faire découvrir la richesse des quartiers, la 12^{ème} édition de la ZAT se déroulera dans le quartier Près d'Arènes à Montpellier, du samedi 14 avril au dimanche 15 avril 2018.

A l'occasion de cette 12^{ème} édition, la Ville de Montpellier propose une programmation artistique à laquelle elle souhaite associer l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (E.N.S.A.M.).

Dans cette perspective, il est proposé de conclure avec l'E.N.S.A.M. une convention de partenariat, jointe en annexe, qui définit notamment les engagements de chacune des parties :

- L'E.N.S.A.M. présente pendant la ZAT une quinzaine de pièces (jeux pour adultes et enfants) réalisées par les étudiants dans le cadre de deux workshops 2017/2018,
- La Ville de Montpellier intègre ce projet à la ZAT, en accompagnant son implantation et en assurant la communication relative à celui-ci dans le cadre de la communication mise en place pour la manifestation.

La convention prendra effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au 30 avril 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'E.N.S.A.M. relative à la douzième édition de la ZAT
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

**28. Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la Ville de Montpellier, la société TV Sud Montpellier Vià Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole
Avenant n°1**

Par délibération n°2016/17 du 28 janvier 2016, la Ville de Montpellier a autorisé la signature d'une convention tripartite pluriannuelle d'objectifs et de moyens, d'une durée de trois ans, avec

Montpellier Méditerranée Métropole et la société 7L (aujourd'hui TV Sud Montpellier), qui édite et diffuse la chaîne de télévision locale 7LTV, nouvellement dénommée Via Occitanie.

Par cette convention, TV Sud Montpellier s'engage à couvrir différents aspects de la vie locale par des angles variés : social, économique, culturel, sportif, politique etc., de l'échelle communale à celle de la Métropole, voire du pôle métropolitain.

Les formats proposés sont divers : web reportages, magazines, émissions spéciales, aide à la production audiovisuelle. L'ensemble des productions réalisées dans ce cadre est mis à disposition de la Ville de Montpellier et peut être librement réutilisé et diffusé par la collectivité. En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à verser à TV SUD Montpellier une participation annuelle forfaitaire de 60 000 € H.T.

Considérant que certaines précisions doivent être apportées à la convention afin de poursuivre cette collaboration dans les meilleures conditions, un avenant n°1 doit être conclu.

Celui-ci apporte notamment des éléments complémentaires concernant les modalités de mise à disposition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier des web reportages réalisés dans ce cadre, via une plateforme informatique dédiée. Il précise également les modalités d'information des partenaires et de communication autour du dispositif d'aide à la production audiovisuelle et cinématographique locale mis en œuvre par TV Sud Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec Montpellier Méditerranée Métropole et la société TV Sud Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le présent avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. Convention de partenariat relative à la participation de la Ville de Montpellier au portail national des Archives de France francearchives.fr

Créé en 2017 à l'initiative des ministères de la Culture, de la Défense et des Affaires étrangères, le portail national des Archives de France a vocation à présenter tout le réseau français des archives et à constituer un point d'accès national à ses contenus numériques (inventaires et archives numérisées).

Son objectif principal est de rendre davantage visible la richesse des informations mises en ligne par les différents services d'archives français (nationaux, départementaux, communaux...) notamment

sur les moteurs de recherche généralistes type Google, Bing, etc.

L'accès et la participation au portail sont gratuits. Cela implique pour les Archives municipales le transfert d'une copie de ses inventaires au Service interministériel des Archives de France. En revanche, les archives numérisées resteront hébergées par le site internet de la Ville de Montpellier, vers lequel le Portail francearchives renverra pour la consultation.

Cela implique aussi, conformément aux lois du 18 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public et du 7 octobre 2016 pour une République numérique, l'adoption par la Ville de Montpellier d'une licence ouverte, libre et gratuite, Etalab, pour la réutilisation des fichiers image issus de la numérisation. Cette licence Etalab servira aussi bien au portail France archives qu'à l'ensemble des internautes souhaitant réutiliser ces documents.

La participation à ce portail national est particulièrement intéressante tant pour la Ville de Montpellier en favorisant la visibilité des fonds montpelliérains déjà mis en ligne à partir de Montpellier.fr. que pour l'internaute en lui permettant d'identifier et d'accéder à tous les fonds d'archives concernant Montpellier quels que soient leurs lieux de conservation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le partenariat relatif à la participation de la Ville au portail national des Archives de France,
- d'approuver la mise en place d'une licence ouverte Etalab pour la réutilisation des informations issues des opérations de numérisation des fonds des Archives municipales,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

30. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles
Exercice 2018

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès

des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Les arts plastiques, les arts visuels, la littérature, le patrimoine, le pluri discipline ainsi que le spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 199 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 1 188 600 € au titre de l'exercice 2018.

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
6645	ATELIER TRIPTYQUE	Projet	1 000
6811	ART SALE	Projet	1 000
1659	La Sphere Oblik	Fonctionnement	500
771	Champ Libre	Projet	7 000
2081	Clap'Arts	Projet	1 500
4999	El hand Art	Projet	40 000
5149	Les Briscarts	Fonctionnement	1 500
2159	Boîte Noire Unité de Recherche Contemporaine	Fonctionnement	7 000
2747	Iconoscope	Fonctionnement	7 000
5019	Vasistas	Fonctionnement	7 000
5036	Aperto	Fonctionnement	7 000
5059	GALERIE AL/MA	Fonctionnement	7 000
5374	APAAAV	Fonctionnement	5 000
5665	EN TRAITS LIBRES	Fonctionnement	2 000
6220	Le Lieu Multiple Montpellier	Fonctionnement	2 000
200	Objectif Image Montpellier-Photo	Fonctionnement	1 900
857	A la Barak Atelier de Photographie	Fonctionnement	1 500
5037	Transit Collectif Photographique	Projet	4 000
6128	Galerie Annie Gabrielli	Fonctionnement	2 000

6454	Bar A Photo	Fonctionnement	500
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		
992	Le Camescope Apprivoisé - Vidéastes Amateurs Montpelliérains	Fonctionnement	700
5171	Aletheia	Fonctionnement	1 300
105	Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier	Fonctionnement	267 000
107	Les Amis de Jean Vigo	Fonctionnement	11 000
1171	So Bollywood Montpellier	Fonctionnement	1 000
1781	Regards sur le Cinéma Algérien	Projet	1 500
4974	Languedoc Roussillon Cinéma	Fonctionnement	3 000
4974	Languedoc Roussillon Cinéma	Projet	3 000
5095	Les Chiens Andalous	Projet	3 500
5154	C'Est Rare Film	Projet	2 000
5971	Brand à Part	Fonctionnement	800
29	Montpellier Contacts - Radio Clapas	Fonctionnement	8 000
29	Montpellier Contacts - Radio Clapas	Projet	4 000
38	Radio Aviva 88 FM	Fonctionnement	8 000
48	FM Plus Asso Protestante de Radio-Télévision	Fonctionnement	8 000
307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement	8 000
491	Son é Resson Occitan	Fonctionnement	8 000
1215	Croqu'oreilles Divergence	Fonctionnement	8 000
1810	Oaqadi On a Quelque Chose à Dire	Fonctionnement	1 000
1919	Association pour le développement d'un outil radiophonique étudia	Fonctionnement	8 000
4283	L'Eko des Garrigues	Fonctionnement	8 000
6679	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIOS ASSOCIATIVES	Fonctionnement	6 000
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
5358	Association des Cafes Geographiques de Montpellier	Fonctionnement	500
	LIVRE		
2242	L'oiseau Lyre	Fonctionnement	1 000
2242	L'oiseau Lyre	Projet	500
3064	Lâche les Mots	Fonctionnement	900
3988	Maison de la Poésie	Fonctionnement	8 000

3988	Maison de la Poésie	Projet	5 000
1201	La Boutique d'Ecriture et Co	Fonctionnement	17 000
5386	GRAPHIE	Fonctionnement	500
5860	Cie el triciclo	Fonctionnement	1 000
6444	SYLLABE	Fonctionnement	500
1973	Association Les Amis du Grain des Mots	Fonctionnement	900
5266	Squeeze	Projet	2 500
5872	TEXTE EN COURS	Projet	2 000
6647	ASSOCIATION SUD BABOTE	Projet	1 800
6647	ASSOCIATION SUD BABOTE	Projet	400
	PATRIMOINE		
783	Centre Communautaire et Culturel Juif	Fonctionnement	31 000
1969	Institut Protestant de Théologie	Fonctionnement	1 800
2119	Centre Lacordaire	Fonctionnement	9 000
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	Fonctionnement	5 000
2732	Cercle Algérieniste de Montpellier	Fonctionnement	500
3636	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	Fonctionnement	800
4478	Identités et Partage	Projet	500
1261	Atelier Permanent d'Initiation à l'Environnement Urbain	Projet	500
4573	Atelier de Rencontre et de Recherche Comparative en Ethnologie	Fonctionnement	700
6372	Chevaliers de l'Ordre des 4 Vents	Projet	1 500
5192	Asso Recherche Enseignement Langues Anciennes Montpellier	Projet	500
6466	Centre International de Musiques Medievales	Projet	3 000
184	Lou Paratge de Mount Pelie	Fonctionnement	900
227	Théâtre Talhers Production - La Rampe T.I.O	Fonctionnement	10 000
500	Cercle Occitan de Montpellier	Fonctionnement	1 200
2113	Atelier de Recherche Théâtrale - Art Cie	Fonctionnement	7 500
3930	La Bourrèio del Clapas	Fonctionnement	1 200
4544	Choeur Occitan de Montpellier Nadalenca	Fonctionnement	1 000

5055	Lo Talhier Parlar -Centre Formacion Professionala Occitan	Fonctionnement	3 500
5432	INTER'CAL	Fonctionnement	1 000
	PLURIDISCIPLINES		
3671	CROUS - Pass'Culture	Projet	17 000
4191	Illusion et Macadam	Fonctionnement	18 000
4389	Asso Régionale pour le Développement des Entreprises Culturelles	Fonctionnement	9 500
	SPECTACLE VIVANT / Danse		
418	Association Rama	Fonctionnement	9 000
597	Hors Commerce	Fonctionnement	8 500
1113	Claquettes en Vogue	Fonctionnement	1 500
1113	Claquettes en Vogue	Projet	5 000
1207	Action d'Espace	Fonctionnement	1 800
1240	Satellite	Fonctionnement	1 800
1250	Association Corée'graphie	Fonctionnement	2 000
1523	Dansomania Cie Anne Marie Porras	Fonctionnement	5 000
2432	Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron	Fonctionnement	18 000
2857	Singulier Pluriel	Projet 1	1 500
2857	Singulier Pluriel	Projet 2	1 000
3104	Etre en Scène	Fonctionnement	7 000
3140	A Contre Poil du Sens	Fonctionnement	3 200
3252	Association Achles	Fonctionnement	3 800
3426	La Mentira	Fonctionnement	2 000
3786	Danser Bonheur	Projet	1 900
3961	Compagnie Aurelia	Fonctionnement	6 500
4377	Pulx	Fonctionnement	2 100
4928	Association VILCANOTA	Fonctionnement	2 000
4991	Groupe Noces Danse Images	Fonctionnement	1 900
5020	Association Stella	Fonctionnement	4 000
5034	Association Chicanes	Fonctionnement	6 000
5052	Compagnie Autre Mina	Fonctionnement	4 700
5505	MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	2 000
5963	Mouvements sur la Ville	Projet	6 000
5990	Magdances	Projet	500

	SPECTACLE VIVANT / Musique		
154	Jam - Jazz Action	Fonctionnement	10 000
382	Association Jules Sonic Prods	Fonctionnement	1 200
412	Intensités	Fonctionnement	3 600
443	Orchestre symphonique d'Oc Orchestra	Fonctionnement	500
444	Amis de l'Orgue des Saints François	Fonctionnement	500
565	Carré Menthe	Fonctionnement	1 000
867	Cellanova.Org	Projet	3 000
980	Festival International de Radio France et de Montpellier	Fonctionnement	60 000
1274	Un Orgue dans la Ville	Fonctionnement	700
1461	Collectif Koa	Projet	4 000
1788	Les Nuits Du Chat	Projet	2 200
1867	Pic et Colegram	Fonctionnement	1 200
1867	Pic et Colegram	Projet	1 500
1966	Association des Producteurs Editeur de Musique en Languedoc Roussillon	Fonctionnement	1 800
3314	Blabla Productions	Fonctionnement	2 000
3564	Jazz Club Montpellier	Fonctionnement	1 300
3745	Association Chrétiens et Cultures	Projet 1	8 000
3745	Association Chrétiens et Cultures	Projet 2	15 000
3746	Association Uni'sons	Fonctionnement	5 000
4752	Association Continuum	Projet	5 400
4755	Association Lola Product	Fonctionnement	6 400
4755	Association Lola Product	Projet	1 700
4817	Vox Rapido	Fonctionnement	3 200
4953	L'Arc en Ciel des Faubourgs	Projet	14 000
4955	Musique Sans Frontières	Fonctionnement	15 000
4967	Zigzags Arbatz et Compagnie	Fonctionnement	2 700
4977	Rank'Art	Projet 1	1 000
4977	Rank'Art	Projet 2	1 000
4979	Polyfolies	Fonctionnement	500
5263	De Bouche à Oreille	Fonctionnement	1 700
5361	L'oreille électrique	Fonctionnement	2 000
5537	Môm'art Factory	Fonctionnement	800

5847	MOT'SON	Fonctionnement	1 000
5861	Acord Production	Projet	3 000
5867	Compagnie Imperial	Projet	1 000
6107	les Amis de l'Orgue du Temple de la Rue Maguelone	Fonctionnement	1 000
6185	LINGE ET SONS	Fonctionnement	500
6185	LINGE ET SONS	Projet	2 000
6250	Montpellier Accordéon	Projet	6 000
6410	Jazz in Clap'Coop	Projet	1 000
SPECTACLE VIVANT / Musique-Chorales			
146	Amis de l'Orgue et Choeurs de la cathédrale	Fonctionnement	1 800
148	Choeurs de l'Enclos	Fonctionnement	2 300
149	Ensemble Vocal Claire Garrone	Fonctionnement	4 300
151	Choeur Universitaire Montpellier-Méditerranée	Fonctionnement	2 500
152	Groupe Vocal Arlequin	Fonctionnement	500
153	Ensemble Vocal et Instrumental de Montpellier	Fonctionnement	4 500
375	B.A. Bach	Fonctionnement	800
465	Choeur les Chorégiens	Fonctionnement	2 100
547	Vocalys	Fonctionnement	500
1986	Chorale Protestante de Montpellier	Fonctionnement	1 300
2009	Coralen	Fonctionnement	500
2057	Ars Musica Montpellier	Fonctionnement	2 000
2137	Chorale Cor Canto à Cœur Joie	Fonctionnement	500
3996	Ensemble Choral Universitaire de Montpellier	Fonctionnement	3 000
4011	Atout Choeur	Fonctionnement	800
4630	Choeur d'ô	Projet	800
4726	Ensemble Vocal l'Accroche Choeur	Fonctionnement	800
4778	Art et Création Chorale	Fonctionnement	1 200
5172	Le Choeur des Balladins	Fonctionnement	500
5472	Voy'Elles Chœur de Femmes de Méditerranée	Fonctionnement	500
SPECTACLE VIVANT / Théâtre			
231	Théâtre en Flammes - Créatef	Fonctionnement	1 700
473	Le Bao	Fonctionnement	1 800

532	Athome	Projet	1 800
1071	Université Paul Valéry Montpellier III	Fonctionnement	9 000
1143	Compagnie les Grisettes	Projet	2 500
1176	La Compagnie Provisoire	Fonctionnement	1 800
1315	Théâtre de la Remise	Fonctionnement	3 500
1595	Le Cri Dévot	Projet	800
1733	Atout Clowns	Fonctionnement	1 000
1774	Compagnie Pepi MORENA	Fonctionnement	2 500
1949	Théâvida	Fonctionnement	1 000
1949	Théâvida	Projet	1 000
2003	Compagnie Auguste Singe	Fonctionnement	1 500
3005	Sonorités	Fonctionnement	4 000
3073	Les Fourmis Rousses	Fonctionnement	1 500
3156	Primesautier Théâtre	Fonctionnement	1 000
3156	Primesautier Théâtre	Projet	1 000
3283	Compagnie Les Têtes de Bois	Fonctionnement	4 000
3845	Centre des arts du cirque Balthazar	Fonctionnement	15 000
4010	L'Autre Théâtre	Fonctionnement	1 900
4214	U Structure Nouvelle	Fonctionnement	7 500
4364	Exit Compagnie	Fonctionnement	6 700
4472	La Vista Théâtre de la Méditerranée	Fonctionnement	50 000
4799	CaboMundo- Cap Monde	Fonctionnement	2 600
4812	Compagnie Adesso e Sempre	Fonctionnement	10 000
4819	L'Atalante	Fonctionnement	4 000
4932	Compagnie Doré	Fonctionnement	2 000
4932	Compagnie Doré	Projet	1 000
4936	Interstices	Fonctionnement	1 800
4937	Compagnie tire pas la Nappe	Fonctionnement	7 000
4941	Amadée	Fonctionnement	800
4951	Bruitquicourt	Fonctionnement	4 500
4962	Grognon Frères	Fonctionnement	3 500
4994	La Compagnie du Capitaine	Projet	4 500
5016	Compagnie Les Perles de Verre	Fonctionnement	4 100
5039	Machine Théâtre	Fonctionnement	8 200
5045	La Compagnie Maritime La Pilotine	Fonctionnement	1 500

5105	L'ADRESSE	Fonctionnement	4 500
5109	Compagnie de l'Astrolabe	Fonctionnement	6 000
5110	Compagnie Vertigo	Fonctionnement	3 800
5122	Compagnie Alegria Kryptonite	Fonctionnement	700
5205	Compagnie Moebius	Fonctionnement	4 500
5239	Rhizome	Fonctionnement	2 000
5305	La Maison Théâtre	Fonctionnement	2 000
5305	La Maison Théâtre	Projet	2 000
5319	KLUB KLAMAUK	Projet	1 500
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	Fonctionnement	2 000
5804	Association Chagall Sans M	Fonctionnement	2 000
5814	LA RAFFINERIE	Fonctionnement	1 000
6651	LIBRE COURS	Projet	1 000
	TOTAL		1 188 600

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement, des conventions types et des conventions de partenariat le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2018 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 1 188 600 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement, les conventions types et les conventions de partenariat annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Ne prennent pas part au vote Madame KERANGUEVEN, Madame DANAN, Madame NAVARRE, Monsieur TRAVIER, Madame LEVY-RAMEAU, Madame CHARDES, Monsieur MALEK. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 6 voix (Mylène CHARDES, Perla DANAN, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Jérémie MALEK, Caroline NAVARRE de par la procuration donnée à

Chantal MARION).

31. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 15 décembre 2016 concernant les tarifs 2017 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King, de manière ponctuelle, pour 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6 191 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Les amis de la Sicile	5/07/2017	Conférence « Palerme et la Sicile »	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €
Association AFIVAM (Association Festival International du Voyage et de l'aventure de Montpellier)	28/09 au 1/10/2017	Exposition « voyage »	Salle de la MRI	1317 €
Association Amitiés Franco-Colombiennes de Montpellier 2	18/10/2017	12ème édition du festival du cinéma dans le cadre de l'année croisée France-Colombie	Salle de la MRI	912 €
Les Amis du Levant	24/10/2017	Lecture en poèmes « de l'Orient médiéval à l'Orient d'aujourd'hui »	Salle de la MRI	912 €
Euro-Grèce France	8/12/2017	Conférence « Le Mythe de l'Europe »	Salle de la MRI	912 €
Association des étudiants chinois de l'Université de Montpellier	13/12/2017	Réunion d'information sur la sécurité des étudiants chinois à Montpellier	Salle de la MRI	912 €
Italia a Due Passi	15/12/2017	Présentation voyage associatif en Ombrie	Espace Martin Luther King	314 €
			TOTAL	6 191 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Madame MARSALA, Monsieur DI RUGGIERO, Monsieur TORTORICI ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Sauveur TORTORICI).

*Monsieur Gérard CASTRE (avec la procuration de Monsieur TRAVIER) entre en séance.
Madame Maud BODKIN sort de séance.*

32. Actualisation des représentations dans les organismes extérieurs - Désignations de nouveaux représentants de la Ville de Montpellier

Suite à l'élection de nouveaux Adjoints et aux modifications des délégations des élus municipaux, il est proposé d'actualiser la liste des représentations au sein des organismes extérieurs listés ci-après. Les modifications proposées sont des modifications ponctuelles qui ne modifient pas la représentation globale de la collectivité au sein des structures concernées.

- Commission communale d'aménagement foncier,
- Association Prévention spécialisée 34,
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,
- Forum Français pour la Sécurité Urbaine,
- Fédération nationale des Métiers du stationnement,
- Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ),
- Centre Equestre de Grammont,
- Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ),
- CREPS (représentant suppléant),
- Commission d'attribution du Fonds de soutien et de Développement de l'Initiative Etudiante,
- Commission Régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative,
- Université de Montpellier- Conseil de l'UFR STAPS,

- Ligue Languedoc-Roussillon de Handball (représentant suppléant),
- Association Plante et Cité,
- Association AMORCE (représentant suppléant),
- Comité 21.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à ces désignations à main levée, comme le prévoit l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire : Je vous propose, si vous êtes d'accord, de voter à main levée. Pas de demandes d'explications ? OK.

- Commission communale d'aménagement foncier : remplacer Madame JANNIN par Madame MARION ;
- Association Prévention spécialisée 34 : remplacer Madame SANTARELLI par Madame ACQUIER ;
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, remplacer Madame SANTARELLI par Madame ACQUIER ;
- Forum Français pour la Sécurité Urbaine, remplacer Madame SANTARELLI par Madame ACQUIER ;
- Fédération nationale des Métiers du stationnement, remplacer Monsieur YOUSSEF XXX par Madame ACQUIER ;
- Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ) : remplacer Monsieur ABERT par Madame AYACHE ;
- Centre Equestre de Grammont, remplacer Monsieur ABERT XXX par Monsieur RIVAS ;
- Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) : remplacer Monsieur ABERT XXX par Madame AYACHE ;
- CREPS (représentant suppléant) : remplacer Monsieur ABERT par Monsieur RIVAS ;
- Commission d'attribution du Fonds de soutien et de Développement de l'Initiative Etudiante : remplacer Monsieur ABERT par Madame AYACHE ;
- Commission Régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative : remplacer Monsieur ABERT par Madame AYACHE ;
- Université de Montpellier- Conseil de l'UFR STAPS : remplacer Monsieur ABERT par Monsieur RIVAS ;
- Ligue Languedoc-Roussillon de Handball (représentant suppléant) : remplacer Monsieur ABERT

par Monsieur RIVAS ;

- Association Plante et Cité : remplacer Monsieur COUR par Monsieur DE VERBIZIER ;
- Association AMORCE (représentant suppléant) : remplacer Monsieur COUR par Madame CHARDES ;
- Comité 21 : remplacer Monsieur COUR par Madame JANNIN ;

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ont été élus :

Commission communale d'aménagement foncier

Chantal MARION en remplacement de Stéphanie JANNIN

Association Prévention spécialisée 34

Lorraine ACQUIER en remplacement de Marie-Hélène SANTARELLI

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

Lorraine ACQUIER en remplacement de Marie-Hélène SANTARELLI

Forum Français pour la Sécurité Urbaine

Lorraine ACQUIER en remplacement de Marie-Hélène SANTARELLI

Fédération nationale des Métiers du stationnement

Lorraine ACQUIER en remplacement de Rabii YOUSSEF

Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes

Sophia AYACHE en remplacement de Fabien ABERT

Centre Equestre de Grammont

Patrick RIVAS en remplacement de Fabien ABERT

Centre Régional Information Jeunesse

Sophia AYACHE en remplacement de Fabien ABERT

CREPS (suppléant)

Patrick RIVAS en remplacement de Fabien ABERT

Commission d'attribution du Fonds de soutien et de Développement de l'Initiative Etudiante

Sophia AYACHE en remplacement de Fabien ABERT

Commission Régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative

Sophia AYACHE en remplacement de Fabien ABERT

Université de Montpellier- Conseil de l'UFR STAPS

Patrick RIVAS en remplacement de Fabien ABERT

Ligue Languedoc-Roussillon de Handball (suppléant)

Patrick RIVAS en remplacement de Fabien ABERT

Association Plante et Cité

Henri de VERBIZIER en remplacement de Christophe COUR

Association AMORCE (suppléant)

Mylène CHARDES en remplacement de Christophe COUR

Comité 21

Stéphanie JANNIN en remplacement de Christophe COUR

33. Tarifs 2018 pour la Ville de Montpellier

Cette délibération contient par principe l'ensemble des tarifs montpelliérains qui seront applicables au **1^{er} janvier 2018** ou à la date précisée.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun
- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public)

Les tarifs proposés intègrent la volonté de préserver le pouvoir d'achat des usagers, complémentaire de la décision de non-augmentation des taux de fiscalité de la Ville. Ils sont donc principalement stables, les quelques évolutions tarifaires sont limités à l'inflation enregistrée.

CADRE JURIDIQUE ET TYPOLOGIE DES TARIFS MUNICIPAUX QUI SONT INTEGRALEMENT LISTES DANS CETTE DELIBERATION

LES MODALITES DE FIXATION DES TARIFS

- Imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- Déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;

- Modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- Indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- Calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- Certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

LES TYPOLOGIES DES TARIFS

Taxe : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

Redevance : deux redevances sont distinguées :

La redevance pour service rendu est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme tels, les tarifs de la serre amazonienne, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel etc.

La redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas priver d'accès les usagers au service public.

Pour plus de lisibilité, les tarifs sont classés en 3 catégories :

1 – Les tarifs relatifs aux services à la population

2 – Les redevances d'occupation du domaine public

3 – Les refacturations

I. LES TARIFS RELATIFS AUX SERVICES A LA POPULATION

Les services de la Ville de Montpellier s'organisent autour de 150 métiers qui permettent d'offrir aux montpelliérains un service public professionnel, proche et réactif.

1. LES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT (EAJE)

Près de 4 000 enfants sont accueillis quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles libérales installées à Montpellier. Au total, près de 25 millions d'euros par an sont consacrés à l'accueil du jeune enfant par la Ville de Montpellier.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux d'effort appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année.

Le taux d'effort varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux d'effort x Revenu mensuel par foyer (*encadré par un plancher et plafond*)

▪ Taux applicables pour 2018

Le barème national pour 2018 sera publié en début d'année prochaine. Il sera appliqué dès sa publication.

Ressources plancher 2017	674,32 €
Ressources plafond 2017	4 864,89 €

A titre indicatif pour l'année 2017	Taux d'effort	Tarifs plancher 2017	Tarif plafond 2017
ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant)			
1 enfant	0,06%	0,40 €	2,92 €
2 enfants	0,05%	0,34 €	2,43 €
3 enfants	0,04%	0,27 €	1,95 €
4 à 7 enfants	0,03%	0,20 €	1,46 €
8 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,97 €
ACCUEIL EN CRECHE FAMILIALE (prix par enfant)			
1 enfant	0,05%	0,34 €	2,43 €
2 enfants	0,04%	0,27 €	1,95 €
3 à 5 enfants	0,03%	0,20 €	1,46 €
6 enfants et au-delà	0,02%	0,13 €	0,97 €
TARIFICATIONS SPECIFIQUES			
Familles non affiliées au régime général	Tarifs majorés de 50%		

Exemple de calcul : Pour une famille montpelliéraine de 2 enfants ayant un revenu mensuel de 2 200 € (revenu du foyer), le tarif horaire en crèche collective est de 1.10 € ($0.05\% \times 2\,200\text{€}$).

▪ **Tarifications spécifiques**

Par ailleurs, conformément à la circulaire CNAF relative à la prestation de service unique, la Ville applique les tarifications spécifiques suivantes :

Le tarif fixe moyen :

- Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiche de salaires
- En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance
- Pour l'accueil d'urgence, si les ressources des familles ne sont pas connues au moment de l'inscription

Le tarif fixe moyen est défini par le montant total des participations familiales facturées de l'ensemble des établissements gérés par la Ville sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente.

A titre d'exemple, le tarif fixe moyen en 2017 = 1.29 € par heure.

Le tarif lié au handicap d'un enfant :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé, à charge de la famille (même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement) permet d'appliquer le tarif correspondant au taux d'effort immédiatement inférieur.

Par dérogation :

La Ville de Montpellier applique des tarifs sociaux dans le cadre de la convention « action de soutien à la parentalité » passée entre la Ville et le Conseil Départemental de l'Hérault. L'enfant accueilli peut bénéficier, autant que nécessaire, d'une tarification adaptée à la capacité contributive de la famille, voire d'une gratuité, à titre exceptionnel et pendant une durée limitée. Cette tarification spécifique est prévue par une délibération annuelle du Conseil municipal autorisant la convention précitée.

2. LA RESTAURATION SCOLAIRE

La cuisine centrale municipale, titulaire d'un agrément sanitaire européen, fabrique et livre près de 11 000 repas par jour dans les restaurants scolaires des écoles publiques de la Ville de Montpellier.

▪ **Modalités de détermination des tarifs**

L'application d'un taux d'effort génère une tarification individualisée ce qui garantit aux usagers l'accès à une tarification équitable et permet d'avoir un tarif qui évolue selon le revenu des familles et leur composition. Ce dispositif évolue en fonction des ressources et des capacités contributives des familles.

Le prix des repas réservés sera compris entre 1,75 et 4,95 euros. Il convient de rappeler que le coût global du repas, y compris l'encadrement des enfants, dépasse les 9 euros et que la collectivité intervient pour favoriser l'accès au plus grand nombre d'élèves à une restauration saine et

$$\text{Tarif} = \text{Part fixe} + (\text{Taux d'effort} \times \text{Revenu mensuel avant abattement}) \text{ encadré par un plancher et plafond}$$

Les revenus pris en compte sont :

- **Pour les allocataires de la CAF** qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille) ;
- **Pour les autres usagers**, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante.

▪ **Modalités de réservation des repas et des accueils :**

Pour faciliter la planification des activités et des encadrants nécessaires, les familles doivent réserver les temps d'activités périscolaires et la restauration scolaire pour toute la durée de la période entre deux vacances scolaires ou pour toute l'année scolaire. La période de réservation est ouverte 2 semaines précédant le début des vacances scolaires, sa clôture étant fixée au dernier jour de classe précédant les vacances scolaires. Elle est prolongée jusqu'au dimanche pour les réservations effectuées par internet. Par exception, en septembre les réservations restent ouvertes jusqu'à la fin de la première semaine complète de classe.

Au vu du calendrier scolaire 2017/2018 qui prévoit une période longue avant les grandes vacances, il est prévu par dérogation au règlement de fonctionnement de temps périscolaires de la Ville de Montpellier de scinder cette période en deux (du lundi 30 avril au vendredi 1er juin 2018 pour la première et du lundi 4 juin au vendredi 6 juillet pour la seconde). Les périodes de réservations afférentes seront les suivantes :

- Sur Bambinéo, du lundi 2 avril au dimanche 15 avril. A l'école, au guichet Presto, dans une mairie de proximité : du mardi 3 avril au vendredi 13 avril.
- Sur Bambinéo, du lundi 7 mai au dimanche 20 mai. A l'école, au guichet Presto, dans une mairie de proximité : du lundi 7 mai au vendredi 18 mai.

Quatre modes de réservation sont possibles :

- **Par internet via le site de la ville :** www.montpellier.fr (identifiant famille et code PIN communiqués avec « Ma carte / Carte midi ») ;
- **Dans chaque école**, sur rendez-vous avec le responsable d'accueil périscolaire ;
- **Au service Prest'O** à l'Hôtel de Ville ;
- **Dans les mairies de proximité** Tastavin, François Villon, Aubes-Pompignane et Mosson.

Tarifs applicables depuis le 04/09/2017 :

TARIFICATION POUR LES REPAS RESERVES

Prix par enfant inscrit	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
Famille avec 1 enfant à charge	1,15 €	0,093%	1,75 €	4,95 €
Famille avec 2 enfants à charge	1,04 €	0,084%		
Famille avec 3 enfants à charge et plus	0,92 €	0,074%		
TARIFICATION OCCASIONNELLE				
Pour chaque repas consommé sans réservation préalable selon les modalités prévues par la Ville, une majoration forfaitaire de 1,50 € est appliquée aux tarifs ci-dessus				
TARIFICATIONS SPECIFIQUES				Tarif unitaire
Repas d'urgence sociale (personne dont la situation administrative est en cours de régularisation)				1,75 €
Prise en charge temps méridien sans repas				1,50 €
Repas Adulte				6,60 €
Repas et prise en charge – Enfant sans dispositif « Ma carte / Carte midi »				4,95 €
Remplacement « Ma carte / Carte midi »				10,00 €

Afin de permettre aux enfants montpelliérains de bénéficier de la tarification sociale sans différence selon qu'ils sont accueillis dans un ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) municipal ou associatif. La Ville dans sa délibération 2014/327 approuvée par Conseil municipal le 24 juillet 2014 propose d'appliquer la tarification sociale aux repas commandés par les ALSH associatifs auprès de la Cuisine Centrale des lors que ces ALSH répercuteront ladite tarification sur les repas fournis aux enfants.

3. LES ACCUEILS DE LOISIRS ASSOCIES A L'ECOLE (ALAE) :

Les tarifs des accueils périscolaires seront compris entre 0,40 € et 0,80 €.

Les modalités de calculs, les revenus pris en compte ainsi que les modalités de réservation sont identiques à ceux de la restauration scolaire (cf. 1.2)

TARIFICATION ACCUEILS	POUR LES	Part fixe	Taux d'effort	Tarif mini	Tarif maxi
ACCUEILS MATIN : 7H45-8H45 ET ACCUEILS SOIRS : 17H30-18H30 (prix par enfant inscrit)					
Famille avec 1 enfant à charge		0,32 €	0,012 %	0,40 €	0,80 €
Famille avec 2 enfants à charge		0,29 €	0,010 %		
Famille avec 3 enfants à charge et plus		0,26 €	0,009 %		
Temps d'activités périscolaires		GRATUIT			
ACCUEILS MERCREDI MIDI : 11H45-12H30		GRATUIT			
TARIFICATIONS SPECIFIQUES					Tarif unitaire
Pénalités de retard appliquée à chaque retard à compter du 2 ^{ème} retard constaté dans l'année scolaire le mercredi après 12H30 et le lundi, mardi, jeudi, vendredi après 18H30					10 €

4. LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT (ALSH) :

Les Accueils de Loisirs de Montpellier sont des structures de proximité qui accueillent les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et les vacances scolaires en leur proposant de nombreuses activités sur la base de thèmes ludiques, sportifs et culturels. 33 centres sont répartis sur la Commune représentant **1 200 places par jour**.

▪ Modalités de détermination des tarifs

Le tarif par journée et par enfant est calculé en fonction d'un taux d'effort appliqué au revenu mensuel avant abattement de la famille. Un tarif plancher et plafond s'appliquent à l'issue du calcul. Cette tarification permet de lisser l'effort des familles selon leurs revenus.

Une participation complémentaire peut être demandée dans le cadre de projets spécifiques.

Ce tarif journalier ne comprend pas le repas. Le mode de calcul du prix du repas est le même que celui fixé pour les restaurants scolaires.

$\text{Tarif journée (sans repas)} = \text{Taux d'effort} \times \text{revenu mensuel avant abattement}$
--

▪ Les revenus pris en compte

Pour les allocataires de la CAF qui bénéficient de prestations, les revenus communiqués par la CAF (source CAF PRO à partir du numéro CAF de la famille) ;

Pour les autres usagers, les revenus du foyer avant déduction des abattements forfaitaires de 10% ou de la prise en compte des frais réels (source « Salaires et Assimilés » du dernier avis d'imposition), plus ou moins les pensions alimentaires versées ou reçues, auxquels on ajoute les revenus mobiliers et immobiliers. Pour les travailleurs indépendants les bénéfices industriels et commerciaux seront également pris en compte. Toutes les données seront extraites du dernier avis d'imposition.

La mise à jour des revenus à lieu une fois par an : le 1er août. Le calcul du nouveau tarif de la famille sera applicable à la rentrée scolaire suivante.

Tarifs applicables depuis le 04/09/2017 :

Nombre d'enfants	Taux d'effort	Tarif plancher	Tarif plafond
1 enfant	0,587 %	7,00 €	16,10 €
2 enfants	0,536 %	6,50 €	14,60 €
3 enfants	0,485 %	5,50 €	13,90 €
Famille avec enfant handicapé	Application du taux d'effort inférieur		
Demi-journée	60 % du prix de la journée		

A noter que ces tarifs s'appliquent également dans les 5 ALSH ADOS* municipaux ouverts aux 12-17 ans, les mercredis et vacances scolaires (sauf les jours fériés).

*Maisons Pour Tous Antoine de Saint-Exupéry ; Boris Vian ; Francois Villon et l'Escoutaire
L'ALSH ADOS de la Maison Pour Tous Andre Chamson est ouvert en juillet uniquement.

5. LES PRESTATIONS JEUNESSE:

▪ La carte été jeunes

La Ville propose aux jeunes Montpelliérains de 12 à 29 ans des prestations de loisirs à un tarif préférentiel. La Carte Eté Jeunes contient une cinquantaine de coupons donnant accès à une trentaine d'activités culturelles et sportives différentes à pratiquer de juin à septembre pour un coût réel du chéquier, tarifs négociés par la Ville auprès des partenaires et pratique de toutes les activités, de 108€ (montant 2017).

Toute attribution à titre gratuit devra donner lieu à une délibération fixant les critères d'attribution.

▪ Les ateliers « découverte »

Des ateliers « découverte » ou des animations sont proposés aux montpelliérains de 12 à 29 ans, pendant les petites vacances de février, avril et octobre.

▪ Les Photocopies et impression de CV

Ces prestations permettent à la Ville de Montpellier d'accompagner au mieux les jeunes dans leurs démarches de recherche d'emploi, de logement et d'informations diverses.

▪ Exposition & vide-studio annuel

Les jeunes artistes montpelliérains non professionnels et le tissu associatif partenaire du service Jeunesse peuvent exposer gratuitement à l'EMJ.

Pour les jeunes de moins de 30 ans, ayant un lien avec Montpellier, et pour les associations partenaires, il est mis à disposition un emplacement gratuit pour le vide studio (puces) : journée d'échange et de ventes d'objets personnels, réservé aux non professionnels.

Prestation	Tarifs 2018
Carte été jeune	25 €
Ateliers « découverte »	21 €
Photocopie A4 / Impression CV ou lettre de motivation	0,10 €
Photocopie A3	0,20 €
Mur d'exposition	Gratuit
Vide studio	Gratuit

6. LES ACTIVITES SPORTIVES

La carte Montpellier Sports permet d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville dans le cadre du programme permanent. Par ailleurs, elle offre un accès à l'ensemble des activités proposées par le programme spécial vacances : plus de 50 disciplines gratuites ou à tarif préférentiel, encadrées par l'équipe d'éducateurs municipaux et les associations sportives montpelliéraines partenaires.

Prestation	Tarif 2018
-------------------	-------------------

7. LES ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES DES MAISONS POUR TOUS :

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

▪ Inscription dans les Maisons Pour Tous

Lors de cette inscription unique, pour l'ensemble des Maisons pour tous, une carte nominative sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons pour Tous encadrées par les animateurs de la Ville ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel.

Le dossier d'inscription est à renouveler pour chaque saison au mois de septembre.

Les tarifs suivants sont applicables depuis le 04/09/2017 et pour l'année scolaire 2017/2018 :

Cartes d'abonnement	Tarifs
Adulte	7,00 €
Enfant (moins de 18 ans)	3,50 €

▪ Les cotisations annuelles pour les activités (hors vacances scolaires)

Activités collectives :	Tarifs
Tarification pour 30 séances (minimum) de 1h/semaine (pour la saison scolaire)	135 €
Tarification par tranche de 30 minutes supplémentaire par séance hebdomadaire	40 €

Activités individualisées :	Musique	Musique + atelier collectif solfège (1heure/semaine)
Tarification séances de musique individualisées à 1 élève (30 séances d'1 heure)	500 €	580 €
Tarification séances de musique à 2 élèves (30 séances d'1 heure)	380 €	460 €
Tarification séances de musique à 3 élèves (30 séances d'1 heure)	250 €	330 €

Les activités jardins partagés, club et EPI sont ouvertes aux détenteurs de carte d'abonné uniquement (pas de cotisation annuelle).

Conditions de remboursement :

Le remboursement se fera aux conditions suivantes : cessation de l'activité de la part de la MPT, raison médicale de l'utilisateur, changement d'emploi du temps professionnel de l'utilisateur, déménagement de l'utilisateur, perte d'emploi des usagers (à la date de prise d'effet de la nouvelle situation) et sur présentation des justificatifs afférents.

▪ Les réductions accordées :

Réduction comité d'entreprises (COSC)	20%
Réduction pour les activités collectives et cours individuels :	
Etudiants (engagés dans un cursus d'enseignement supérieur) et lycéens	50%
Bénéficiaires des allocations temporaire d'attente(ATA), solidarité spécifique, supplémentaire de retraite, revenu de solidarité active (RSA)	
Adhérents de la GEM (Groupe d'Entraide Mutuelle)	
Personnes handicapées ou invalides sur présentation d'une carte d'invalidité de 80% minimum	
Réductions pour les familles nombreuses :	
Pour les enfants de familles de 3 enfants	30%
Pour les enfants de familles de 4 enfants	40%
Pour les enfants de familles de 5 enfants	50%
<i>Pour les inscriptions en cours d'année, il sera appliqué le plein tarif jusqu'à octobre puis une cotisation calculée au prorata temporis à compter de novembre des mois restants à faire jusqu'à la fin de la session.</i>	

Les cotisations ponctuelles pour les activités

Soirées et animations organisées en MPT :	Tarifs
Tarif animations / spectacles divers / personne	2 €
Supplément transport hors TAM	3 €
Supplément repas	2 €
Supplément location diverses matériels et/ou prestation externe	2 €
Supplément entrée billetterie égale ou supérieure à 10€	2 €

Stages :	Tarifs
Tarification / heure (sans fourniture consommable)	1 €
Tarification / heure (avec fourniture consommable)	2 €

Atelier individualisé :	Tarifs
Tarification initiation atelier individualisé (cours dispensé par animateurs MPT de 1 à 4 personnes) / la séance	5 €

Labo Photo Boris Vian :	Tarifs
Tarification / séance	3 €

Studio d'enregistrement de Léo Lagrange :	Tarifs
Tarification / heure	15 €

Une gratuité de certains évènements sera appliquée selon les projets spécifiques des Maisons pour tous.

8. LA SERRE AMAZONIENNE

La Serre Amazonienne de la Ville de Montpellier est une réalisation unique en France. Recréant

toutes les caractéristiques et spécificités de la forêt amazonienne, elle permet aux visiteurs de découvrir plus de 500 animaux et 3 500 végétaux. Elle a pour but de sensibiliser le public aux beautés et aux particularités de l'écosystème amazonien et à la nécessité de sa préservation.

Le Pass Métropole permet d'obtenir une réduction sur les tarifs individuels.

Tarifs 2018	Sans Pass Métropole	Avec Pass Métropole
Entrée Adulte	6,50 €	5,50 €
Carnets de 10 entrées	40 €	40 €
Tarif réduit (enfants de 6 à 18 ans, étudiants, familles nombreuses, demandeurs d'emploi, sénior + de 60 ans)	3,00 €	2,50 €
Entrée gratuite pour :		
Les enfants de moins de 6 ans	Gratuit	Gratuit
Les bénéficiaires de minima sociaux		
Enfants et accompagnateurs des crèches, écoles primaires et ALSH de Montpellier		
Tarif groupes :		
Comités d'entreprises et associations (>10 personnes)	4 €	4 €
Groupes scolaires (collèges & lycées) et étudiants	3 €	3 €
Groupes scolaires primaires et ALSH hors Montpellier	2 €	2 €
Enfants des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	Gratuit	Gratuit
Accompagnateurs des crèches et écoles maternelles hors Montpellier	2 €	2 €
Autres tarifs :		
Visite nocturne et guidée	10 €	10 €
Location d'audio-guide	1 €	1 €
Plan du zoo	0,50 €	0,50 €

9. LE PARCOURS MUSEOGRAPHIQUE

Que l'on soit habitant ou non de la Ville de Montpellier, il est toujours enrichissant de découvrir les richesses d'une culture, d'un patrimoine. Le parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permet l'accès :

- Au musée du Vieux Montpellier
- A la pharmacie et chapelle de la Miséricorde

Entrée parcours muséographique	Tarifs 2018
Tarif normal individuel	3 €
Tarif réduit pour :	
Les groupes (à partir de 10 personnes)	2 €
Les familles nombreuses sur présentation de la carte	2 €

Les détenteurs d'un billet de la visite du centre historique avec l'office du tourisme ou sur présentation du billet d'entrée de l'un des musées partenaires de Montpellier Méditerranée Métropole	1,50 €
Entrée gratuite pour :	
Les moins de 26 ans et les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, les groupes scolaires, les ALSH et leurs accompagnants, les détenteurs de la City Card délivrée par l'Office du Tourisme, les titulaires d'une carte d'invalidité et leurs accompagnants	gratuit
A l'occasion de la Nuit Européenne des Musées	
Lors des Journées du Patrimoine	
Le 1er dimanche de chaque mois	

10. LE THÉÂTRE JEAN VILAR

Le Théâtre Jean Vilar, situé au 155 rue de Bologne à Montpellier, permet à chaque montpellierain de bénéficier tout au long de l'année d'une programmation audacieuse et de qualité.

Ces tarifs sont applicables à partir de juin 2018, pour les spectacles de la saison 2018/2019

Théâtre Jean Vilar	Tarifs 2018
Plein tarif	19 €
Tarif réduit pour les étudiant, plus de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), accompagnant d'un professionnel invité, titulaires du Pass Métropole	11 €
Tarif super réduit pour les moins de 16 ans, lycéens, collégiens, écoles hors Montpellier, professionnels du spectacle vivant	5 €
Tarif ultra réduit pour les écoles de Montpellier, les bénéficiaires de minima sociaux	1 €
Cartes d'abonnement pour 4 spectacles	
Plein tarif (13 € / spectacle supplémentaire)	52 €
Tarif réduit (9€ / spectacle supplémentaire) : étudiants, + de 60 ans, demandeurs d'emploi, groupes (à partir de 10 personnes), titulaires du Pass Métropole	36 €
Tarif super réduit: moins de 16 ans, lycéens, professionnels du spectacle vivant (3,50 €/place supplémentaire)	14 €
Dispositifs particuliers	
Pass culture (convention avec le CROUS)	9,50 €
Stage théâtre - tarification par jour et par participant (durée générale d'un stage : 5 jours)	10 €
Cultures et sport solidaires 34	gratuit
Maison des chômeurs	5 €

11. LE CINEMA NESTOR BURMA :

Depuis son ouverture en 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma a accueilli plus de 154 000 spectateurs.

Outil culturel de proximité, ouvert à tous, il conjugue une programmation généraliste et populaire avec des films de qualité qui lui ont valu en 2017 le renouvellement du classement Art et Essai assorti des labels « jeune public et Patrimoine, répertoire » par le Centre National du Cinéma et de l'image animée.

Entrée cinéma Nestor Burma	Tarifs 2018
Tarif individuel	6 €
Tarif réduit pour tous avant 17h00, les moins de 26 ans, les plus de 60 ans, les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires de minima sociaux, les étudiants, les familles nombreuses	5 €
Tarif individuel Pass Culture (convention CROUS)	4,50 €
Tarif individuel Ecran des enfants	3 €
Tarif moins de 14 ans	4 €
Carte 10 places (non nominative et valable 1 an)	45 €
Tarif Comité d'entreprises ou de groupe (minimum 10 personnes) – prix par personne	4,50 €
Tarif scolaire (dans le cadre du dispositif école et cinéma, collégiens au cinéma, lycéens et apprentis cinéma)	2,50 €
Tarif de groupe Ecran des enfants (écoles et centres de loisirs) / gratuité pour les accompagnants (à raison de 1 pour 10 enfants)	2,70 €
Tarif spécial (évènement conventionné ou séance à la carte - enseignant, centre de loisirs, IME)	3,50 €
Fête du cinéma	3 €
Supplément (3D)	1 €
Remplacement de lunettes 3D endommagées	45 €

II. LES REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Avec plus de mille lieux et événements dédiés à la culture, 246 salles et terrains de sport, 146 parcs et squares, Montpellier offre à ses habitants, à travers la richesse de son patrimoine, une Ville dans laquelle il fait bon vivre.

La redevance d'occupation du domaine public correspond à la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques). L'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

La redevance est également un outil permettant d'organiser harmonieusement l'occupation de notre patrimoine Municipal.

1. LES SALLES MUNICIPALES

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 23 h (départ public).

Sous conditions tarifaires, les salles Rencontres, Pagézy et Grammont pourront être utilisées jusqu'à 1 h du matin (départ public):

- Un ½ tarif sera appliqué à la place d'un forfait de base
- Un plein tarif sera appliqué à la place d'un ½ tarif

A titre exceptionnel et pour les associations à but non lucratif, la salle des Rencontres ou la salle PAGEZY pourront être mises à disposition jusqu'à 03h00 du matin au plein tarif.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles	Unité	Tarifs 2018		
		Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Salle d'exposition (RDC Hôtel de Ville)	à la semaine	3 250 €	1 625 €	31 €
Salle du Conseil Municipal (hors prestation de régie technique obligatoire IEC)	/jour	2 220 €	1 110 €	52 €
Salle des Rencontres avec l'office (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	3 300 €	1 650 €	52 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	4 050 €	2 025 €	104 €
Salle des Rencontres (Hôtel de Ville - niveau OH)	/ jour (du lundi au samedi)	2 785 €	1 392,50 €	52 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 040 €	1 520 €	104 €
Mairie annexe de Grammont	/ jour (du lundi au samedi)	2 060 €	1 030 €	52 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	3 040 €	1 520 €	104 €
Salle Jules Pagezy (ancien hôtel de ville)	/ jour (du lundi au samedi)	1 650 €	825 €	52 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 030 €	1 015 €	104 €
Centre Rabelais (bd Sarraïl - salle de projection)	/ jour (du lundi au samedi)	1 340 €	670 €	52 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	2 030 €	1 015 €	104 €
Centre Rabelais (vacation projection)	/ jour (du lundi au samedi)	264 €	132 €	27 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	525 €	262,50 €	53 €
Salle Pétrarque (Place Pétrarque)	/ jour (du lundi au samedi)	620 €	310 €	31 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	1 240 €	620 €	62 €
Salle Jacques 1er d'Aragon (Richter - espace place de la révolution)	/ jour (du lundi au samedi)	456 €	228 €	31 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	912 €	456 €	62 €
Salle Belvédère (toit du Corum)	/ jour (du lundi au samedi)	320 €	160 €	31 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	620 €	310 €	62 €
Salle Guillaume de Nogaret (espace Pitot)	/ jour (du lundi au samedi)	320 €	160 €	31 €
	/jour (dimanche et jours fériés)	620 €	310 €	62 €
Cautionnement				
Caution pour tout espace loué	u	1 580,00 €		

2. LE MATERIEL MUNICIPAL

Délivrance et restitution du matériel :

La prise en charge du matériel et la réintégration s'effectue pendant les jours ouvrés de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 au centre technique de **Garosud**.

Frais de livraison et prestations électriciens au profit des associations :

Les livraisons et prestations électriques seront facturées en week-end et jours fériés et pendant les jours ouvrés avant 8h30 et après 16h30.

Matériels	Unité	Particuliers et sociétés à caractère commercial	Associations
Chaise	u/jour	0,32 €	0 €
Table (2m)	u/jour	4,30 €	0 €
Grille-caddie	u/jour	6,00 €	0 €
Podium	m ² /jour	8,00 €	0 €
Barrière	u/jour	8,00 €	0 €
Place de tribune	u/jour	0,82 €	0 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) A/R	par camion	Non prévu	121 €
Livraison de matériel (en dehors des jours et heures ouvrés) voyage unique	par camion	Non prévu	71 €
Forfait électrique -Installation coffret Ville (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	51 €
Forfait électrique - Installation coffret EDF (en dehors des jours et heures ouvrés)	unité	Non prévu	172 €
Cautionnement			
Cautionnement petit matériel		370 €	370 €
Cautionnement barrières tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement		1 360 €	1 360 €

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement du matériel sera intégralement réclamé à l'emprunteur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

3. LES SALLES DE LA MAISON DES RELATIONS INTERNATIONALES NELSON MANDELA ET DE L'ESPACE MARTIN LUTHER KING

Ces deux lieux sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à l'international qui participent à la vie culturelle de la cité.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.

***Demi-tarif** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Les salles sont mises à disposition jusqu'à 22h.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel. Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Demi-Tarif *	Forfait de Base**
Maison des Relations Internationales	/ jour	912 €	456 €	51 €
Espace Martin Luther King (grande salle)	/ jour	314 €	157 €	31 €
Espace Martin Luther King (petite salle)	/ jour	101 €	51 €	16 €
Exposition à la Maison des Relations Internationales (tarif par quinzaine)	/ U	1 317 €	659 €	21 €
Exposition à l'Espace Martin Luther King grande salle (tarif par quinzaine)	/ U	507 €	254 €	16 €
Cautionnement				
Caution	u	1 530 €		

4. LES SALLES DES MAISONS POUR TOUS

La Ville de Montpellier met également des salles à disposition des associations, conseils de quartiers, comités de quartiers, syndicats de copropriétés ou organismes et établissements pour des activités régulières ou ponctuelles. Ces mises à dispositions se font dans le cadre d'ateliers, de stages, de manifestations ou de réunions. **Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.**

Salles pour activités hebdomadaires - Maisons Pour Tous	Tarifs 2018
Tarification pour 1 h et 10 personnes	110 €
Tarification pour 1 h et 20 personnes	165 €
Tarification pour 1 h et 30 personnes	220 €
Tarification pour 1 h et + de 30 personnes	270 €
Tarification pour 1 h 30 et 10 personnes	140 €
Tarification pour 1 h 30 et 20 personnes	190 €
Tarification pour 1 h 30 et 30 personnes	245 €
Tarification pour 1 h 30 et + de 30 personnes	300 €

Tarification pour 2 h et 10 personnes	165 €
Tarification pour 2 h et 20 personnes	220 €
Tarification pour 2 h et 30 personnes	270 €
Tarification pour 2 h et + de 30 personnes	320 €
Tarification pour ½ journée et 10 personnes	245 €
Tarification pour ½ journée et 20 personnes	300 €
Tarification pour ½ journée et 30 personnes	350 €
Tarification pour ½ journée et + de 30 personnes	430 €
Tarification pour 1 journée et + de 30 personnes	455 €
Tarification par heure supplémentaire pour plus de 11h et + de 30 personnes	40 €

Salles pour activités ponctuelles	Tarifs 2018
1/2 journée salle de - 60 personnes	55 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110 €
Journée salle de - 20 personnes	55 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110 €
Journée salle de + 60 personnes	220 €
Week-end réunions et assemblées	110 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €
Caution location	150 €

Salle polyvalente Albert Camus (associations logées à la maison des rapatriés)	Tarifs 2018
1/2 journée salle de - 60 personnes	30 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	50 €
Journée salle de - 60 personnes	50 €
Journée salle de + 60 personnes	105 €
Week-end réunions et assemblées	50 €
Week-end stages d'activités des associations	50 €
Caution	150 €

5. **FERME PEDAGOGIQUE (EX - CENTRE DARWIN)**

La ferme pédagogique n'a pas vocation à être louée à des particuliers.

Ferme pédagogique (Ex- Centre de Ressources Darwin)	Tarifs 2018
1/2 journée salle de - 60 personnes	55 €
1/2 journée salle de + 60 personnes	110 €
Journée salle de - 20 personnes	55 €
Journée salle de 20 à 60 personnes	110 €
Journée salle de + 60 personnes	220 €
Week-end réunions et assemblées	110 €
Week-end stages activités associations - 20 personnes	110 €
Week-end stages activités associations + 20 personnes	220 €
Caution location	150 €

6. LES LIEUX CULTURELS

Le théâtre Jean Vilar

	Tarifs 2018
Grande salle	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 3 agents de sécurité, 4 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 690 €
L'heure avant 9h et après 23h	258 €
Caution	1 950 €
Bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 1 régisseur d'accueil technique, 3 agents de sécurité, 1 contrôleur. Par journée de location de 9h à 23h	1 725 €
L'heure avant 9h et après 23h	184 €
Caution	1 330 €
Grande salle + bar	
Avec le matériel inclus dans la fiche technique du théâtre, 3 régisseurs d'accueil technique, 1 agent SSIAP1, 4 agents de sécurité, 5 contrôleurs. Par journée de location de 9h à 23h	2 900 €
L'heure avant 9h et après 23h	295 €
Caution	2 200 €

Le théâtre Gérard Philipe

	Tarifs 2018
Tarification pour matinée	35 €
Tarification pour après-midi	60 €
Tarification pour journée répétition	85 €
Tarification pour 1/2 journée avec une répétition et/ou montage et une représentation	115 €
Tarification pour représentation à partir du deuxième soir	90 €
Tarification pour 1 journée complète et une représentation	150 €
Tarification pour une représentation à partir du 6ème soir	remise de 25%
Caution location	450 €

7. LOCATION DU CARRE SAINT ANNE ET DU PAVILLON POPULAIRE

Ces tarifs prennent en compte le projet d'établissement ainsi que les coûts de fonctionnement de tels accueils.

Plein tarif pour la location du lieu sans implication avec le projet d'établissement, sous condition de disponibilité du lieu et avec accord préalable

***Demi-tarif** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire et du Carré Sainte Anne ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, **entraînant des recettes.**

****Forfait de base** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle du Pavillon Populaire et du Carré Sainte Anne ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier, **n'entraînant pas de recettes.**

Carrée Sainte-Anne	Unité	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000 €	1 500 €	500 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000 €	1 000 €	250 €
Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes				

Pavillon Populaire	Unité	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
tarif 1 jour avec exposition en place	jour	3 000 €	1 500 €	500 €
tarif 1 jour sans exposition	jour	2 000 €	1 000 €	250 €
Ce tarif comprend la présence de 4 agents municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes				

8. LA PANACEE

Les tarifs pour les espaces d'exposition, en période d'accrochage et de fermeture au public, peuvent être consentis à une personne morale pour un de ses événements (journée d'entreprise, manifestation prestige, colloques, visites privées).

Le tarif proposé pour les autres espaces (centre de ressources, auditorium, patio ou Panastudio) comprend les coûts de fonctionnement (suivi technique, sécurité et accueil, entretien).

***Demi-tarif** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de La Panacée ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier entraînant des recettes.

****Forfait de base** pour les associations à caractère culturel avec un projet en cohérence avec la programmation artistique et culturelle de La Panacée ou la politique culturelle de la Ville de Montpellier n'entraînant pas des recettes

La Panacée	Plein tarif	Demi-tarif *	Forfait de base**
Salles d'exposition (609 m2)			
tarif 1 jour	10 000 €	5 000 €	500 €
tarif 1/2 journée	5 000 €	2 500 €	
Centre de ressources (168 m2)			
tarif 1 jour	350 €	175 €	50 €
tarif 1/2 journée	175 €	87.50 €	
Auditorium (195 m2)			
tarif 1 jour	750 €	375 €	50 €
tarif 1/2 journée	375 €	187.50 €	
Patio (633m2)			
tarif 1 jour	500 €	250 €	50 €
tarif 1/2 journée	250 €	125 €	
Panastudio (62 m2)			
tarif 1 jour	250 €	125 €	50 €
tarif 1/2 journée	125 €	62.50 €	

9. LES SALLES DE L'ESPACE MONTPELLIER JEUNESSE (EMJ)

La ville de Montpellier met des salles de l'EMJ à disposition des associations partenaires du service jeunesse et des montpelliérains âgés de 12 à 29 ans porteurs de projet. Le service Jeunesse pour répondre au mieux à la demande des associations, propose également une mise à disposition de la salle à l'heure.

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers ni à des associations culturelles.

Salles de l'Espace Montpellier Jeunesse	Unité	Tarifs 2018
Pour les associations partenaires du service jeunesse (valorisation de l'aide en nature, avec un montant identique à celui des Maisons pour tous pour une salle de 20 à 60 personnes)	Jour	Gratuit
Pour les jeunes montpelliérains de 12 à 29 ans	Jour	Gratuit

10. LA MAISON DES CHŒURS

La Maison des Chœurs est destinée à promouvoir le chant choral sous toutes ses formes en facilitant les activités du tissu associatif local dédiées à cette pratique et qui participent à la vie culturelle de la cité.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués :

- La nef centrale
- Les salles de répétition Ravel et Debussy
- La Maison des Chœurs dans son ensemble

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires).

***Forfait de base** pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés.

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

Salles mises à disposition	Unité	Plein Tarif	Forfait de Base*
Nef centrale	Session de 4H	650 €	30 €
Salle de répétition Ravel ou Debussy	Session de 4H	300 €	15 €
La maison des chœurs (Nef + salles de répétition)	Session de 4H	1 250 €	60 €

Cautionnement		
Caution pour tout espace loué	U	1 530 €
Refacturation de mise à disposition d'un agent		
Mise à disposition d'un agent les soirs de concert	/heure	30 €

11. LA MAISON DE LA DEMOCRATIE

Accueillant la plus ancienne faculté de Médecine du monde occidental encore en activité, doté d'établissements médicaux à la renommée internationale, œuvrant pour le développement économique à travers l'ambitieux projet « Montpellier Capital Santé », le territoire de Montpellier noue un lien intime avec la santé, marqueur fort de l'identité méditerranéenne.

C'est avec ce souci de délivrer un service public de qualité et de proximité que sont mises à disposition des **permanences des associations de santé** à la Maison de la démocratie. Chaque mois plus d'une vingtaine d'associations sont présentes pour prodiguer écoute, conseils et orientation.

A ce titre, plusieurs espaces peuvent être loués par les associations :

- La salle A
- La salle B

Les salles sont mises à disposition sur les plages horaires suivantes :

- De 9h00 à 12h30
- De 13h30 à 17h30

Ces salles n'ont pas vocation à être louées à des particuliers.

Les tarifs suivants seront appliqués :

Gratuité pour les associations partenaires et pour les associations ayant un projet en cohérence avec « Montpellier Capital Santé ».

Plein tarif (valorisation de l'aide en nature) : 27 €/session

Caution pour tout espace loué : 150 €

La Ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation et/ou perte de matériel.

Le coût de remise en état et/ou de remplacement de matériel sera intégralement réclamé à l'organisateur.

La caution ne sera restituée qu'après paiement du préjudice subi par la Ville.

12. LA LOCATION DES INSTALLATIONS SPORTIVES

Les installations sportives font partie du domaine public de la Commune, leur utilisation donne lieu à paiement d'une redevance.

Tarifs appliqués aux écoles hors contrat, collèges, lycées, universités	Unité	Tarifs 2018
Location gymnase	heure	15 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7 €
Location de terrain	heure	11,50 €
Location de mur d'escalade	heure	9,80 €
Location de skate parc	heure	9,60 €
Location de court de tennis	heure	6,50 €
Autres usagers	Unité	Tarifs 2018
Location gymnase	heure	51,40 €
Location de plateau éducation physique et sportive	heure	7,90 €
Location d'installation athlétisme	heure	51,40 €
Location de mur d'escalade	heure	45,60 €
Location de terrain	heure	39,90 €
Location de court de tennis	heure	45,60 €
Location de skate parc	heure	45,60 €
Location Pas de Tir Montmaur pour les polices municipales des communes de Montpellier Méditerranée Métropole séance de 3 heures pour 7 personnes maximum	séance	195 €
Manifestations sportives dans les installations sportives ou sur le domaine public	j	0,00 €
Montage et démontage de la manifestation		
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1 journée + 60 personnes	1 j	117,70 €
Salle pour activité ponctuelle (réunion, formation..) 1/2 journée - 60 personnes	1/2 j	58,80 €

13. LES LOCAUX SCOLAIRES

Cf. délibération du 7 novembre 2011

Locaux scolaires	Tarifs 2018
Tarif par heure et par salle	5 €
Mise à disposition gratuite pour les associations relevant du domaine sportif ou culturel dont les activités sont reconnues d'intérêt général par la Ville	Gratuit

14. LA LOCATION DE JARDINS FAMILIAUX

La Ville dispose de 158 parcelles de jardins familiaux répartis sur 3 sites : Malbosc, les Grands grès et Rieucoulon.

Nota Bene : la date de renouvellement de bail se faisant au 1er août de chaque année, le tarif suivant est donc valable du 01/08/2018 au 31/07/2019

Location des jardins familiaux	Unité	Tarifs au 01/08/2018
Location de jardin familial	m²/an	1,04 €
Parcelle standard de 120m²	€/an	125 €

Caution jardin familial (à la signature du bail)	€/an	125 €
--	------	-------

15. TAXES ET DE REDEVANCES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

▪ TAXE SUR LA PUBLICITE LOCALE EXTERIEURE

Taxe locale sur la publicité extérieure	Unité	Tarifs
Enseigne < à 7 m ²	m ² /an	0,00 €
Enseigne > à 7 m ² et ≤ à 20 m ²	m ² /an	30 €
Enseigne > à 20 m ² et ≤ à 50 m ²	m ² /an	60 €
Enseigne > à 50 m ²	m ² /an	120 €
Taxe locale sur la publicité extérieure / Dispositifs publicitaires et pré-enseignes	Unité	Tarifs
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé non numérique	m ² /an	30 €
Dispositifs dont l'affichage se fait au moyen d'un procédé numérique	m ² /an	60 €

▪ LES HALLES

Halle des Quatre Saisons	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	7,80 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	41 €

Halles Jacques Cœur	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	15,70 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	75,50 €

Halles Castellane	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	20,80 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	56,70 €
Redevance occupation d'une cave non aménagée	trimestre	84 €
Redevance occupation d'une cave aménagée	trimestre	169 €

Halles Laissac	Unité	Tarifs
Participation aux frais de fonctionnement	m ² /trimestre	20,80 €
Redevance emplacement abonné	m ² /trimestre	75,50 €

Droits d'entrée halles couvertes	Unité	Tarifs
Surface étal inférieure à 10m ²	u	3 100 €
Surface étal de 10 à 14m ²	u	3 600 €
Surface étal de 15 à 19m ²	u	3 900 €
Surface étal de 20 à 24m ²	u	4 300 €
Surface étal de 25m ² et +	u	4 900 €
Droits d'entrée halles couvertes : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

Mise à disposition des Halles:

- Mise à disposition en semaine (du lundi au jeudi) : 1 500 €/soirée
- Mise à disposition le week-end (du vendredi au dimanche) : 2 000 €/soirée

Les horaires « soirée » sont les suivants : de 20h00 à minuit.

Les espaces mis à disposition sont : le rez-de-chaussée des Halles hors étals des commerçants et locaux gardiens/placiers.

La ville se réserve le droit de demander une réparation financière en cas de dégradation. Le coût de la remise en état sera alors intégralement réclamé à l'organisateur.

▪ **LES MARCHES – MARCHES AUX PUCES – BROCANTE**

Cas spécifiques prévus :

Exonération des commerçants de redevance lors des 12 premiers mois suivants la création d'un nouveau marché ainsi que les commerçants en tantième par jour de marché annulé sur décision de la Ville.

Pour les abonnés, seuls les séances annulées sur décision de la Ville seront déduites de l'abonnement trimestriel.

Espace Mosson / Professionnels et Non Professionnels	Unité	Tarifs
Non professionnels redevance emplacement 22,5 m ² / avec véhicule / séance de marché	U/Jour	20 €
Professionnels redevance emplacement abonné 22,5m ² / avec véhicule	séance	25 €
Professionnels redevance emplacement abonné / double carreau (45m ²)/ avec véhicules	séance	33 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires emplacement 90m ² / 1 camion	séance	50 €

Marché aux Plants	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné du mois d'avril au mois de septembre	m ² /trimestre	14 €
Redevance emplacement abonné du mois d'octobre au mois de mars	m ² /trimestre	10 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'avril au mois de septembre	carreau/jour	35 €
Redevance emplacement journalier / 1 carreau (22.5m ²) du mois d'octobre au mois de mars	carreau/jour	25 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/trimestre	300 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires abonnés emplacement 90m ² / 1 camion d'octobre à mars	U/trimestre	200 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion d'avril à septembre	U/Jour	40 €
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires journaliers emplacement 90m ² / 1 camion octobre à mars	U/Jour	30 €

Promenade du Peyrou	Unité	Tarifs
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	20 €

Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	25 €
Redevance emplacement journalier Dimanches du Peyrou / CNS 100m ²	séance	50 €
Redevance emplacement abonnés Dimanches du Peyrou / CNS 100m ²	trimestre	510 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) octobre à mars	séance	30 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou Brocanteurs (arbre à arbre) avril à septembre	séance	40 €
Redevance emplacement journalier Grand déballage du Peyrou / CNS 100m ²	séance	80 €
Redevance emplacement Abonnés Dimanches du Peyrou	séance	14 €

Les autres marchés de la Ville (exonération en tantième par dimanche annulé en raison de manifestations sportives ou culturelles)	Unité	Tarifs
Redevance emplacement abonné pour une demi-journée par semaine (matin jusqu'à 13h30 ou après-midi jusqu'à 17h30)	m ² /trimestre	5,05 €
Redevance abonné emplacement pour 1 journée par semaine	m ² /trimestre	7,55 €
Redevance abonné : heure supplémentaire d'installation	m ² /heure/trimestre	0,50€
Emplacement journalier à la demi-journée du lundi au samedi	m ² /1/2 jour	1,45 €
Emplacement journalier à la journée du lundi au samedi	m ² /jour	2,15 €
Emplacement journalier à la demi-journée le dimanche ou jour férié	m ² /1/2 jour	1,95 €
Emplacement journalier à la journée le dimanche ou jour férié	m ² /jour	2,85 €
Carte commerçant - 1ère attribution	carte	0,00 €
Carte commerçant - Renouvellement / perte	carte	8,00 €
Bouquiniste 18m ²	u/jour	15,20 €
Octave des Morts : redevance emplacement pour la durée du marché (8 jours)	m ²	37,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant du lundi au vendredi inclus	m ² /jour	10,50 €
Droits d'entrée marchés de plein air : jour de marché se tenant le samedi et le dimanche	m ² /jour	21,00 €
Droits d'entrée marchés de plein air : succession par filiation ascendante ou descendante ou conjoint		0,00 €

▪ **LES AUTRES REDEVANCES**

Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10% - Toute redevance inférieure à 10€ ne sera pas facturée.

Estivales - Esplanade Charles De Gaulle	Unité	Tarifs
Pour les commerçants en artisanat & produits régionaux, producteurs et produits alimentaires conditionnées	m ² /jour	7,50 €
Bouquiniste 18m ²	u/Jour	25 €
Viticulteurs - forfait incluant la mise à disposition de comptoirs et espace bar	m ² /jour	17,10 €

Vente de produits alimentaires, restauration, vin, tapas	m²/jour	17,10 €
--	---------	---------

Occupation du domaine public	Unité	Tarifs
Diverses occupations - Espaces libres divers	m²/jour	2,20 €
Diverses occupations - Espace Grammont	m²/jour	1,70 €
Diverses occupations - Espace libre Place de la Comédie	m²/jour	6,80 €
Diverses occupations - Espace libre Place Georges Frêche	m²/jour	1,70 €
Diverses occupations - Espace libre Peyrou	m²/jour	4 €
Diverses occupations - Espace libre Esplanade Charles de Gaulle	m²/jour	5,80 €
Stand de vente 12m² environ, tout site promotion d'un territoire (alimentaire ou non alimentaire)	u/jour	30 €
Food truck dans le cadre d'une manifestation autorisée par la Ville	u/jour	150 €
Stand de vente de fruits et légumes sur de DP hors marché de plein air	mois	320 €
Occupation à but non lucratif du domaine public, tout site, pour comité de quartier, association parents élèves, écoles, Téléthon, solidarité nationale ou internationale		0,00 €
Attraction/Manège/Patinoires sur le domaine public	m²/jour	0,17 €
Manège de l'Esplanade Charles de Gaulle	Forfait /an	6 625 €
Manège du zoo du Lunaret	Forfait /an	4 250 €
Carrousel Place de la Comédie	Forfait/mois	900 €
Manifestation d'ampleur nationale sur les berges du Lez	jour	2 000 €
Distributions d'échantillons/bons d'achats/goodies/promotion commerciale forfait 100m²	jour/100m²	600 €
Campagnes de sensibilisation, Sondages, appels aux dons, collecte de fonds sur le domaine public	u/jour	200 €
Cirque forfait pour capacité inférieure ou égale à 300 personnes	jour	150 €
Cirque forfait pour capacité entre 301 et 700 personnes	jour	300 €
Cirque forfait pour capacité entre 701 et 1500 personnes	jour	450 €
Cirque forfait pour capacité supérieure à 1501 personnes	jour	600 €
Cirque jour de montage/démontage (en début ou fin de période si pas de spectacle)	jour	0,00 €
Poneys/Chevaux ou autres animaux : promenade ou démonstration	jour/animal	120 €

Autres manifestations publiques	Unité	Tarifs
Grand Bazar / Antiquaires et Bouquinistes/ Emplacement 18 m²	u/Jour	15,20 €
Grand Bazar / Autres marchés thématiques / Emplacement 12 m²	u/Jour	30 €
Marché thématique événementiel 12 m² environ	u/Jour	30 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m²	semaine	980 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 6m² Activité Restauration	semaine	1 175 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m²	semaine	1 320 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 8m² Activité Restauration	semaine	1 580 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m²	semaine	1 970 €
Marché de Noël et autres manifestations / chalet 12m² Activité Restauration	semaine	2 360 €

Marché de Noël et autres manifestations / tentes 3x3 (9m²)	semaine	515 €
--	---------	-------

	Unité	Tarifs
Frais de gestion pour manifestation annulée sur décision de l'organisateur	U	50 €
Stationnement de véhicules d'établissements commerciaux pratiquant la livraison à domicile	U/an	45 €
Stationnement sur le DP de concessionnaires auto moto	U/an	55 €
Vide greniers	U/an	0,00 €

▪ **LES DROITS TERRASSE**

Cf. carte de zonage en annexe 1. La zone 4 non légendée est constituée par défaut de toute emplacement qui n'est ni en zone 1,2 ou 3 sur le territoire montpelliérain.

Cas spécifiques prévus :

Exonération de redevances des commerçants lors des 12 premiers mois suivants la création de terrasse dans les voies de ZAC qui viennent d'être ouvertes à la circulation et d'exonérer les commerçants de redevance pendant la durée de travaux publics qui gêneront l'installation des terrasses

- Un prorata temporis sera appliqué sur le tarif des terrasses dont l'implantation sera rendue temporairement impossible par la tenue d'un marché de plein air
- Toute occupation constatée mais non autorisée par la Mairie sera taxée conformément aux tarifs applicables majorés de 10%

Terrasse classe A (terrasse simple dépourvue d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	98,16 €
Zone 2	m²/an	60,72 €
Zone 3	m²/an	43,52 €
Zone 4	m²/an	37,44 €

Terrasse classe B1 (terrasse délimitée par des dispositifs mobiles ou pourvue d'accessoires de confort de l'emplacement qui ne sont pas rentrés tous les soirs tels que parasols, paravents, jardinières, écrans, platelage...)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	138,64 €
Zone 2	m²/an	110,31 €
Zone 3	m²/an	97,15 €
Zone 4	m²/an	69,83 €

Terrasse classe B2 (terrasse aménagée saisonnière : espace délimité par des bâches) 6 mois minimum	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	187,22 €
Zone 2	m²/an	148,76 €
Zone 3	m²/an	130,55 €
Zone 4	m²/an	94,12 €

Terrasse classe C (terrasse délimitée perpendiculairement aux façades par des panneaux menuisés comparables à des châssis fixes ancrés au sol et équipées d'éléments de confort, proches d'une installation en dur)	Unité	Tarifs
Zone 1	m²/an	323,84 €
Zone 2	m²/an	253,00 €
Zone 3	m²/an	202,40 €
Zone 4	m²/an	172,04 €

▪ **LES STANDS, KIOSQUES & VEHICULES AMENAGES**

Stands de vente & kiosques	Unité	Tarifs
Commerces non sédentaires (CNS) alimentaires pendant matchs de football ou de rugby (hors matchs de saison)	m²/jour/véhicule	23 €
Abonnement annuel Commerces non sédentaires (CNS) foot (19 matchs) - emplacement d'environ 20m2	an/véhicule	4 000 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces pendant manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	m²/jour/camion	33 €
Commerces non sédentaires (CNS) - ventes de boissons, sandwiches, frites, glaces, marrons, bonbons, ballons... hors manifestations sportives ou culturelles, fête du 14 juillet	unité de 2m²/jour	20 €
Kiosque de vente immobilière	m²/mois	115 €
Commerces non sédentaires (CNS) Pizza ,Crêpes, Glaces, Boissons chaudes - tout site	mois	320 €

▪ **LES CHAPITEAUX, TENTES & ETALAGES**

Chapiteaux / tentes pour spectacles, expositions, cérémonies - Stand alimentaire	Unité	Tarifs
Chapiteaux/tentes avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration - Stand alimentaire	m²/jour	11,50 €
Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Unité	Tarifs
Etalages sur le domaine public (1ml minimum appliqué)	ml/an	129 €
Vitrine mobile	u/an	95 €
Porte menus hors terrasse	u/an	54 €
Conservateur à glace, crêpière	u/an	420 €
Banc de fruits de mer	u/an	515 €
Tourniquet, porte cartes	u/an	70 €
Surplomb du domaine public	Unité	Tarifs
Taxation des climatiseurs en surplomb du domaine public	u/an	150 €

▪ **L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC**

Ces tarifs sont multipliés par 3 en cas d'occupation du domaine public sans autorisation et lorsque les prescriptions édictées lors de l'autorisation d'occupation du domaine public ne sont pas respectées.

Exonération : Les occupations techniques du domaine public à des fins d'utilité publique ne sont pas soumises à redevance.

Dépôt de matériaux	Unité	Tarifs
Plots bétons, supports de poteaux etc...	u / semaine	17 €

Bennes de récupération de matériaux (hors emprise du chantier)	Unité	Tarifs
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : la 1ère semaine	u / semaine	30 €
l'unité de 6m ² forfaitaires de sol occupé : les semaines suivantes	u / semaine	60 €

Echafaudages et matériels de chantier	Unité	Tarifs
Clôtures de chantier, baraques de chantier, échafaudages au sol (roulants et volants), élévateurs, grues, compresseurs, bétonnières, étales pour exécution de travaux de réfection : m ² de sol occupé ou projeté au sol (toute semaine commencée est due)		
Echafaudages et matériels de chantiers les 6 premières semaines	m ² / semaine	5 €
Echafaudages et matériels de chantiers à partir de la 7ème semaine	m ² / semaine	17 €
Echafaudages et matériels de chantiers forfait pour 3 mois renouvelable	m ² /3 mois	75 €
Grue à tour avec survol de la flèche sur le domaine public	u/mois	50 €
Base de Vie/Bungalow sur le domaine public	m ² /3mois	95 €

Concessions d'occupation du domaine public	Unité	Tarif
Concession de tous ordres	u/an	7 % du CA

▪ **PENALITES**

Pénalités et frais de gestion et de contrôle	Unité	Tarifs
Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public	Infraction	260,00 €
Frais de dossier pour basculement d'une facture non réglée au régisseur en titre de recette	u	10% de majoration du montant initial

16. LE STATIONNEMENT

30 minutes gratuites par jour toutes zones	Tarif 2018
Carte à puce stationnement → 30 minutes gratuites par jour	0,00 €

Stationnement payant zone Courte Durée "Jaune" limitée à 5 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	2 €
Tarif normal 2h	4 €
Tarif normal 3h	10 €
Tarif normal 4h	17 €
Tarif normal 5h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17 €

Stationnement payant zone moyenne durée "Orange" limitée à 7 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	1 €
Tarif normal 2h	2 €
Tarif normal 3h	3 €
Tarif normal 4h	4 €
Tarif normal 5h	10 €
Tarif normal 6h	17 €
Tarif normal 7h	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement	33 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	17 €

Stationnement payant zone longue durée "Verte" limitée à 9 h	Tarif 2018
Tarif normal 1h	0,80 €
Tarif normal 2h	1 €
Tarif normal 3h	1,20 €
Tarif normal 4h	1,40 €
Tarif normal 5h	1,60 €
Tarif normal 6h	1,80 €
Tarif normal 7h	4 €
Tarif normal 8h	10 €
Tarif normal 9h	17 €
Montant du Forfait Post Stationnement	17,00 €
Montant du Forfait Post Stationnement minoré (paiement sous 4 jours)	10,00 €

Personne à Mobilité Réduite	Tarif 2018
PMR (détenteur de la carte d'invalidité) sur toutes les places de stationnement ouvertes au public pour une durée de 12 heures maximum (loi du 18/03/2015)	0,00 €

Résidents (tarif par voiture - 2 véhicules au maximum par foyer sur justificatifs*)	Tarif 2018
Tarif résident 1 mois	15 €
Tarif résident 1 mois avec abonnement mensuel ou annuel de Transport en Commun (Tramway ou Bus)	3 €
Abonnement annuel (12 mois pour le prix de 10 mois)	150 €
Abonnement annuel avec abonnement annuel de Transport en Commun (Tramway ou Bus)	30 €

Rappel : le macaron délivré aux résidents de la zone verte est un simple support d'identification destiné au contrôle du stationnement en l'absence de système informatisé. Le macaron résident n'est pas un moyen de paiement et n'accorde donc aucun droit à la gratuité du stationnement. L'ensemble des macarons délivrés aux résidents de la zone verte seront caducs au 1 janvier 2018, date à partir de laquelle ils devront effectuer les formalités nécessaires à la création du nouveau profil résident auprès du délégataire du stationnement payant sur voirie.

*Liste des justificatifs à fournir pour obtenir le statut résident (le même nom doit figurer sur l'ensemble de ces pièces) :

- Bail, acte notarié ou taxe d'habitation
- Dernière facture d'électricité (datant de moins de 3mois), téléphonie fixe ou assurance habitation
- Carte grise du véhicule
- Justificatif de l'abonnement annuel des transports en commun

Artisans / Aide à Domicile / Santé (stationnement autorisé sur toutes les places ouvertes au public sans limitation de durée - 1 véhicule par demandeur sur justificatifs**)	Tarif 2018
Forfait 1 jour	2 €
Forfait 1 mois	20 €
Forfait 1 an	200 €

**Liste des justificatifs à fournir :

➤ **Pour les artisans :**

- La carte grise du véhicule (au nom de la société ou de l'artisan)
- Un extrait Kbis (RCS) ou D1 (répertoire des métiers) de moins de 3 mois précisant le code activité (APERM) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **Pour les aides à domicile :**

- La carte grise du véhicule (au nom de l'entreprise ou de l'association)
- L'agrément préfectoral en cours de validité de l'association ou de l'entreprise précisant le code activité (APE 8810A) et l'adresse où s'exerce l'activité

➤ **Pour les professionnels de santé :**

- La carte grise du véhicule
- La carte professionnelle en cours de validité attestant leur appartenance aux professions de santé telles que définies par le code de la santé publique : infirmiers libéraux, kinésithérapeutes, sages-femmes, orthophonistes, orthoptistes, pharmaciens, médecins, chirurgiens-dentistes, orthodontistes, odontologistes, ergothérapeutes, audioprothésistes, opticiens-lunetiers, prothésistes, orthésistes, diététiciens, psychomotriciens, vétérinaires, auxiliaires médicaux (podologues, pédicures, aides-soignants), auxiliaires de puériculture et ambulanciers
- Justificatif de domiciliation du local (datant de moins de 3 mois)

Parking stade "La Mosson"	Unité	Tarif 2018
Entrée Parking stade "La Mosson"	1	2 €

LES DROITS DE VOIRIE

Droits de voirie et d'occupation du domaine public	Tarif 2018
Tarif remplacement Carte Pass (accès zone piétonne) en cas de perte, vol ou détérioration	12 €
Tarif pour le remplacement de la commande d'ouverture des bornes (Bip)	153 €

III. LES REFACTURATIONS

Certains tarifs ne correspondent pas à un service public mais seulement à une refacturation de prestations pour le compte de tiers. Le prix payé par le bénéficiaire correspond alors au coût réel pour la Ville (coûts directs et indirects du service).

1. REFACTURATION DES PRESTATIONS DE REPROGRAPHIE ET DE PETITES FOURNITURES

La Ville de Montpellier est amenée à effectuer diverses prestations de reprographie de documents, de numérisation, de photocopie et duplication de documents administratifs (*) et de plans officiels de la Ville. Elle publie également un certain nombre de documents tels que des inventaires, bulletins historiques de la Ville et de cartes postales.

Les fonds d'archives publiques détenus par les Archives de la Ville Montpellier sont réutilisables dans le respect de la loi n°2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public et de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (codifiées dans le code des relations entre le public et l'administration, articles L.321-1 à L.327-1). Cette réutilisation est gratuite pour des usages privés et commerciaux, sous réserve de citer systématiquement et de façon visible « *Archives de la Ville de Montpellier, cote du document, titre du document* » et de ne pas modifier ni d'altérer le sens du document.

(*) à noter que le montant des frais de copie d'un document administratif est défini par l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2001.

Photocopies et impressions papier	Tarifs 2018
Photocopie A3 Couleur	1,40 €
Photocopie A3 Noir& Blanc	1,30 €
Photocopie A4 (microforme)	0,35 €
Photocopie A4 Couleur	0,35 €
Photocopie A4 Noir& Blanc (tarif règlementé)	0,18 €
Fourniture d'articles de papeterie	Tarifs 2018
Chemise élastique	0,50 €
Chemise à sangle	1 €
Chemise carton	0,10 €
Transparent	0,10 €
Reliure	9,10 €
CD-Rom	1,50 €
Fourniture de listes électorales	Tarifs 2018
Liste électorale sur support papier - prix par page	0,18 €
Liste électorale sur CD-Rom - prix par CD Rom	2,75 €

Reprographie, Numérisation, Fourniture de fichier numérique existant, Transmission de fichier numérique et Droits de réutilisation de données publiques	Tarifs 2018
Reprographie de plan de permis de construire	sur devis du prestataire en marché
Numérisation (document non encore numérisé) < A3 (prix unitaire)	3,10 €
Numérisation (document non encore numérisé) ≥ A3 et < A1 (prix unitaire)	5,10 €
Fourniture de fichier numérique existant :	
De 1 à 100 images	gratuit
De 101 à 1000 images (prix unitaire)	1 €
De 1001 à 10 000 images (prix unitaire)	0,50 €
De 10 001 à 50 000 images (prix unitaire)	0,30 €
De 50 001 à 100 000 images (prix unitaire)	0,10 €
De 100 001 à 500 000 images (prix unitaire)	0,07 €
Au-delà de 500 000 images (prix unitaire)	0,05 €
Transmission de fichier numérique (aucun support amovible extérieur ne sera accepté) :	
Envoi par mail (jusqu'à 8 Mo) / serveur FTP (au-delà de 8 Mo)	gratuit
Fourniture de CD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	2,80 €
Fourniture de DVD gravé récupéré sur place (prix unitaire)	5,10 €
Frais de port pour envoi de CD ou de DVD	2,65 €
Droits de réutilisation de données publiques	gratuit

Publications	Tarifs 2018
Inventaire (prix unitaire)	25 €
Inventaire numérique (prix unitaire)	5,10 €
<i>Bulletin historique de la Ville de Montpellier</i>	8,40 €
Ancien numéro du <i>Bulletin Historique de la Ville de Montpellier</i>	5 €
Carte postale	0,80 €
Catalogue d'exposition - refacturation du prix fixé par l'éditeur	Prix éditeur

2. REFACTURATION DES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

Cf. en annexe le barème pour les dommages causés aux arbres

Déplacement / remplacement des poteries	Unité	Tarifs 2018
Déplacement de poteries et bacs en bois	U	241 €
Poterie petit modèle: vandalisme, accident, vol	U	682 €
Poterie grand modèle: vandalisme, accident, vol	U	962 €
Bacs en bois / autres types de jardinières: vandalisme, accident, vol	U	602 €
Bacs métalliques / bacs spécifiques	U	suivant devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux espaces verts	Unité	Tarifs 2018
--	--------------	--------------------

Forfait général: déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	U	118 €
Surface de pelouse < 10m ² : travaux du sol manuel sur une profondeur de 0,30m avec apport d'amendement	m ²	1,50 €
Surface de pelouse < 10m ² : apport de terre complémentaire (0,10m ³ x120)	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : griffage, réglage, ensemencement, roulage	m ²	2,30 €
Surface de pelouse < 10m ² : 1er arrosage	m ²	0,75 €
Surface de pelouse > 10m ²	m ²	suit le devis adjudicataire à la date du sinistre

Indemnisation des dommages causés aux arbres	Unité	Tarifs 2018
Surface d'arbustes < 10m ² : dessouchage et travail du sol	m ²	25,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : apport de terre	m ²	18,80 €
Surface d'arbustes < 10m ² : remplacement à l'identique, fourniture et plantation	m ²	18,50 €
Surface d'arbustes < 10m ² : 1er arrosage et maintenance garantie pendant 1 an	m ²	7,40 €
Surface d'arbustes > 10m ²	m ²	suit le devis adjudicataire à la date du sinistre
Frais généraux sur forfait et travaux	U	8%

Obligation légale d'intervention chez particuliers	Unité	Tarifs 2018
Débroussaillage et saillies de végétaux donnant sur le domaine public	/	suit le devis adjudicataire à la date de l'intervention

3. AFFICHAGE SAUVAGE

Lutte contre l'affichage sauvage: application de l'art. L.581-29 du Code de l'environnement	Tarif
Frais d'enlèvement	150 €

4. MATERIELS ET PRESTATIONS DE TRAVAUX DIVERS

Prestations	Tarifs 2018
Mise à disposition de matériel loué	Facturation au tantième du devis de location
Cloutage des terrasses	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion
Refacturation des interventions d'office en matière d'occupation du domaine public	Facturation de la dépense sur prix des marchés en cours + majoration de 8% pour frais de gestion

5. REFACTURATION DES SERVICES EXCEPTIONNELS POUR LE COMPTE D'UN TIERS

Prestations : Mobilisation d'un agent/véhicule	Unité	Tarifs 2018
Tarif de 7h00 à 22h00 du lundi au samedi	H / agent	18 €
Tarif de 22h00 à 7h00 du lundi au samedi	H / agent	22 €
Tarif de 22h00 à 7h, dimanches et jours fériés (+100% du tarif horaire jour)	H / agent	36 €
Tarif de 7h à 22h00, dimanches et jours fériés (+66% du tarif horaire jour)	H / agent	30 €
Tarif véhicule léger	H / véhicule	7 €
Tarif fourgon	H / véhicule	10 €

Capture d'un animal avec fourgon aménagé pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Unité	Tarifs 2018
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00		112 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00		140 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)		185 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)		224 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi		90 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi		90 €

Capture d'un animal avec fourgon et remorque de transport (équidés...) pour facturation auprès du propriétaire ou d'un tiers	Unité	Tarifs 2018
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 7h00 à 22h00		140 €
Forfait intervention capture du lundi au samedi de 22h00 à 7h00		175 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 7h00 à 22h00 (+66% du tarif jour de base en semaine)		232 €
Forfait intervention capture dimanche et jours fériés de 22h00 à 7h00 (+100% du tarif jour de base en semaine)		280 €
Forfait intervention sans capture de l'animal du lundi au samedi		100 €
Forfait transport d'un animal du lundi au samedi		100 €

Le Code Rural impose ou permet au Maire de prendre certaines dispositions dans le cadre de la gestion des animaux. Dans ce cas, la Ville peut être amenée à refacturer les soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutifs au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt ainsi que le séjour d'animaux en lieux de dépôt sur la base des marchés publics en cours.

En cas de refacturation, de prestations engagées par la ville, auprès des tiers ou propriétaires des animaux, il est appliqué une majoration pour frais de gestion.

		Tarifs
Majoration lors de la refacturation des soins vétérinaires ou d'évaluation comportementale consécutive au placement d'animaux blessés ou considérés comme dangereux en lieux de dépôt		5%
Majoration appliquée lors de la refacturation des frais de séjour d'animaux en lieux de dépôt		5%
Majoration appliquée lors de la refacturation d'enlèvement de cadavres d'animaux identifiés sur voie publique		5%

6. CONCESSIONS FUNERAIRES ET REDEVANCES

La Ville a en charge la gestion des 5 cimetières (St Lazare, son extension et son annexe, St Etienne et Celleneuve), des concessions et des défunts. A ce titre, elle gère les achats et les renouvellements des concessions funéraires ainsi que la vente des caveaux neufs ou anciens qui sont construits sur les terrains. La Ville émet et encaisse en régie les taxes et redevances correspondant aux droits liés aux inhumations, aux dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, aux exhumations, aux convois et aux crémations.

Les vacations de Police sont encaissées par la Police Nationale.

ACHAT de concessions/columbarium	Tarifs 2018
Concessions 2 m²	
Concession 15 ans 2 m² pleine terre	517 €
Concession 30 ans 2 m² pleine terre	1 042 €
Concession 50 ans 2 m² pleine terre	1 767 €
Concessions 4 m²	
Concession 30 ans 4 m² pour bâti	2 084 €
Concession 50 ans 4 m² pour bâti	3 534 €
m² supplémentaire à la concession	
m² supplémentaire à la concession 30 ans pour bâti	521 €
m² supplémentaire à la concession 50 ans pour bâti	883 €
Columbarium	
Columbarium 30 ans 2/3 places	792 €
Columbarium 30 ans 4/6 places	1 590 €
Columbarium 50 ans 6/8 places	3 950 €

RENOUVELLEMENT de concessions/columbarium	Tarifs 2018
Concessions 2 m²	
Concession 5 ans 2 m² (renouvellement exclusivement)	167 €
Concession 10 ans 2 m² (renouvellement exclusivement)	334 €
Concessions 4 m²	
Concession 5 ans 4 m² (renouvellement exclusivement)	334 €
Concession 10 ans 4 m² (renouvellement exclusivement)	668 €
Concession 15 ans 4 m² (renouvellement exclusivement)	1 034 €
Columbarium	
Columbarium 5 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	130 €

Columbarium 10 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	260 €
Columbarium 15 ans 2/3 places (renouvellement exclusivement)	390 €
Columbarium 5 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	265 €
Columbarium 10 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	530 €
Columbarium 15 ans 4/6 places (renouvellement exclusivement)	795 €
Columbarium 5 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	395 €
Columbarium 10 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	790 €
Columbarium 15 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	1 185 €
Columbarium 30 ans 6/8 places (renouvellement exclusivement)	2 370 €

Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains	Tarifs 2018
Caveau bâti neuf 2 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	1 598,67 €
Caveau bâti neuf 4 places secteur "J" et "C4" St Etienne (HT)	3 198,16 €
Equipement sur terrain HT (Reprise Ville)	1 326,67 €

Taxes, redevances et vacations de police	Tarifs 2018
Caveau d'attente - séjour / jour & pénalités de retard travaux	10 €
Taxes inhumations	71 €
Dispersions	71 €
Redevances d'exhumation	71 €
Taxes de convois	71 €
Taxes de crémations	71 €
Vacations de police	20 €

7. CAISSES DE TRANSPORTS D'ANIMAUX

Modèle : Vari Kennel	Unité	Tarifs 2018
Très petite	U	30 €
Petite	U	50 €
Moyenne	U	75 €
Grande	U	100 €
Très grande	U	200 €
Modèle : caisse en bois simple	Unité	Tarifs 2018
Très petite	U	150 €
Petite	U	250 €
Moyenne	U	350 €
Grande	U	400 €
Très grande	U	500 €
Modèle : caisse en bois simple avec cerclage métal	Unité	Tarifs 2018
Très petite	U	200 €
Petite	U	300 €
Moyenne	U	400 €
Grande	U	500 €
Très grande	U	600 €
Modèle : caisse en bois renforcée avec métal et tôle	Unité	Tarifs 2018
Très petite	U	400 €
Petite	U	750 €

Moyenne	U	1 000 €
Grande	U	1 500 €
Très grande	U	2 000 €

8. PLAN DE DEPLACEMENT DES ENTREPRISES (PDE)

Le plan de Déplacement Entreprise de la Ville de Montpellier comprend :

- Abonnement PDE TAM : transport en commun
- Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)
- Parking le plus proche du lieu de travail
- Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail

Tarifs applicables aux agents municipaux et indexés sur le tarif abonnement PDE de la TAM

Abonnement TAM - Location VAE et Parkings	Unité	Tarifs 2018
Abonnement Transport en commun TAM	Par mois	18,06 €
Location d'un vélo à assistance électrique (VAE)	Par mois	18,06 €
Parking le plus proche du lieu de travail	Par mois	18,06 €
Parking 2 roues motorisées le plus proche du lieu de travail	Par mois	9,03 €
Perte ou vol vélo classique		100 €
Perte ou vol vélo à assistance électrique (VAE)		300 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs 2018,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Contre ? Abstention ? Vous voulez la parole ? Vous avez la parole.

Anne BRISSAUD : Sur ce point, je regrette que, encore une fois, on ne présente pas les tarifs de l'année précédente et si possible des trois années précédentes pour que l'on puisse être totalement transparent sur l'évolution des tarifs. C'est n'est pas une question de travail ou de ne pas travail. Je n'ai pas toute une équipe à mon service. En plus, ce que je voudrais dire, c'est que pour la présentation dans le procès-verbal, pour que les Montpelliérains sachent bien comment les tarifs évoluent. Vous voyez, si vous aviez suivi le conseil d'hier à la Métropole, je ne me suis même pas abstenue sur l'évolution des tarifs parce que, en commission, j'étais présente, et j'ai pu signaler les points des tarifs qui me semblaient poser question. Et j'ai obtenu les réponses que j'avais souhaité obtenir. Max LEVITA était d'ailleurs très clair en disant que la plupart des tarifs n'avait pas évolué. Donc, avant de parler, Monsieur ABERT, vous feriez mieux de savoir pourquoi je pose la question. En revanche, pour le reste, sur les tarifs 2018, je demande juste que soient présentés également les tarifs 2017 voir les précédents, et ce à chaque fois que nous devons voter des tarifs. Cela me semble tout à fait transparent. Il n'y a aucune polémique là-dessus.

Monsieur le Maire : Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté. 7 abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 7 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Patrick VIGNAL, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRECHE).

34. Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 71 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 149 321 €.

Dates	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
01/12/2017	CENTRE RABELAIS	CHU DE MONTPELLIER	1325	662,5	662,5
01/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
01/12/2017	SALON DU BELVEDERE	ANGEL c/o AIDES	315	30,5	284,5
01/12/2017	SALLE PETRARQUE	Turbulences Sonores	610	30,5	579,5
02/12/2017	SALLE PETRARQUE	Association Lacanienne LR	610	305	305
02/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	450	0	450
03/12/2017	SALLE DES RENCONTRES	Amicale des Aveyronnais de Montpellier	4000	102	3898
03/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	CAES/CNRS L-R	610	61	549
08/10; 5/11; 03/12/2017 et 13/01/2018	Salle de réceptions Grammont	Association Générale Sourds Montpellier Région	9120	408	8712
03/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Watertoren	900	61	839
03/12/2017 et 19/05/2018	SALLE PETRARQUE	A portée d'Arts	1830	91,5	1738,5
04/12/2017	CENTRE RABELAIS	Comider Comité pour le Développement de l'Economie Régionale	1325	51	1274
04/12/2017; 29/01 et 22/03	Salle Jules PAGEZY	Amicale des Retraités Municipaux	4890	153	4737
04/12/2017	CENTRE RABELAIS	ADAGES	1325	51	1274
08 et 09/12/2017	SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL	AFM Téléthon	4380	0	4380
08/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Campagne Civile Internationale Protection Peuple Palestinien	315	30,5	284,5
09/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	CE CARSAT	315	30,5	284,5

09/12/2017	Salle Jules PAGEZY	Amicale des Personnels de la Police de Montpellier	1630	51	1579
09/12/2017	SALLE DES RENCONTRES	ORDRE DES AVOCATS	3260	51	3209
09/12/2017	SALLE PETRARQUE	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	610	30,5	579,5
10/12/2017	Salle de réceptions Grammont	Scand'Oc Club	3000	102	2898
10/12/2017	Salle Jules PAGEZY	Les Artistes d'Alice Stern	2000	1000	1000
10/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Enfants précoces surdoués - Haut Potentiel Intellectuel LR	315	157,5	157,5
du 20/12/2017 au 06/01/2018	SALLE PETRARQUE	LA GARRIGA	13420	671	12749
12/12/2017	Salle de réceptions Grammont	Association Modélisme Occitane	2040	51	1989
14/12/2017	Salle Jules PAGEZY	ESPOIR MEDITERRANEEN	1630	51	1579
14/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Averroès Franc/Maghreb	450	30,5	419,5
15/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	315	30,5	284,5
15/12/2017	Salle Jules PAGEZY	Ecole des Avocats	1630	51	1579
15/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Aqualove Sauvetage	450	30,5	419,5

15/12/2017	SALON DU BELVEDERE	X & Y Music	315	157,5	157,5
16/12/2017	Salle Jules PAGEZY	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE	1630	0	1630
16/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Comité de quartier Port Marianne Sud	450	30,5	419,5
16/12/2017	Salle de réceptions Grammont	Eclaireurs et Eclaireuses de France	2040	51	1989
18/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Calandreta Candola	315	157,5	157,5
19/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
21/12/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Restaurants du Coeur - Relais du coeur	315	0	315
08, 15, 16,20,21,22,23,25,26, 30/01; 5 et 6/02/2018	CENTRE RABELAIS	Association Chrétiens et Culture	20760	10380	10380
06/01/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	AMICALE DES GENS DU SPECTACLE CINEMATOGRAPHIQUE de Montpellier	450	30,5	419,5
06 et 07/01/2018	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français Montpellier	3630	0	3630
09/01/2018	CENTRE RABELAIS	Ecole des Parents et des Educateurs de l'Hérault	1325	662,5	662,5
11 et 12/01/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Institut des Sciences de l'Evolution de Montpellier	900	61	839
13/01 et 17/03/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Solidarité Homéopathie	630	0	630
13/01/2018	Salle Jules PAGEZY	Identités et Partage	1630	815	815
14/01/2018	SALLE PETRARQUE	Les Barons de Caravetes	1220	61	1159
14/01/2018	Salle de réceptions Grammont	Grandsparrains du Languedoc	3000	102	2898
14/01; 04/02; 11/03; 08/04; 23/09; 14/10; 04/11; 02/12/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Casa de Espana	7200	488	6712
16/01/2018	Salle Jules PAGEZY	ANR - HERAULT	1630	51	1579
18/01/2018	Salle Guillaume de Nogaret	Les amis du monde diplomatique	315	30,5	284,5

19/01/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Visite Malades Etablissements Hospitaliers VMEH	450	30,5	419,5
21/01/2018	Salle de réceptions Grammont	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER EVASION	3000	102	2898
24/01/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Membres de l'Ordre des palmes Académiques	450	30,5	419,5
25/01/2018	Salle Jules PAGEZY	Mutualité Fonction Publique	1630	51	1579
26 et 27/01/2018	Salle Guillaume de Nogaret	communaute juive liberale	630	61	569
26/01/2018	Salle de réceptions Grammont	Asso Sportive Employés Municipaux Golf	2040	51	1989
27/01/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Le Choeur à l'Ouvrage	450	30,5	419,5
28/01/2018	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	900	61	839
28/01/2018	SALLE DES RENCONTRES	VINIFILLES	2750	51	2699
29/01/2018	Salle Guillaume de Nogaret	tribunal administratif	315	30,5	284,5
16/01, 29/01 et 12/02/2018	SALLE PETRARQUE	INSTITUT MAIMONIDE	1830	91,5	1738,5
16/09/2017	Salle de réceptions Grammont	ASPTT Montpellier Natation	2040	51	1989
30/09 et 25/11/2017	Salle de réceptions Grammont	Club sportif des sourds	4080	102	3978
07/10/2017	Salle de réceptions Grammont	Association Amitié France Asie	2040	51	1989
08/10; 05/11; 03/12/2017 et 13/01/2018	Salle de réceptions Grammont	Association Générale Sourds Montpellier Région	11040	357	10683
12/10/2017	Salle de réceptions Grammont	HUMAIN Trop HUMAIN	2040	51	1989
14/10/2017 et 24/03/2018	Salle de réceptions Grammont	Club Sportif des Sourds de Montpellier (section Football)	4080	102	3978
20/10/2017	Salle de réceptions Grammont	Association Montpellieraine Universitaire Culture et Sport	2040	51	1989
12/11/2017	Salle de réceptions Grammont	Association Modélisme Occitane	3000	102	2898
24/11 2017 et 26/01/2018	Salle de réceptions Grammont	Asso Sportive Employés Municipaux Golf	4080	102	3978
26/11/2017 et 21/01/2018	Salle de réceptions Grammont	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER EVASION	6000	204	5796
28/11/2017	Salle de réceptions Grammont	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	2040	51	1989
		TOTAL	168650	19329	149321

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Je ne prends pas part au vote. Madame LEVY-RAMEAU non plus, Madame PEREZ non plus. Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Chantal LEVY-RAMEAU, Véronique PEREZ, Philippe SAUREL).

35. Apurement annuel des régies Exercice 2017

Chaque opération menée par les régisseurs de la Ville fait l'objet d'une vérification quotidienne ainsi que des vérifications ponctuelles par les services du comptable.

Au cours de l'année 2017, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 1 635.03 € concernant 4 régies.

- Régie Carte été jeune
- Régie Crèche Antigone
- Régie Crèche Françoise Dolto
- Régie Serre Amazonienne

Chaque régisseurs doit, lorsque l'écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Chacun a suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, suite à leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

La Ville a par la suite été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Or, les déficits de trois de ces régies ne résultent pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs pourrait être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit et la situation personnelle des régisseurs.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil Municipal est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. Madame la Trésorière statuera ensuite sur celle-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise totale détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Carte été jeune	Mme AVARGUEZ	275.00 €	11 Octobre 2016	Avis favorable à une remise gracieuse totale

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2018 aux chapitres 933 de la nomenclature comptable M57 ;
- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à ces propositions de remises partielles détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis du Trésorier
Crèche Antigone	Mme GARRIGA	225.00 €	04 Mai 2017	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 30 €
Crèche Françoise Dolto	Mme BERTRAND	80.53 €	18 Octobre 2016	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 30 €
Serre Amazonienne	M. CHAFI	1 054.50 €	04 Novembre 2016	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 150 €

- De dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2018 aux chapitres 934 et 933 de la nomenclature comptable M57 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à ces demandes.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

36. Transfert d'une garantie d'emprunt

En 2001, le Conseil Municipal a décidé d'accorder une garantie d'emprunt à l'association Assemblée de Dieu de Montpellier.

Par assemblée générale du 20 mai 2016, cette structure a décidé de créer une nouvelle association nommée Assemblée de Dieu Ville de Montpellier. Cette dernière portera les secteurs de Montpellier Centre et Ganges.

Cette création, s'accompagne d'un transfert d'actif entre les 2 associations pour un montant estimé à 1 441 349 €.

Un emprunt souscrit en 2001 pour la construction d'un lieu de culte et garanti par la Ville au bénéfice de l'association actuelle devrait être transféré vers la nouvelle association Assemblée de Dieu Ville de Montpellier.

Les caractéristiques de l'emprunt garanti sont les suivantes :

- Date de l'emprunt : 05/2001
- Montant initial : 381 123 €
- Objet : Construction du lieu de culte 166 rue Albert Einstein
- Fin de l'emprunt : 05/2021
- Capital restant dû au 05/12/2017 : 96 580,86 €
- Montant garanti par la Ville : 25% soit 24 145,22 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le transfert de la garantie d'emprunt au bénéfice de l'association Assemblée de Dieu Ville de Montpellier ;
- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Maud BODKIN entre en séance.

37. Attribution d'une garantie d'emprunt à l'association Mas des Moulins

L'association Mas des Moulins créée le 28 février 1975 a pour objet social d'assurer la continuité et le développement des œuvres fondées par la Congrégation des Sœurs de Notre Dame Auxiliatrice, poursuivies par les Sœurs de l'Alliance, au profit des enfants, jeunes et familles. A cette fin, elle accueille, accompagne, aide et soutient les enfants, les jeunes et les familles qui lui sont confiés ou qui, proches de ses implantations ou vivant dans les quartiers où elle est présente, adhèrent librement à ses propositions.

L'association Mas des Moulins gère plusieurs établissements dont la Maison d'Enfants à Caractère Social Bon Secours.

Les Maisons d'Enfants à Caractère Social sont des établissements sociaux ou médico-sociaux, spécialisés dans l'accueil temporaire de mineurs en difficulté. Ils fonctionnent en internat complet ou en foyer ouvert (les enfants sont alors scolarisés ou reçoivent une formation professionnelle à l'extérieur). Le placement en MECS a notamment lieu dans les cas de violence familiale (physique, sexuelle ou psychologique), de difficultés psychologiques ou psychiatriques des parents, de problème d'alcoolisme, de toxicomanie, de graves conflits familiaux, de carences éducatives, de problèmes comportementaux de l'enfant, de l'isolement en France d'un enfant étranger...

Les MECS relèvent de la compétence du Conseil Départemental, qui donne l'habilitation pour recevoir des enfants relevant de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE). Les MECS sont également financés par le Conseil Départemental, par le biais du prix de journée.

L'association Mas des Moulins sollicite une garantie d'emprunt pour la réalisation d'une extension de la MECS Bon Secours compte tenu de l'activité croissante de la structure.

Le coût de ces travaux est estimé à 1 600 000 €, financé par des fonds propres à hauteur de 1 000 000 € et un emprunt d'un montant de 600 000 € sur une durée de 20 ans à un taux fixe de 1,5%.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25% de l'emprunt souscrit par l'association Mas des Moulins. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur donc de 150 000 €.

La garantie accordée par la Ville est un cautionnement simple au paiement des intérêts et du principal de l'emprunt souscrit par le bénéficiaire auprès de la Caisse d'Epargne.

A noter que la Ville garanti actuellement 2 emprunts souscrits en 1999 et 2002 par cette association pour la restructuration et la réhabilitation de la MECS Bon Secours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 25% de l'emprunt réalisé pour le projet mentionné ci-dessus ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Messieurs TRAVIER et CASTRE ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Nous sommes très heureux de participer à la garantie d'emprunt de l'association Mas des Moulins qui est sous la gouvernance du Conseil général mais que nous aidons parce que c'est l'intérêt général.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Bernard TRAVIER de par la procuration donnée à Gérard CASTRE).

38. Attributions de subventions - Exercice 2017

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES (APAJ)	Projet	Médiation sociale et accès aux droits sur les quartiers Marels et Montaubertou	8 000 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Projet	TAPAJ - Travail Alternatif Payé à la Journée	3 000 €
5997	ASSOCIATION FAMILIALE D'ENTRAIDE PROTESTANTE	Fonctionnement		1 500 €
TOTAL				12 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 21498, nature 6574, chapitre 925

- CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4171	PROFESSION SPORT & LOISIRS 34	Projet	DIAGNOSTIC ET ACCOMPAGNEMENT D'ASSOCIATIONS	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 21498, nature 6574, chapitre 925

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
650	GAMMES UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Projet	CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'ACCUEIL DE DEMANDEURS D'ASILE	45 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6031	COOPERATIVE SCOLAIRE ECOLE VICTOR HUGO	Projet	CLASSE ROUSSE	5 750 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement	450 €
3745	ASSOCIATION CHRETIENS ET CULTURES	Fonctionnement	5 000 €
TOTAL			5 450 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 18891, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1398	BRITISH CULTURAL ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
1679	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES CROUS	Projet	PARRAINAGE INTERNATIONAL	2 000 €
TOTAL				2 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique **CULTURE** :

Code	Structure	Type	Montant
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	31 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne de crédit 1596, nature 6574, chapitre 923

Par délibération n°2017/125 du 18 mai 2017, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 7 900 € à l'association Montpellier Méditerranée Futsal pour la réalisation d'activités sur les temps périscolaires. L'association ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 104 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions types et la convention spécifique annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Qui demande des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ?
Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Patricia MIRALLES entre en séance.

39. Attributions de subventions - Exercice 2018

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	BATAILLON IMMORTEL	200 €
528	ASSOCIATION DES DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPARUS - HLT	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC- TUNISIE FNACA	Fonctionnement		1 000 €
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION	Projet	CONCOURS ET COLLOQUE DE	200 €

	D'HONNEUR		CLOTURE DU PRIX UNIVERSITAIRE DU CENTENAIRE	
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER AMMAC	Fonctionnement		200 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Projet	SUR LE CHEMIN DE L'ESCLAVE	200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Projet	RENOVATION DES TOMES DES MORTS POUR DES CARRES MILITAIRES DU CIMETERE SAINT LAZARE	1 000 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Fonctionnement		1 000 €
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	Projet	ANIMATION JARDINS PARTAGES	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Fonctionnement		1 000 €
5417	SALON DE L'ECOLOGIE	Projet	ORGANISATION DU SALON DE L'ECOLOGIE 2018	1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI FM	Fonctionnement		1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANEE HORTI	Projet	JEUX JARDINE	3 000 €

	FM			
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Fonctionnement		500 €
6703	GROUPE NATURALISTE DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
TOTAL				9 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 937

- Dans le cadre de la thématique **ECOMOBILITE**:

Code	Structure	Type	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 935

- Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
249	UFC QUE CHOISIR	Fonctionnement		1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement		1 200 €
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement		1 500 €
4664	MARCHES PAYSANS ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
6795	ASSOCIATION DU QUARTIER DE L'AIGUILLERIE - ASSOCIATION DES COMMERCANTS	Projet	IMPRESSION DU LIVRET DE QUARTIER DE L'AIGUILLERIE	1 000 €
TOTAL				5 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 936

- Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		7 500 €

231	THEATRE EN FLAMMES - CREATEF	Projet	LE QUARTIER DES BEBES	500 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement		1 500 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES	Fonctionnement		300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE	Projet	BEBES BIB ET CHANSONNETTES	1 000 €
1998	PAUSE GOUTER	Fonctionnement		500 €
4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
TOTAL				11 900 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **FINANCES** :

Code	Structure	Type	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement	450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement	4 000 €
239	FO UNION LOCALE FORCE OUVRIERE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	4 000 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	Fonctionnement	3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement	1 000 €
1302	UNION LOCALE CFE-CGC DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			13 950 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 930

Code	Structure	Type	Montant	Nature	Chapitre
1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE CCAS	Fonctionnement	12 126 000 €	657362	934
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL COSC	Fonctionnement	722 000 €	6574	930
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	197 300 €	657361	932
TOTAL			13 045 300 €		

- Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3	UNICEF	Fonctionnement		700 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	SEMAINE CULTURELLE RUSSE	500 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	OUVERTURE DE COURS D'HISTOIRE RUSSE DE CIVILISATION RUSSE POUR LES RUSSOPHONES ET DE LANGUE RUSSE POUR LES ENFANTS FRANCOPHONES	200 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Fonctionnement		8 000 €
456	MAISON DES TIERS MONDES SOLIDARITE INTERNATIONALE MTMSI	Projet	29EME QUINZAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONAL	2 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Fonctionnement		1 000 €
548	EURO-GRECE FRANCE	Projet	COURS DE LANGUE CONFERENCES STAGES	700 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMELLEES LORS DU 52EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES	6 500 €
1005	ARTISANS DU MONDE	Fonctionnement		300 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Projet	FAVORISER L'INTERCULTURALITE	700 €
1073	FRANCE ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		700 €
1073	FRANCE ISRAEL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Projet	ANNEE CROISEEE FRANCE ISRAEL DECOUVERTE DE LA CUISINE	500 €

			ISRAELIENNE	
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		13 000 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET LA REGION AAM	Fonctionnement		300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	SEMINAIRE MONTPELLIER	500 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	RENCONTRE ENTRE JEUNES FRANCAIS ET ALLEMAND A HEIDELBERG - A LA DECOUVERTE DE LA VILLE JUMELLE	1 000 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	RENCONTRE ENTRE FRANÇAIS ET ESPAGNOL A BARCELONE DECOUVERTE VILLE JUMELLE DE BARCELONE	1 000 €
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS- MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2815	AMIS DE DALAT SUR LES TRACES DE YERSIN - ADALY	Fonctionnement		300 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC- ROUSSILLON ASSOCIATION CULTURELLE FRANCE MAGHREB	Projet	FEMMES MAGREBINES ET CREATIVITE	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		50 000 €
5072	ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Projet	AMENAGEMENT DE LA CAVE A VINS, RENOVATION DE CHAMBRE D'ETUDIANT + CHAMBRE HOTE, ACQUISITION DE	5 000 €

			MATERIEL SONO POUR MANIFESTATIONS CULTURELLES	
5374	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ARCHITECTURE, DES ARTS APPLIQUES ET VISUELS	Projet	AFFICHE POLONAISE	1 000 €
6011	PROVINSEL	Projet	LES NUITS GASTRONOMIQUES	1 000 €
6665	LES AMIS DE LA SICILE ASSOCIATION MONTPELLIER PALERME	Projet	CINEMA DE BIEPPE CINO	700 €
TOTAL				100 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 936

○ Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS**:

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
195	ECLAIREUSES ECLAIREURS UNIONISTES DE FRANCE	Fonctionnement		1 200 €
625	ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	Fonctionnement		2 800 €
1281	KAINA	Projet	AVOIR 20 AUTOUR DU MONDE	3 500 €
2495	BDE POLYTECH MONTPELLIER UNIVERSITE 2	Projet	17 EME SEMINAIRES D'EAU	500 €
3675	ESSOR SAVOIRS ET PARTAGE	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		8 000 €
5544	SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE MPL	Fonctionnement		2 000 €
5942	ETUDIANTS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF EDDA	Projet	VIVRE MIEUX	1 000 €
5942	ETUDIANTS POUR UN	Projet	LA ROUTE DES	1 000 €

	DEVELOPPEMENT DURABLE ASSOCIATIF EDDA		PAPILLONS	
6819	ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS MONTPELLIERAINS	Projet	OLYMPIADES ETUDIANTS INTERFILIERES	3 000 €
TOTAL				29 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

- PARTENARIATS SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	3 000 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Projet	PARTENARIAT SPORT	2 500 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Projet	ANIMATION EN PERIODE VACANCES SCOLAIRES	1 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	LES PETITS INDIEN	2 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT	1 700 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	STAGE DE DECOUVERTE DU BADMINTON	2 000 €
842	SPELEO CLUB ALPIN LANGUEDOCIEN	Projet	MONTPELLIER SPORT- DECOUVERTE SPELEOLOGIE	1 500 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Projet	STAGE PLEINE NATURE ET SPORT DE PLEIN AIR:DECOUVERTE DU CANOE- KAYAK	2 500 €
914	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS JEUNES MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY	Projet	VOLLEY VACANCES ET REPORTER SPORTIF CAMERAMAN	3 000 €
919	MUC ESCRIME	Projet	STAGE	1 700 €

			MONTPELLIER SPORT	
928	MUC FOOTBALL	Projet	LA TETE ET LES JAMBES (ECHECS ET FOOT)	2 000 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	STAGES DE FOOTBALL EN PARTENARIAT AVEC LA MAIRIE	2 500 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Projet	PARTENARIAT SPORT	2 500 €
967	MUC HANDBALL	Projet	PROMOTION ET DECOUVERTE DU HANDBALL DANS LES QUARTIERS DE MONTPELLIER	1 900 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Projet	TAP DANCE ENGLISH	3 000 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	STAGE FOOT VACANCES	2 500 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Projet	VACANCES SPORT POUR TOUS	1 900 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	3 500 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO	Projet	INITIATION AU JUDO	1 000 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	EAUX VIVES ET DECOUVERTES	500 €
1320	TAI CHI CHUAN STYLE YANG ORIGINEL MONTPELLIER	Projet	DECOUVERTE DU TAICHI NATURE	1 000 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Projet	INIATION AU BASEBALL POUR LES FILLES GARÇONS	1 500 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT	2 500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Projet	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	2 000 €
1746	MONTPELLIER HAEDONG KUMDO	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 000 €
1891	MONTPELLIER GRS	Projet	PARTENARIAT	2 000 €

			MONTPELLIER SPORT- GYMNASTIQUE RYTHMIQUE	
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Projet	STAGE TRIATHLON ET SECURITE ROUTIERE "LA TETE ET LES JAMBES"	2 500 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	STAGE PECHE ET DECOUVERTTE DU MILIEU AQUATIQUE	2 400 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	STAGE MULTI SPORT	1 500 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	TETE ET JAMBES	4 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	BASKET	1 900 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Projet	STAGE DE TENNIS	2 000 €
2274	MONTPELLIER MONOCYCLE	Projet	STAGES MONTPELLIER SPORT MONOCYCLE ET FETE DES SPORTS	1 800 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 000 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 500 €
2831	AEROCLUB DE L'HERAULT LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	DECOUVERTE DE LA 3E DIMENSION	3 000 €
2954	SCALATA-NATURE	Projet	ACTIVITES FAMILLE ESCALADE ET VIA FERRATA / PRINTEMPS 2018	2 500 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	Projet	STAGE DECOUVERTE DE LA PLONGEE SUBAQUATIQUE	2 200 €
3081	BLEU VERTIGE	Projet	MONTPELLIER SPORT ESCALADE	2 500 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA,	Projet	SPORT POUR TOUS	1 700 €

	AIGUELONGUE			
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Projet	PARTENARIAT SPORTS VILLE DE MONTPELLIER	2 700 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Projet	STAGE D'INITIATION BOWLING DANS LE CADRE DE MONTPELLIER SPORT	3 200 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	PARTENARIAT SPORT VACANCES SCOLAIRE	4 000 €
3762	ICE ROLLER SCHOOL MONTPELLIER	Projet	MONTPELLIER SPORT	1 500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Projet	FETES DES SPORTS + VILLE VELO	2 500 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR CDAC	Projet	PARTENARIAT SPORT VACANCE SCOLAIRE	2 000 €
3914	MONTPELLIER METROPOLE HOCKEY CLUB	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	2 700 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORTS VACANCES SCOLAIRES	2 700 €
4265	ATTITUDE	Projet	STAGES SKATEBOARD ET BMX VACANCES SCOLAIRE 2018	2 000 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES SIJM 34	Projet	STAGE FOOTBALL	1 700 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	BOXE ANGLAISE	1 800 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Projet	INITIATION JUDO AU PETIT BARD	2 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORTS	2 500 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN	Projet	FAIRE DECOUVIR LE FOOTBALL	1 500 €

	LES HURRICANES		AMERICAIN	
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Projet	STAGE	3 300 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	STAGE DE FOOT MONTPELLIER SPORT	2 900 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Projet	STAGE MONTPELLEIR SPORT	2 500 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Projet	PARTENARIAT MONTPELLIER SPORT VACANCES SCOLAIRES	2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Projet	PLACE AU SPORT – MONTPELLIER SPORT	2 000 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Projet	INITIATION BASKET	1 500 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Projet	PARTENARIAT SPORT	2 000 €
5697	SLACKADDICT	Projet	STAGE MONTPELLIER SPORT	1 500 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 800 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Projet	SPORT POUR TOUS	2 000 €
5943	ASSOCIATION NOUVELLE POUR LA SOLIDARITE AU FEMININ ANSA	Projet	STAGE MULTISPORTS ET CALLIGRAPHIE	2 000 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Projet	STAGE VACANCE SCOLAIRE	2 000 €
6720	VOYAGE AU BOUT DE LA CIME	Projet	LA TETE ET LES JAMBES	2 000 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Projet	PARTENARIAT SPORT ATHLETISME	2 500 €
TOTAL				153 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	Fonctionnement		20 900 €
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Fonctionnement		22 400 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		57 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Fonctionnement		5 500 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB MAC	Projet	TOURNOI NATIONAL JEUNE (TNJ)	3 500 €
366	ECOLE JUDO MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Fonctionnement		5 600 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	CHESSATHLON DE MONTPELLIER	2 200 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		900 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	MONTPELLIER BEACH VOLLEY MASTERS WORDL TOUR 1	4 600 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	TOURNOI NATIONAL DE BADMINTON	500 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		2 900 €
826	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB JUDO	Fonctionnement		1 900 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		500 €
864	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		2 400 €
872	MUC ORIENTATION RAIDS MULTISPORTS	Fonctionnement		500 €
878	MUC CYCLOTOURISME	Fonctionnement		900 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 600 €
907	MUC TRAMPOLINE	Fonctionnement		1 200 €
914	ASSOCIATION SPORTS ET LOISIRS JEUNES MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY	Fonctionnement		31 800 €
917	MONTPELLIER VOLLEY- BALL UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		14 000 €

	(M.V.U.C)			
919	MUC ESCRIME	Fonctionnement		17 500 €
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement		16 800 €
928	MUC FOOTBALL	Fonctionnement		8 700 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Fonctionnement		10 600 €
931	A.S. SAINT MARTIN	Projet	52EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES	5 800 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement		19 500 €
964	MUC LUTTE	Fonctionnement		3 700 €
967	MUC HANDBALL	Fonctionnement		20 300 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		400 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Projet	32EME EDITION DU GRAND PRIX BOULISTE	4 200 €
984	MONTPELLIER PETANQUE SAINT MARTIN MPSM	Fonctionnement		2 200 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement		10 700 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Projet	TOURNOI REGIONAUX	1 800 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		19 500 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Projet	TOURNOI DU TC LA PAILLADE	1 700 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	LES 20 KM DE MONTPELLIER	2 900 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		8 700 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Fonctionnement		22 200 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	ASBAMBINOS ECOLE DE VOLLEY	500 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 200 €

1238	MONTPELLIER AM JUDO	Fonctionnement		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Fonctionnement		800 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		4 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Fonctionnement		5 400 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Projet	ANIMATIONS FESTIVES ET SPORTIVES	900 €
1487	CERCLE DU COMMERCE ET BRIDGE CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		500 €
1487	CERCLE DU COMMERCE ET BRIDGE CLUB MONTPELLIERAIN	Projet	GRAND TOURNOI DE MONTPELLIER	500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		21 200 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		1 300 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER SQM	Fonctionnement		900 €
1615	MUC BOXE FRANCAISE SAVATE	Fonctionnement		950 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	Projet	LES FOULEES DE LA MOSSON	800 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		4 300 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 950 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	Projet	WE CLUB	400 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		58 000 €
1918	MONTPELLIER ATHLETIC RUNNING CLUB MARC	Fonctionnement		1 850 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON MAT	Projet	URBAN TRAIL NOCTURNE DE MONTPELLIER	9 200 €
2055	AIKIDO MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
2066	FETE LE MUR	Fonctionnement		3 700 €

	MONTPELLIER			
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		62 400 €
2184	IAIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		14 800 €
2312	MUC GYMNASTIQUE	Fonctionnement		2 200 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		1 700 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		400 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI IGOR BANTSIMA	500 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		800 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement		9 700 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Projet	LOU CLAPAS CUP	3 200 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		3 700 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		2 500 €
2953	MUC AIKIDO	Fonctionnement		450 €
3001	ASSOCIATION LES FOULEES DU MILLENAIRE	Projet	DIMANCHE 13 MAI 2018	2 300 €
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		1 800 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 300 €
3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement		500 €
3398	BUJINKAN DOJO MONTPELLIER	Fonctionnement		1 100 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		12 600 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL U 13 FILLES ET GARCONS	1 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE	Fonctionnement		1 700 €

	MONTPELLIER			
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		10 200 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	MONTPELLIER KIDS TOURNAMENT	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Fonctionnement		3 200 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE MCSA	Projet	CHACUN SA FOULEE	500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		3 600 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB MRHC	Fonctionnement		6 300 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Fonctionnement		2 800 €
4141	MUC RANDONNEE PEDESTRE	Fonctionnement		450 €
4145	MUC BASKET	Fonctionnement		1 000 €
4176	MONTPELLIER NATATION SYNCHRONISEE MNS.	Fonctionnement		5 900 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES SIJM 34	Fonctionnement		500 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 200 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	MIXITE DANS LA BOXE ANGLAISE SOCIALE ET CULTURELLE	950 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		800 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES	Fonctionnement		4 800 €
4561	ASSOCIATION SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 800 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		1 700 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		2 900 €
4720	AGGLOMERATION	Fonctionnement		1 000 €

	MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT			
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Fonctionnement		2 400 €
4748	CHEMIN DES CIMES SPORT ET AVENTURE	Projet	TIMM 2019 TOURNOI INTERNATIONAL MONTPELLIER MEDITERRANEE	2 400 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement		4 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DES SOURDS ET MUETS	500 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	TOURNOI INTERNATIONAL DES 80 ANS DU CSSM.	1 000 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement		5 300 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Projet	TOURNOI ANNUEL DE FIN D'ANNEE	500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Fonctionnement		2 700 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORT DE MONTPELLIER FIGUEROLLES	Projet	MEETING BOXE	500 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		3 500 €
5032	Haut du formulaire LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES Bas du formulaire	Fonctionnement		400 €
5032	LA BOULE CATALANE GELY FIGUEROLLES	Projet	CHALLENGE HERNANDEZ	400 €
5086	LES FAUTEUILS DE FEU	Fonctionnement		2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		5 600 €

5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	Projet	MARATHON	30 000 €
5400	A.K SPORT (EX : GRINGO TOP TEAM)	Fonctionnement		9 200 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Fonctionnement		400 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER BCSM	Projet	CHAMPIONNAT DE FRANCE DES SOURDS VETERAN	500 €
5625	MONTPELLIER DERBY CLUB	Fonctionnement		500 €
5625	MONTPELLIER DERBY CLUB	Projet	FINALE DE CHAMPIONNAT ROLLER-DERBY - PLATEAU N2 FEMME	200 €
5635	GOREE BASKET CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Fonctionnement		400 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		7 800 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELIIER	Fonctionnement		400 €
6100	FIGHT CONTACT	Fonctionnement		480 €
6141	MONTPELLIER HANDI RUGBY	Projet	PHASE FINALE RUGBY FAUTEUIL CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONAL 2	500 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Fonctionnement		2 000 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Projet	TOURNOI JOSEPH GACHIN	500 €
6580	LES AMIS DE LA PETANQUE	Fonctionnement		400 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		58 000 €
TOTAL				813 430 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3	UNICEF	Projet	FRIMOUSSES	500 €
25	LES PETITS DEBROUILLARDS LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		2 300 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	Projet	FESTIVAL JEUNE PUBLIC 25EME	6 000 €
262	LES ECOLOGISTES DE L'EUZIERE	Projet	LA NATURE POUR TOUS L'ETUCATION A L'ENVIRENNEMENT COMME UTILE D'INCLUSION SOCIAL	1 000 €
309	CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D'EDUCATION ACTIVES - CEMEA -	Projet	EDUCATION DECENTRALISEE MTP	2 700 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	Projet	REUSSITE EDUCATIVE	4 300 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		30 000 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		5 500 €
686	TRISOMIE 21 HERAULT - GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 000 €
1110	ASSOCIATION ODETTE LOUISE	Projet	INTERVENTION PEDAGOGIQUES	1 000 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE	Projet	REUSSITE EDUCATIVE ET PARENTHESE	2 500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT	Projet	LES CLASSES DE VILLES	2 000 €

	URBAIN APIEU			
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN APIEU	Projet	CARAPATTES	1 700 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 100 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 200 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		600 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L' EDUCATION NATIONALE	Projet	PRIX DE LA LAÏCITE	200 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Fonctionnement		800 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CEDEM2018 "10 DOIGTS"	8 000 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	ENREGISTREMENT D'UN CD	2 000 €
3473	ARDI ASSOCIATION RENAISSANCE DEVELOPPEMENT INSERTION	Fonctionnement		600 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		200 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Projet	JEUNESSE EN ARABESQUES	1 000 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 400 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	Fonctionnement		8 200 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIER JEUNESSE	850 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPERATION BROCOLI	900 €
5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANNABELLE LE COCCINELLE	1 800 €
5211	ASSOCIATION POUR L'EPANOUISSEMENT DES HAUTS POTENTIELS INTELLECTUELS EN	Fonctionnement		1 500 €

	LANGUEDOC-ROUSSILLON			
5385	ZADIGOZINC	Projet	DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DANS LE CAFE ASSOCIATIF	2 000 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	LES EVENEMENT DANS LE CAFE	2 000 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	ATELIERS DANSE CONTEMPORAINE ET EXPRESSION CORPORELLE	250 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIRS SPORTIFS PEPS	Projet	A LA DECOUVERTE DES VACANCES	5 000 €
5885	FEDERATION DEPARTEMENTALE DES CALANDRETAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		68 000 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR DE L'HERAULT JPA34	Fonctionnement		500 €
6131	NUTSANDCO	Projet	SCHOOL DIMANCHE	1 000 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	CINE-MUSIQUE A LEO MALET	1 000 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Fonctionnement		300 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Projet	MOI FUTURE MEDECIN SORTIES ASA	300 €
6536	ASSOCIATION SOUTIEN ET AIDE	Projet	L'ARCHEOLOGIE DANS MON QUARTIER	300 €
TOTAL				173 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

- Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		700 €

155	JALMALV MONTPELLIER	Fonctionnement		3 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	Fonctionnement		600 €
233	MA VIE	Projet	MALADIE CHRONIQUES ET ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES	1 800 €
578	AVENIR SANTE	Projet	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
674	SOS AMITIES MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
681	AFD 34 ASSOCIATION DES DIABETIQUES DE L'HERAULT AFD 34	Fonctionnement		1 800 €
1425	RIRE CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €
1480	INFO DON 34	Fonctionnement		400 €
1948	FRANCE ALZHEIMER HERAULT FAH	Fonctionnement		1 000 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	Fonctionnement		3 600 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		3 800 €
3138	SOS HEPATITES	Projet	1 SEMAINE CONTRE LES HEPATITES 2018	1 000 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		1 800 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
3794	PREVENTION ET SOIN DES ADDICTIONS (BRANCHE DE PEPA SOS DROGUE) PEPA	Fonctionnement		1 500 €
4207	ALCOOL ET LES PROCHES	Fonctionnement		400 €
4452	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS	Fonctionnement		1 000 €
5138	BLOUSES ROSES	Fonctionnement		500 €
5514	SOUTIEN LAIT	Fonctionnement		200 €

5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT	Projet	UN BEBE, UN LIVRE	700 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement		500 €
5772	SOUFFRANCE AU TRAVAIL 34	Fonctionnement		500 €
6304	DOUCE HEURE	Projet	INSTANTS DOUCEUR A DOMICILE	1 500 €
6594	LA COMEDIE DES NEURONES	Fonctionnement		400 €
TOTAL				43 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- Dans le cadre de la thématique **SECURITE**:

Code	Structure	Type	Montant
4401	L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX LPO 34	Fonctionnement	2 000 €
6190	LES PATTOUNES DU COEUR	Fonctionnement	2 000 €
TOTAL			6 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 931

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- DROIT DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
777	MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1853	FEMMES ACTIVES MOUV	Projet	SALON DES METIER ET DES FEMMES - 'EME EDITION	900 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Fonctionnement		12 000 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES	Projet	INTERVENTION SCOLAIRES	2 000 €

	ET FAMILLES - CIDFF			
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Projet	FEMMES EGALITE EMPLOI	3 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID	Fonctionnement		6 800 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	Fonctionnement		4 000 €
5377	CICADE	Projet	LIEU RESSOURCE	1 200 €
TOTAL				36 900 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement	12 000
1068	SECOURS POPULAIRE FRANCAIS MONTPELLIER SPF 34	Fonctionnement	32 000
1118	ATD QUART-MONDE COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	800
1493	RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR HERAULT	Fonctionnement	45 000
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement	75 000
1913	ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL-LOUISE DE MARILLAC _ CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT	Fonctionnement	500
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement	8 000 €
2110	A COEUR OUVERT	Fonctionnement	4 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Fonctionnement	8 000 €
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement	500 €
6522	LES PETITS FRERES DES PAUVRES	Fonctionnement	500 €
TOTAL			186 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
582	SURDI 34 DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	PROJET DE COMMUNICATION	1 180 €
696	COMITE LIAISON DES	Fonctionnement		10 000 €

	ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES			
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		6 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		6 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	ACCESSIBILITE DES DEFICIENTS VISUELS AU QUOTIDIEN	1 400 €
700	AUXILIAIRE DES AVEUGLES 34	Fonctionnement		700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	Fonctionnement		1 800 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		10 000 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Projet	APFINITY	2 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY AVH	Projet	CREATION ATELIER CUISINE DEDIE A TOUT HANDICAP	500 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		3 800 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT MTCH	Fonctionnement		800 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		2 550 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 000 €
2144	CLUB SERVICES LOISIRS	Projet	LA MARIONNETTE, L'ART DE TENIR LES FILS D'UN LIEN SOCIAL	700 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER -	Fonctionnement		400 €

	HERAULT			
5809	DYSPRAXIQUE MAIS FANTASTIQUE 34	Projet	ATELIERS MISE EN SITUATION	500 €
5974	CAP'A CITE	Projet	AMENAGEMENT DES LOCAUX	2 500 €
TOTAL				52 830 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN	Fonctionnement		1 400 €
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	Fonctionnement		7 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Projet	REFECTION ET REMISE AUX NORMES D'UNE EPICERIE SOCIALE	2 300 €
4559	ASSO DEPARTEMENTALE DE DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU ADFI	Fonctionnement		600 €
4618	ASSOCIATION DE JEUNESSE LGBT+ "ANGEL"	Fonctionnement		500 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	Fonctionnement		3 500 €
5751	CONTACT HERAULT	Fonctionnement		500 €
TOTAL				20 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

- SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement	500 €
1106	ASSOCIATION D'AIDE AUX FAMILLES D'HOSPITALISES LA	Fonctionnement	1 800 €

	PASQUIERE		
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement	1 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	Fonctionnement	1 500 €
4636	LE PEYROU LES SENIORS EN ACTION	Fonctionnement	400 €
TOTAL			5 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 14 713 510 €;
- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions types et les conventions spécifiques annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Messieurs CASTRE, EL KANDOUSSI, Mesdames KERANGUEVEN, CHARDES, Messieurs MALEK, TRAVIER, Mesdames DANAN, MARSALA, Messieurs DI RUGGIERO, TORTORICI, Madame JANNIN, et Monsieur DE VERBIZIER ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

Jérémie MALEK : Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voudrais juste revenir sur les propos de Madame HART qui nous précisait tout à l'heure ne pas faire de politique à travers ses engagements associatifs. Simplement, elle vient de prendre part au vote en votant favorablement sur l'attribution de subventions pour une association dans laquelle elle est membre active, bénévole active puisqu'elle s'en vante sur sa page *Facebook*, ainsi que pour une association dont elle est vice-présidente, à hauteur de 6 300 euros. Je ne sais pas comment cela s'appelle, Monsieur le Maire, peut-être que vous pourriez nous le dire.

[Clare HART s'exprime hors micro.]

Monsieur le Maire : Vous ne pouvez pas dire ça, Madame HART. Vous ne pouvez pas dire que c'est sympa.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Perla DANAN, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Stéphanie JANNIN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER de par la procuration donnée à Gérard

CASTRE, Henri de VERBIZIER).

40. Attribution d'une subvention pour la restauration du cimetière protestant de Montpellier

Le cimetière protestant de Montpellier, situé avenue de Palavas, a été créé en 1811 et les premières inhumations datent de 1817.

En 1880 grâce au recalibrage de l'avenue de Palavas le cimetière s'agrandit et l'on assiste à la construction du mur de clôture, du portail actuel avec son bandeau découpé CIMETIERE PROTESTANT et de la chapelle.

L'ensemble du cimetière protestant (ensemble végétal, mur d'enceinte, portail, et parvis sur le boulevard de Strasbourg), ainsi que sa chapelle, est classé patrimoine à protéger au titre de l'aire de valorisation patrimoniale et architecturale de Sud-Gare/Méditerranée (AVAP approuvée en juillet 2017).

Cette chapelle, édifiée à l'alignement de la voie, est donc visible depuis le domaine public. De volumétrie simple il présente une qualité patrimoniale certaine (typique du XIX^e siècle) dans sa composition et sa modénature architecturale (ouvertures, encadrements et fronton en pierre sculptés ...).

L'association culturelle de l'Église protestante unie de Montpellier et Agglomération a déposé une demande de subvention auprès de la Ville de Montpellier pour la réfection et la mise aux normes de la chapelle. Le montant estimatif de ces travaux s'élève à 31 250 €.

Les collectivités territoriales peuvent accorder des aides financières aux associations culturelles pour la réparation des édifices culturels, qu'ils soient ou non classés monuments historiques. Sont concernés les seuls travaux nécessaires à la conservation des édifices.

Dans ce cadre et compte tenu de l'intérêt patrimonial que représente cette chapelle pour la Ville, il est proposé au Conseil municipal d'attribuer une subvention de 4 000 € à l'association Église protestante unie de Montpellier et Agglomération pour la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder une subvention de 4 000 € à l'association Église protestante unie de Montpellier et Agglomération telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur la nature 6574 chapitre 920 ;
- D'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. Usagers de la restauration scolaire Remise gracieuse sur compte Presto

Le paiement de la cantine scolaire est effectué au moyen de comptes que les usagers alimentent et qui sont débités au fur et à mesure des consommations.

Suite à une erreur informatique, les comptes de 197 usagers ont été crédités une fois (deux fois dans quelques cas), de manière injustifiée d'un montant modique de 1,5 €.

Compte tenu du faible montant global et du coût induit important d'explication individuelle et de gestion de chacun des comptes concernés, il est proposé qu'une remise gracieuse soit accordée à ces usagers.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter la remise gracieuse de 1,50 € pour chacun des 253 usagers concernés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour le choix d'un outil de Gestion de la Dette

Au cœur du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes a été inscrit le principe d'une coopérative de services aux communes membres.

A ce titre, il a été décidé de constituer, et de proposer à nouveau à l'ensemble des communes de la Métropole, une convention de groupement de commandes pour lancer une procédure unique ayant pour objet la **mise en place pour trois ans d'une solution commune de gestion de la dette**.

Les communes de Montpellier, Jacou et Pérols ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de signer la présente convention afin de constituer un groupement de commandes pour cet objet, conformément à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement, Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure,

de la mise en concurrence, jusqu'au choix du prestataire commun à l'ensemble des membres du groupement et à la notification du marché.

Le montant maximum du marché est estimé à 60 000 euros HT. Chacun des membres du groupement procèdera aux commandes et s'acquittera des factures correspondant à ses besoins propres.

La convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en place d'une solution commune de gestion de la dette pour trois ans, soumise à votre approbation et jointe à la présente délibération, sera présentée dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil métropolitain et à celle des Conseils municipaux des communes de Jacou et Pérois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération, liant Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérois pour la passation d'un marché ayant pour objet la mise en place pour 3 ans d'une solution de gestion de la dette,
- autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

43. Convention de groupement de commandes publiques entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché d'acquisition d'une solution de gestion de la formation et d'une solution de gestion du recrutement, des stages et de la mobilité ayant pour coordonnateur la Ville de Montpellier

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Ville de Montpellier, du CCAS de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché d'acquisition d'une solution de gestion de la formation et d'une solution de gestion du recrutement, des stages et de la mobilité.

La présente convention a pour objet de créer, entre la Ville de Montpellier, le CCAS de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, un groupement de commandes régi par les dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, groupement relatif à la passation d'un marché d'acquisition d'une solution de gestion de la formation et d'une solution de gestion du recrutement, des stages et de la mobilité, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution du marché pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

44. Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole Et CCAS en vue de la passation d'un Marché d'étude d'Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP"

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 Montpellier Méditerranée Métropole est créée à compter du 1^{er} janvier 2015, suite à la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier.

Dans un souci d'harmonisation et de rationalisation, notamment financière mais aussi de lisibilité et de cohérence des actions, plusieurs services de la Ville, de la Métropole et du CCAS ont été mutualisés.

La Ville de Montpellier a souhaité devenir Handintégrante en affirmant sa volonté de développer une politique RH globale permettant l'intégration et le maintien en emploi des agents en situation de handicap, tout au long de leur carrière en conventionnant.

Elle a signé une convention avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) en janvier 2015, pour une durée initiale de trois ans, prolongée pour

une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31/12/2018.

Afin de déterminer l'opportunité d'un conventionnement commun, pour la période 2019-2021, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et CCAS de Montpellier, souhaitent mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché d'études relatif à « l'Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP ».

L'objectif de cette consultation est de retenir un prestataire pour aider les services administratifs à :

- Effectuer une évaluation des 4 années de conventionnement FIPHFP/VILLE
- Etablir un diagnostic afin de pouvoir juger de l'opportunité d'un futur conventionnement intégrant les 3 structures : Ville/Métropole/ CCAS
- Elaborer un plan d'action sur les modalités d'organisation, le budget et la coordination des actions entre les différentes structures

Ce marché est conclu sans minimum avec un maximum de 60 000 € T.T.C répartis comme suit pour chacun des membres du groupement :

- Ville de Montpellier : 44 000 € T.T.C
- Montpellier Méditerranée Métropole : 12 000 € T.T.C
- CCAS : 4000 € T.T.C.

Il sera conclu pour une durée d'un an.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS, seront chargés, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS pour la passation d'un marché d'études relatif à « l'Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP » ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville à la ligne de crédit 26044 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

45. Création d'un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à procédure adapté (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole »

La transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole a entraîné un important transfert de compétences et a renforcé les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale et les municipalités, et notamment avec la Ville centre, Montpellier.

Cette évolution nécessite de développer une réflexion commune en matière de prise en charge du handicap, notamment pour l'accessibilité des personnes malentendantes.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont récemment créé une direction des Ressources Humaines mutualisée.

Cette évolution s'inscrit dans la démarche de convergence des organisations et des services actuellement mise en œuvre entre les deux structures.

Dans cette optique de mutualisation et de rationalisation, il apparaît opportun de lancer une consultation conjointe pour que cette direction n'ait qu'un seul prestataire à faire intervenir dans le cas où un traducteur en langue des signes serait nécessaire.

Ce besoin peut en effet concerner :

- Des agents en situation de handicap qui travaillent pour la Ville et pour la Métropole.
- La tenue de manifestations mutualisées ou non
- Les conseils municipaux et métropolitains pour chacune des structures

Il est donc envisagé de créer un groupement de commande entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à procédure adapté (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ».

Ce marché est conclu avec un minimum total annuel de 8000 € H.T. et un maximum annuel de 80 000 € H.T. réparti comme suit, pour chacun des membres du groupement :

Ville de Montpellier : minimum : 5000€ H.T. maximum : 60 000 € H.T.

Montpellier Méditerranée Métropole : minimum : 3000€ H.T. maximum : 20 000 € H.T.

Il sera conclu pour une durée d'un an.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation du marché jusqu'à sa notification.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, seront chargées, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- approuver le principe d'un groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la passation d'un marché à procédure adaptée (accord cadre à bons de commande) pour des « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Maire, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à signer la convention constitutive de groupement de commandes, à souscrire et à signer le(s) marché(s) à intervenir avec le(s) candidat(s) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution de(s) présent(s) marché(s), y compris, le cas échéant, leur résiliation.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

46. AFFAIRE RETIREE

47. AFFAIRE RETIREE

48. AFFAIRE RETIREE

49. AFFAIRE RETIREE

50. Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie A, relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux.

Rattaché au centre d'art et de culture contemporaine la Panacée, l'agent exercera les fonctions de Responsable administratif et financier. Il aura en charge le pilotage, le fonctionnement et la coordination des moyens humains budgétaires et matériels afin de garantir la mise en œuvre du projet culturel et artistique du centre d'art dans le respect des orientations culturelles et politiques de la Ville.

La mise à disposition s'effectuera à 70 % d'un temps complet et sera effective à compter du 1^{er} janvier 2018 pour une durée de trois mois soit jusqu'au 31 mars 2018.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 923.
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

51. Mise à jour des délibérations afférentes aux logements de fonction

Par délibération en date du 6 février 2012, il a été procédé à l'actualisation des logements de fonction de la ville de Montpellier.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, la réforme du régime des concessions de logement et la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement ont été fixées.

Au regard de l'évolution des besoins, et suite à la suppression de logements, il est proposé au Conseil municipal l'actualisation de la liste des logements occupés pour nécessité absolue de service :

Logement pour nécessité absolue de service	Gaz	Electricité	Eau
Directrice technique du Zoo	Forfait	Forfait	Compteur individuel
Concierge maison pour tous Léo Lagrange	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien Domaine de Méric	Forfait	Forfait	Forfait
Concierge cimetière Saint Lazare	Forfait	Forfait	Forfait
Concierge cimetière Saint Etienne	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien stade de la Rauze	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien Centre Municipal Garosud	Forfait	Forfait	Forfait

Gardien Complexe Léon Cazal	Forfait	Forfait	Forfait
-----------------------------	---------	---------	---------

Conformément à la réglementation en vigueur, les bénéficiaires d'un logement pour nécessité absolue de service sont assujettis à une déclaration d'avantage en nature soumis à cotisations et à la déclaration d'impôts sur le revenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la liste relative aux logements de fonctions pour nécessité absolue de service ;
- D'adopter les modifications apportées aux délibérations des 6 février 2012 et 2 octobre 2014.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

52. Accueil d'un nouvel apprenti préparant le titre professionnel de Technicien Supérieur en Méthodes et Exploitation Logistique

L'Unité Centrale de Production (UCP) de la Direction de la Politique Alimentaire produit et livre 13 000 repas par jour dans les 84 restaurants scolaires de la Ville. A cet effet, une flotte de 14 camions sillonne la ville tous les matins afin de répondre aux besoins de la restauration scolaire dans des délais contraints. Le Pôle Expéditions de l'UCP a dû être réorganisé compte tenu de :

- La généralisation de la NOE (Nouvelle Organisation de l'Entretien) dans les écoles
- L'ouverture de nouveaux groupes scolaires
- L'augmentation des convives dans les restaurants scolaires
- Le marché de prestations de repas pour 20 écoles
- La réflexion de l'organisation des livraisons sur la nouvelle cuisine centrale

Par ailleurs il s'avère essentiel d'anticiper l'ouverture des futurs groupes scolaires prévus d'ici 2020 et l'ouverture de la future cuisine centrale en 2021.

La Direction de la Politique Alimentaire propose de prendre en contrat d'apprentissage deuxième année, une personne en formation « Technicien Supérieur en Méthodes et Exploitations Logistiques » afin de l'accompagner dans cette démarche de réorganisation en réalisant un état des lieux de l'existant d'une part et en proposant des alternatives nouvelles en termes de flux logistiques et d'organisation de livraison d'autre part.

En outre, ce dispositif contribuera à la formation professionnelle de ce jeune apprenti et permettra d'envisager au terme de cette formation son intégration dans les effectifs municipaux.

Aujourd'hui, la collectivité souhaite faire appel au Centre de formation AFTRAL spécialisé dans le

secteur de la logistique, afin de pouvoir accueillir un apprenti pour une durée du 26 décembre 2017 au 07 juin 2018.

Le choix de l'apprenti sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par la Direction de la Politique Alimentaire.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le recours à un contrat d'apprentissage du 26 décembre 2017 au 07 juin 2018 au sein de la Direction de la Politique Alimentaire pour une formation de deux ans;
- d'inscrire les dépenses eu budget de personnel (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 920, ligne 868;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec le centre de formation de l'apprenti.

Monsieur le Maire : Contre ? Abstention ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Convention relative au détachement sur contrats d'agents de la Ville de Montpellier auprès de TAM Voirie (Transports de l'Agglomération de Montpellier Voirie) dans le cadre de la délégation de service public du stationnement payant

Dans le cadre de la Délégation de Service Public relative au stationnement payant attribuée à TAM Voirie (Transports de l'Agglomération de Montpellier Voirie), il est prévu à l'article 11.3 que des agents de la Ville de Montpellier affectés à cette mission puissent faire l'objet d'un détachement auprès du délégataire, et ce, conformément à l'article 2 al 5 du décret 86-68 du 13/01/1986 :

*« Le détachement d'un fonctionnaire ne peut avoir lieu que dans l'un des cas suivants :
(...) 5° Détachement auprès d'une entreprise privée assurant des missions d'intérêt général, notamment auprès d'une entreprise titulaire d'un traité de concession, d'affermage, de gérance ou de régie intéressée d'un service public d'une collectivité publique, sous réserve de l'approbation préalable, par la collectivité ou l'établissement dont relève l'agent, du projet de contrat et de ses avenants éventuels (...) ».*

Dans le cadre d'un détachement vers une structure de droit privé, une convention est signée entre la collectivité de départ et l'organisme privé d'accueil.

Il est donc proposé l'approbation d'un projet de convention entre la Ville de Montpellier et TAM Voirie, qui a pour objet de rappeler les dispositions qui seront applicables au détachement sur contrat des agents volontaires auprès de TAM Voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le projet de convention afférent annexé à la présente délibération, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Maire : Monsieur EL KANDOSSI, Monsieur COUSQUERE, Madame DASYLVA, Monsieur KRZYZANSKI, Madame MIRALLES, Monsieur BOUMAZ et Madame PEREZ ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstention ? 7. Adopté.

Pourquoi ? Ah, c'est le stationnement ! Eh oui, nous, on fait comme Paris, Monsieur DELAFOSSE. Comme votre ami Monsieur JULLIARD. Même chose. Votre ami Monsieur JULLIARD, à Paris.

Si vous êtes d'accord, je vous souhaite de bonnes fêtes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 47 voix

Contre : 0

Abstention : 7 voix (Michaël DELAFOSSE avec la procuration de Patrick VIGNAL, Clare HART, Hervé MARTIN avec la procuration de Françoise BONNET, Jean-Pierre MOURE avec la procuration de Julie FRECHE).

Ne prend pas part au vote : 6 voix (Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Stéphanie JANNIN, Abdi EL KANDOSSI, Pascal KRZYZANSKI, Patricia MIRALLES, Véronique PEREZ).

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 20h15.